BIBLIOTECA

DI

GIURISPRUDENZA

ITALIANA.

MOTIVI, RAPPORTI
E DISCUSSIONI

CHE SI FECERO

AL CORPO LEGISLATIVO
FRANCESE

per la form zione

DEL CODICE NAPOLEONE.

TRADUZIONE ITALIANA

COL TESTO DEL CODICE IN ORIGINALE FRANCESE.

VOLUME SECONDO.

MILANO,

Dalla Tipografia di Francesco Sonzogno di Gio. Batt.
Stampatore e Librajo, *Corsìa de' Servi N.* 596.
1805

Loi du 30 ventose an 11.

TITRE SIXIEME.

Du Divorce.

CHAPITRE PREMIER.

Des Causes du divorce.

229. *Le mari pourra demander le divorce pour cause d'adultère de sa femme.*

230. *La femme pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son mari, lorsq'il aura tenu sa concubine dans la maison commune.*

231. *Les époux pourront réciproquement demander le divorce pour excès, sévices, ou injures graves de l'un d'eux envers l'autre.*

232. *La condamnation de l'un des époux à une peine infamante, sera pour l'autre époux une cause de divorce.*

233. *Le consentement mutuel et persévérant des époux, exprimé de la manière prescrite par la loi, sous les conditions et après les épreuves qu'elle détermine, prouvera suf-*

fisamment que la vie commune leur est insupportable, et qu'il existe par rapport à eux une cause péremptoire de divorce.

CHAPITRE II.

Du Divorce pour cause déterminée.

SECTION PREMIÈRE.

Des Formes du Divorce pour cause déterminée.

234. *Quelle que soit la nature des faits ou des délits qui donneront lieu à la demande en divorce pour cause déterminée, cette demande ne pourra être formée qu'au tribunal de l'arrondissement dans lequel les époux auront leur domicile.*

235. *Si quelques-uns des faits allégués par l'époux demandeur donnent lieu à une poursuite criminelle de la part du ministère public, l'action en divorce restera suspendue jusqu'après le jugement du tribunal criminel; alors elle pourra être reprise, sans qu'il soit permis d'inférer du jugement criminel aucune fin de non-recevoir ou exception préjudicielle contre l'époux demandeur.*

236. *Toute demande en divorce détaillera*

les faits; elle sera remise avec les pièces à l'appui, s'il y en a, au président du tribunal ou au juge qui en fera les fonctions, par l'époux demandeur en personne, à moins qu'il n'en soit empêché par maladie; auquel cas, sur sa réquisition et le certificat de deux docteurs en médecine ou en chirurgie, ou de deux officiers de santé, le magistrat se transportera au domicile du demandeur pour y recevoir sa demande.

237. *Le juge, après avoir entendu le demandeur, et lui avoir fait les observations qu'il croira convenables, paraphera la demande et les pièces, et dressera procès-verbal de la remise du tout en ses mains. Ce procès-verbal sera signé par le juge et par le demandeur, à moins que celui-ci ne sache ou ne puisse signer; auquel cas il en sera fait mention.*

238. *Le juge ordonnera, au bas de son procès-verbal, que les parties comparaîtront en personne devant lui, au jour et à l'heure qu'il indiquera; et qu'à cet effet copie de son ordonnance sera par lui adressée à la partie contre laquelle le divorce est demandé.*

239. *Au jour indiqué, le juge fera aux*

deux époux, s'ils se présentent, ou au demandeur, s'il est seul comparant, les représentations qu'il croira propres à opérer un rapprochement; s'il ne peut y parvenir, il en dressera procès-verbal, et ordonnera la communication de la demande et des pièces au commissaire du gouvernement, et le référé du tout au tribunal.

240. *Dans les trois jours qui suivront, le tribunal, sur le rapport du président, ou du juge qui en aura fait les fonctions, et sur les conclusions du commissaire du gouvernement, accordera ou suspendra la permission de citer. La suspension ne pourra excéder le terme de vingt jours.*

241. *Le demandeur, en vertu de la permission du tribunal, fera citer le défendeur, dans la forme ordinaire, à comparaître en personne à l'audience, à huis-clos, dans le délai de la loi; il fera donner copie, en tête de la citation, de la demande en divorce et des pièces produites à l'appui.*

242. *A l'échéance du délai, soit que le défendeur comparaisse ou non, le demandeur en personne, assisté d'un conseil, s'il le juge à propos, exposera ou fera exposer*

les motifs de sa demande; il représentera les pièces qui l'appuient, et nommera les témoins qu'il se propose de faire entendre.

243. *Si le défendeur comparaît en personne, ou par un fondé de pouvoir, il pourra proposer ou faire proposer ses observations, tant sur les motifs de la demande que sur les pièces produites par le demandeur, et sur les témoins par lui nommés. Le défendeur nommera, de son côté, les témoins qu'il se propose de faire entendre, et sur lesquels le demandeur fera réciproquement ses observations.*

244. *Il sera dressé proces-verbal des comparations, dires et observations des parties, ainsi que des aveux que l'un ou l'autre pourra faire. Lecture de ce proces-verbal sera donnée auxdites parties, qui seront requises de le signer, et il sera fait mention expresse de leur signature, ou de leur déclaration de ne pouvoir ou ne vouloir signer.*

245. *Le tribunal renverra les parties à l'audience publique, dont il fixera le jour et l'heure; il ordonnera la communication de la procédure au commissaire du gouvernement, et commettra un rapporteur. Dans le*

cas où le défendeur n'aurait pas comparu, le demandeur sera tenu de lui faire signifier l'ordonnance du tribunal, dans le délai qu'elle aura déterminé.

246. *Au jour et à l'heure indiqués, sur le rapport du juge commis, le commissaire du gouvernement entendu, le tribunal statuera d'abord sur les fins de non-recevoir, s'il en a été proposé. En cas qu'elles soient trouvées concluantes, la demande en divorce sera rejetée; dans le cas contraire, ou s'il n'a pas été proposé de fins de non-recevoir, la demande en divorce sera admise.*

247. *Immédiatement après l'admission de la demande en divorce, sur le rapport du juge commis, le commissaire du gouvernement entendu, le tribunal statuera au fond. Il fera droit à la demande, si elle lui paraît en état d'être jugée; sinon, il admettra le demandeur à la preuve des faits pertinents par lui allégués, et le défendeur à la preuve contraire.*

248. *A chaque acte de la cause, les parties pourront, après le rapport du juge, et avant que le commissaire du gouvernement ait pris la parole, proposer ou faire proposer*

leurs moyens respectifs, d'abord sur les fins de non-recevoir, et ensuite sur le fond; mais en aucun cas le conseil du demandeur ne sera admis, si le demandeur n'est pas comparant en personne.

249. *Aussitôt après la pronunciation du jugement qui ordonnera les enquêtes, le greffier du tribunal donnera lecture de la partie du procès-verbal qui contient la nomination déjà faite des témoins que les parties se proposent de faire entendre. Elles seront averties, par le président, qu'elles peuvent encore en désigner d'autres, mais qu'après ce moment elles n'y seront plus reçues.*

250. *Les parties proposeront de suite leurs reproches respectifs contre les témoins qu'elles voudront écarter. Le tribunal statuera sur ces reproches, après avoir entendu le commissaire du gouvernement.*

251. *Les parents des parties, à l'exception de leurs enfants et descendants, ne sont pas reprochables du chef de la parenté, non plus que les domestiques des époux, en raison de cette qualité; mais le tribunal aura tel égard que de raison aux dépositions des parents et des domestiques.*

252. *Tout jugement qui admettra une preuve testimoniale dénommera les témoins qui seront entendus, et déterminera le jour et l'heure auxquels les parties devront les présenter.*

253. *Les dépositions des témoins seront reçues par le tribunal séant à huis-clos, en présence du commissaire du gouvernement, des parties et de leurs conseils ou amis, jusqu'au nombre de trois de chaque côté.*

254. *Les parties, par elles ou par leurs conseils, pourront faire aux témoins telles observations et interpellations qu'elles jugeront à propos, sans pouvoir néanmoins les interrompre dans le cours de leurs dépositions.*

255. *Chaque déposition sera rédigée par écrit, ainsi que les dires et observations auxquels elle aura donné lieu. Le procès-verbal d'enquête sera lu tant aux témoins qu'aux parties: les uns et les autres seront requis de le signer, et il sera fait mention de leur signature, ou de leur déclaration qu'ils ne peuvent ou ne veulent signer.*

256. *Après la clôture des deux enquêtes ou de celle du demandeur, si le défendeur n'a pas produit de témoins, le tribunal ren-*

verra les parties à l'audience publique, dont il indiquera le jour et l'heure; il ordonnera la communication de la procédure au commissaire du gouvernement, et commettra un rapporteur. Cette ordonnance sera signifiée au défendeur, à la requête du demandeur, dans le délai qu'elle aura déterminée.

257. *Au jour fixé pour le jugement définitif, le rapport sera fait par le juge commis: les parties pourront ensuite faire, par elles-mêmes ou par l'organe de leurs conseils, telles observations qu'elles jugeront utiles à leur cause; après quoi, le commissaire du gouvernement donnera ses conclusions.*

258. *Le jugement définitif sera prononcé publiquement: lorsqu'il admettra le divorce, le demandeur sera autorisé à se retirer devant l'officier de l'état civil pour le faire prononcer.*

259. *Lorsque la demande en divorce aura été formée pour cause d'excès, de sévices ou d'injures graves, encore qu'elle soit bien établie, les juges pourront ne pas admettre immédiatement le divorce: dans ce cas, avant de faire droit, ils autoriseront la femme à quitter la compagnie de son mari,*

sans être tenue de le recevoir, si elle ne le juge à propos; et ils condamneront le mari à lui payer une pension alimentaire proportionnée à ses facultés, si la femme n'a pas elle-même des revenus suffisants pour fournir à ses besoins.

260. *Après une année d'épreuve, si les parties ne se sont pas réunies, l'epoux demandeur pourra faire citer l'autre époux à comparaître au tribunal, dans les délais de la loi, pour y entendre prononcer le jugement définitif, qui pour lors admettra le divorce.*

261. *Lorsque le divorce sera demandé par la raison qu'un des époux est condamné à une peine infamante, les seules formalités à observer consisteront à présenter au tribunal civil une expédition en bonne forme du jugement de condamnation, avec un certificat du tribunal criminel, portant que ce même jugement n'est plus susceptible d'être réformé par aucune voie légale.*

262. *En cas d'appel du jugement d'admission ou du jugement définitif rendu par le tribunal de première instance en matière de divorce, la cause sera instruite et jugée par le tribunal d'appel, comme affaire urgente.*

263. *L'appel ne sera recevable qu'autant qu'il aura été interjeté dans les trois mois, à compter du jour de la signification du jugement rendu contradictoirement ou par défaut. Le délai pour se pourvoir au tribunal de cassation contre un jugement en dernier ressort, sera aussi de trois mois à compter de la signification. Le pourvoi sera suspensif.*

264. *En vertu de tout jugement rendu en dernier ressort, ou passé en force de chose jugée, qui autorisera le divorce, l'époux qui l'aura obtenu sera obligé de se présenter, dans le délai de deux mois, devant l'officier de l'état civil, l'autre partie dûment appelée, pour faire prononcer le divorce.*

265. *Ces deux mois ne commenceront à courir, à l'égard des jugements de première instance, qu'après l'expiration du délai d'appel; à l'égard des jugements rendus par défaut en cause d'appel, qu'après l'expiration du délai d'opposition; et à l'égard des jugements contradictoires en dernier ressort, qu'après l'expiration du délai du pourvoi en cassation.*

266. *L'époux demandeur qui aura laissé passer le délai de deux mois ci-dessus dé-*

terminé, sans appeler l'autre époux devant l'officier de l'état civil, sera déchu du bénéfice du jugement qu'il avait obtenu, et ne pourra reprendre son action en divorce, sinon pour cause nouvelle; auquel cas il pourra néanmoins faire valoir les anciennes causes.

SECTION II.

Des Mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce pour cause déterminée.

267. *L'administration provisoire des enfants restera au mari demandeur ou défendeur en divorce, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le tribunal, sur la demande, soit de la mère, soit de la famille, ou du commissaire du gouvernement, pour le plus grand avantage des enfants.*

268. *La femme demanderesse ou defenderesse en divorce pourra quitter le domicile du mari pendant la poursuite, et demander une pension alimentaire proportionnée aux facultés du mari. Le tribunal indiquera la maison dans laquelle la femme sera tenue de résider, et fixera, s'il y a lieu, la provision alimentaire que le mari sera obligé de lui payer.*

269. *La femme sera tenue de justifier de sa résidence dans la maison indiquée, toutes les fois qu'elle en sera requise: à défaut de cette justification, le mari pourra refuser la provision alimentaire, et, si la femme est demanderesse en divorce, la faire déclarer non recevable à continuer ses poursuites.*

270. *La femme commune en biens, demanderesse ou défenderesse en divorce, pourra, en tout état de cause, à partir de la date de l'ordonnance dont il est fait mention en l'art. 238, requérir, pour la conservation de ses droits, l'apposition des scellés sur les effets mobiliers de la communauté. Ces scellés ne seront levés qu'en faisant inventaire avec prisée, et à la charge par le mari de représenter les choses inventoriées, ou de répondre de leur valeur comme gardien judiciaire.*

271. *Toute obligation contractée par le mari à la charge de la communauté, toute aliénation par lui faite des immeubles qui en dépendent, postérieurement à la date de l'ordonnance dont il est fait mention en l'art. 238, sera déclarée nulle, s'il est prouvé d'ailleurs qu'elle a été faite ou contractée en fraude des droits de la femme.*

SECTION III.

Des Fins de non-recevoir contre l'action en divorce pour cause déterminée.

272. *L'action en divorce sera éteinte par la réconciliation des époux, survenue, soit depuis les faits qui auraient pu autoriser cette action, soit depuis la demande en divorce.*

273. *Dans l'un et l'autre cas, le demandeur sera déclaré non recevable dans son action; il pourra néanmoins en intenter une nouvelle pour cause survenue depuis la réconciliation, et alors faire usage des anciennes causes pour appuyer sa nouvelle demande.*

274. *Si le demandeur en divorce nie qu'il y ait eu réconciliation, le défendeur en fera preuve, soit par écrit, soit par témoins, dans la forme prescrite en la première section du présent chapitre.*

CHAPITRE III.

Du Divorce par consentement mutuel.

275. *Le consentement mutuel des époux ne sera point admis, si le mari a moins de vingt-cinq ans, ou si la femme est mineure de vingt-un ans.*

276. *Le consentement mutuel ne sera admis qu'après deux ans de mariage.*

277. *Il ne pourra plus l'être après vingt ans de mariage, ni lorsque la femme aura quarante-cinq ans.*

278. *Dans aucun cas, le consentement mutuel des époux ne suffira, s'il n'est autorisé par leurs pères et mères, ou par leurs autres ascendants vivants, suivant les règles prescrites par l'art.* 150, *au titre* du Mariage.

279. *Les époux déterminés à opérer le divorce par consentement mutuel, seront tenus de faire préalablement inventaire et estimation de tous leurs biens meubles et immeubles, et de régler leurs droits respectifs, sur lesquels il leur sera néanmoins libre de transiger.*

280. *Ils seront pareillement tenus de constater par écrit leur convention sur les trois points qui suivent:*

1. *A qui les enfants nés de leur union seront confiés, soit pendant le temps des épreuves, soit après le divorce prononcé;*

2. *Dans quelle maison la femme devra se retirer et résider pendant le temps des épreuves;*

3. *Quelle somme le mari devra payer à sa femme pendant le même temps, si elle n'a pas des revenus suffisants pour fournir à ses besoins.*

281. *Les époux se présenteront ensemble, et en personne, devant le président du tribunal civil de leur arrondissement, ou devant le juge qui en fera les fonctions, et lui feront la déclaration de leur volonté, en présence de deux notaires amenés par eux.*

282. *Le juge fera aux deux époux réunis, et à chacun d'eux en particulier, en présence des deux notaires, telles représentations et exhortations qu'il croira convenables; il leur donnera lecture du chap.* IV *du présent titre, qui règle les* Effets du divorce, *et leur développera toutes les conséquences de leur démarche.*

283. *Si les époux persistent dans leur résolution, il leur sera donné acte, par le juge, de ce qu'ils demandent le divorce et y consentent mutuellement; et ils seront tenus de produire et déposer à l'instant entre les mains des notaires, outre les actes mentionnés aux art.* 279 *et* 280,

1. *Les actes de leur naissance et celui de leur mariage;*

2. *Les*

2. Les actes de naissance et de décès de tous les enfants nés de leur union;

3. La déclaration authentique de leurs pères et mères, ou autres ascendants vivants, portant que pour les causes à eux connues, ils autorisent tel ou telle, leur fils ou fille, petit-fils ou petite-fille, marié ou non mariée à tel ou telle, à demander le divorce et à y consentir. Les pères, mères, aïeuls ou aïeules des époux seront présumés vivants, jusqu'à la représentation des actes constatant leur décès.

284. *Les notaires dresseront procès-verbal détaillé de tout ce qui aura été dit et fait en exécution des articles précédents; la minute en restera au plus âgé des deux notaires, ainsi que les pièces produites, qui demeureront annexées au procès-verbal, dans lequel il sera fait mention de l'avertissement qui sera donné à la femme de se retirer, dans les vingt-quatre heures, dans la maison convenue entre elle et son mari, et d'y résider jusqu'au divorce prononcé.*

285. *La déclaration ainsi faite sera renouvelée dans la première quinzaine de chacun des quatrième, septième et dixième mois*

qui suivront, en observant les mêmes formalités. Les parties seront obligées à rapporter chaque fois la preuve, par acte public, que leurs pères, mères, ou autres ascendants vivants, persistent dans leur première détermination; mais elles ne seront tenues à répéter la production d'aucun autre acte.

286. *Dans la quinzaine du jour où sera révolue l'année à compter de la première déclaration, les époux, assistés chacun de deux amis, personnes notables dans l'arrondissement, âgés de cinquante ans au moins, se présenteront ensemble, et en personne, devant le président du tribunal ou le juge qui en fera les fonctions; ils lui remettront les expéditions en bonne forme, des quatre procès-verbaux contenant leur consentement mutuel, et de tous les actes qui y auront été annexés, et requerront du magistrat, chacun séparément, en présence néanmoins l'un de l'autre et des quatre notables, l'admission du divorce.*

287. *Après que le juge et les assistants auront fait leurs observations aux époux, s'ils persévèrent, il leur sera donné acte de leur réquisition, et de la remise par eux*

faite des pièces à l'appui: le greffier du tribunal dressera procès-verbal, qui sera signé tant par les parties (à moins qu'elles ne déclarent ne savoir ou ne pouvoir signer, auquel cas il en sera fait mention), que par les quatre assistants, le juge et le greffier.

288. *Le juge mettra de suite au bas de ce procès-verbal son ordonnance portant que, dans les trois jours, il sera par lui référé du tout au tribunal en la chambre du conseil, sur les conclusions par écrit du commissaire du gouvernement, auquel les pièces seront, à cet effet, communiquées par le greffier.*

289. *Si le commissaire du gouvernement trouve dans les pièces la preuve que les deux epoux étaient âgés, le mari de vingt-cinq ans, la femme de vingt-un ans, lorsqu'ils ont fait leur première déclaration; qu'à cette époque ils étaient mariés depuis deux ans; que le mariage ne remontait pas à plus de vingt; que la femme avait moins de quarante-cinq ans; que le consentement mutuel a été exprimé quatre fois dans le cours de l'année: après les préalables ci-dessus prescrits, et avec toutes les formalités*

requises par le présent chapitre, notamment avec l'autorisation des pères et mères des époux, ou avec celle de leurs autres ascendants vivants, en cas de prédécès des père et mère, il donnera ses conclusions en ces termes, La loi permet; *dans le cas contraire, ses conclusions seront en ces termes*, La loi empêche.

290. *Le tribunal, sur le référé, ne pourra faire d'autres vérifications que celles indiquées par l'art. précédent. S'il en résulte que, dans l'opinion du tribunal, les parties ont satisfait aux conditions et rempli les formalités déterminées par la loi, il admettra le divorce, et renverra les parties devant l'officier de l'état civil, pour le faire prononcer; dans le cas contraire, le tribunal déclarera qu'il n'y a pas lieu à admettre le divorce, et déduira les motifs de sa décision.*

291. *L'appel du jugement qui aurait déclaré ne pas y avoir lieu à admettre le divorce, ne sera recevable qu'autant qu'il sera interjeté par les deux parties, et néanmoins par actes séparés, dans les dix jours au plus tôt, et au plus tard dans le vingt jours de la date du jugement de première istance.*

292. *Les actes d'appel seront réciproquement signifiés tant à l'autre époux, qu'au commissaire du gouvernement près du tribunal de première instance.*

293. *Dans les dix jours à compter de la signification qui lui aura été faite du second acte d'appel, le commissaire du gouvernement près du tribunal de première instance fera passer au commissaire du gouvernement près du tribunal d'appel, l'expédition du jugement et les pièces sur lesquelles il est intervenu. Le commissaire près du tribunal d'appel donnera ses conclusions par écrit, dans les dix jours qui suivront la réception des pièces ; le président, ou le juge qui le suppléera, fera son rapport au tribunal d'appel en la chambre du conseil, et il sera statué définitivement dans les dix jours qui suivront la remise des conclusions du commissaire.*

294. *En vertu du jugement qui admettra le divorce, et dans les vingt jours de sa date, les parties se présenteront ensemble et en personne devant l'officier de l'état civil, pour faire prononcer le divorce. Ce délai passé, le jugement demeurera comme non avenu.*

CHAPITRE IV.

Des Effets du divorce.

295. *Les époux qui divorceront, pour quelque cause que ce soit, ne pourront plus se réunir.*

296. *Dans le cas de divorce prononcé pour cause déterminée, la femme divorcée ne pourra se remarier que dix mois après le divorce prononcé.*

297. *Dans le cas de divorce par consentement mutuel, aucun des deux époux ne pourra contracter un nouveau mariage que trois ans après la prononciation du divorce.*

298. *Dans le cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice. La femme adultère sera condamnée par le même jugement, et sur la réquisition du ministère public, à la réclusion dans une maison de correction, pour un temps déterminé, qui ne pourra être moindre de trois mois, ni excéder deux années.*

299. *Pour quelque cause que le divorce ait lieu, hors le cas du consentement mu-*

tuel, l'époux contre lequel le divorce aura été admis perdra tous les avantages que l'autre époux lui avait faits, soit par leur contrat de mariage, soit depuis le mariage contracté.

300. *L'epoux qui aura obtenu le divorce conservera les avantages à lui faits par l'autre époux, encore qu'ils aient été stipulés réciproques, et que la réciprocité n'ait pas lieu.*

301. *Si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne paraissent pas suffisants pour assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu le divorce, le tribunal pourra lui accorder, sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire, qui ne pourra excéder le tiers des revenus de cet autre époux. Cette pension sera révocable dans le cas où elle cesserait d'être nécessaire.*

302. *Les enfants seront confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le tribunal, sur la demande de la famille ou du commissaire du gouvernement, n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'eux se-*

ront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne.

303. *Quelle que soit la personne à laquelle les enfants seront confiés, les père et mère conserveront respectivement le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de leurs enfants, et seront tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés.*

304. *La dissolution du mariage par le divorce admis en justice, ne privera les enfants nés de ce mariage d'aucun des avantages qui leur étaient assurés par les lois, ou par les conventions matrimoniales de leurs père et mère; mais il n'y aura d'ouverture aux droits des enfants que de la même manière et dans les mêmes circonstances où ils se seraient ouverts s'il n'y avait pas eu de divorce.*

305. *Dans le cas de divorce par consentement mutuel, la propriété de la moitié des biens de chacun des deux époux sera acquise de plein droit, du jour de leur première déclaration, aux enfants nés de leur mariage : les père et mère conserveront néanmoins la jouissance de cette moitié jusqu'à la majorité de leurs enfants, à la charge*

de pourvoir à leur nourriture, entretien et éducation, conformément à leur fortune et à leur état; le tout, sans préjudice des autres avantages qui pourraient avoir été assurés auxdits enfants par les conventions matrimoniales de leurs père et mère.

CHAPITRE V.

De la Séparation de corps.

306. *Dans les cas où il y a lieu à la demande en divorce pour cause déterminée, il sera libre aux époux de former demande en séparation de corps.*

307. *Elle sera intentée, instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile: elle ne pourra avoir lieu par le consentement mutuel des époux.*

308. *La femme contre laquelle la séparation de corps sera prononcée pour cause d'adultère, sera condamnée par le même jugement, et sur la réquisition du ministère public, à la réclusion dans une maison de correction pendant un temps déterminé, qui ne pourra être moindre de trois mois, ni excéder deux années.*

309. *Le mari restera le maître d'arrêter l'effet de cette condamnation, en consentant à reprendre sa femme.*

310. *Lorsque la séparation de corps, prononcée pour toute autre cause que l'adultère de la femme, aura duré trois ans, l'époux qui était originairement défendeur pourra demander le divorce au tribunal, qui l'admettra si le demandeur originaire, présent ou dûment appelé, ne consent pas immédiatement à faire cesser la séparation.*

311. *La séparation de corps emportera toujours séparation de biens.*

ESPOSIZIONE

De' Motivi del Titolo VI. del Codice Civile.

Cittadini Legislatori

Il Governo non ha dovuto dissimularsi le difficoltà di una legge sopra il divorzio: l'interesse, le passioni, i pregiudizj, le abitudini, ed i motivi in fine di un altr'ordine, sempre però per la loro origine rispet-

tabili, offrono, s'è permesso il dirlo, a ciascun passo de'nemici da combattere. Il Governo ha preveduto tutti questi ostacoli, ed ha dovuto lusingarsi di superarli, poichè la sua opera non dee essere offerta allo spirito di partito, nè a passioni esaltate, ma bensì alla saviezza di un corpo politico situato al disopra del vortice degl' intrighi, che sa abbracciare ad un colpo d'occhio il complesso di una istituzione, e consecrare grandi risultati quando questi presentino assai più vantaggi che inconvenienti.

In tale convinzione, io esporrò i motivi del *progetto* di *legge* sopra il *divorzio*, e senza discuterne ogni articolo in particolare, mi atterrò ai grandi fondamenti. Provata che siasi una volta la loro savіezza, tutto il resto addiverrà necessaria conseguenza.

Fa di mestieri ammettere il *divorzio?* Per quali cagioni? In quali forme? Quali ne saranno gli effetti?

Fa di mestieri ammettere il *divorzio?*

Voi non v'aspettate, che cercando di risolvere sì grande quistione colle autorità, io faccia qui l'enumerazione de' popoli che hanno ammesso o rigettato il *divorzio*; che

mi affatichi d'indagare, se sia stato praticato in Francia ne' primi tempi della monarchia, e a qual'epoca l'uso ne fosse interdetto. Non direi niente di nuovo per voi, e ognuno deve conoscere che una questione di tal fatta non può risolversi con esempj.

L'autorizzazione del *divorzio* sarebbe inutile, inopportuna, e pericolosa presso un popolo nascente, i di cui puri costumi, e i semplici piaceri assicurerebbero la stabilità de'matrimonj, perchè garantirebbero la felicità de' coniugi.

Sarebbe utile e necessaria, se l'attività delle passioni e la dissolutezza dei costumi potessero produrre la violazione della fede promessa, e i disordini incalcolabili che ne derivano.

Sarebbe inconseguente presso un popolo che ammettesse un solo culto se pensasse che questo culto fissasse in un modo assoluto la stabilità del matrimonio.

Così, la quistione dee avere una differente soluzione secondo il genio ed i costumi de' popoli, lo spirito de'secoli, e l'influenza delle massime religiose sull' ordine politico.

E per noi, e nella posizione in cui siamo, che si agita la quistione, cioè per un popolo, il di cui patto sociale garantisce ad ogn'individuo la libertà del culto ch'egli professa, e il di cui codice civile non può per conseguenza ricevere l'influenza di una credenza particolare.

Di già vi avvisate, che la questione deve essere considerata sotto un punto di vista puramente politico. Le credenze religiose possono differire su molti punti; basta al legislatore, ch'esse si accordino sopra un articolo fondamentale, cioè sull'obbedienza dovuta all'autorità legittima. Del resto non v'è chi abbia il diritto d'interporsi fra la coscienza di un altro e la divinità, e il più saggio è quegli che più rispetta tutti i culti.

La questione del *divorzio* dee adunque essere discussa indipendentemente da qualunque massima religiosa: deve però decidersi in modo da non molestare alcuna coscienza, da non vincolare alcuna libertà. Sarebbe ingiusto il costringere quel cittadino, la cui credenza ripugna al *divorzio*, ad usare di questo rimedio; nè lo sarebbe meno vietandone l'uso quando fosse compati-

bile colla credenza dello sposo che lo sollecita.

Non havvi dunque che una questione sola da esaminarsi; ed è questa: nello stato attuale del popolo francese, dee essere permesso il divorzio?

Noi non conosciamo atto più solenne del matrimonio. Mediante il matrimonio si formano le famiglie e la società si perpetua. Ecco una primaria verità sulla quale penso che tutto il mondo convenga, qualunque opinione possa altronde aversi sulla questione del *divorzio*.

Egli è un punto egualmente incontrastabile, che fra tutti i contratti non ve ne ha un solo, nel quale si debba più desiderare l'intenzione ed il voto della perpetuità per parte de' contraenti.

Non è, nè deve esser meno riconosciuto universalmente, che la leggerezza degli spiriti, la perversità del cuore, la violenza delle passioni, la corruzione de' costumi hanno troppo spesso prodotto nell'interno delle famiglie eccessi tali, che si fu necessariamente costretti a permetter di fatto lo scioglimento di unioni, che pure si riguardavano

come indissolubili per diritto. I monumenti della giurisprudenza, che sono anche il deposito delle umane debolezze, non attestano che di troppo questa verità disgustosa.

Ecco la nostra posizione; attualmente domando, se vi è ragione da sperare da istituzione alcuna, qualunque possa essere, di rimediare sì efficacemente e sollecitamente al disordine, che non abbiavi più bisogno di rimedio veruno; se può trovarsi il mezzo di comporre così perfettamente le unioni coniugali, d'ispirar così fortemente agli sposi il sentimento e l'amore dei loro rispettivi doveri, da potersi lusingare che non se ne allontaneranno mai in avvenire, e che non più ci daranno lo spettacolo di quelle scene atroci, di quegli scandali ributtanti che dovettero forzare così imperiosamente la separazione de'coniugi. Ah! se si potesse con qualche legge salutare purificare ad un tratto l'umana specie, certo che non si sarebbe abbastanza solleciti di compartire al mondo questo tratto di beneficenza. Ma se ci si vieta di concepire siffatte speranze, se desse non possono sorgere nè anco in coloro che giudicano l'umanità colla preven-

zione la più indulgente, null' altro ci resta che la scelta di un rimedio da applicarsi ad un male, che noi non sapremmo togliere.

Ecco ridotta al suo vero punto la questione. Fa egli d'uopo preferire al *divorzio* l'antico costume della separazione dei corpi? Fa d'uopo preferire all' uso della separazione quello del *divorzio*? Non conviene lasciare ai cittadini la libertà di servirsi dell'uno, o dell'altro di questi mezzi?

Mettiamo da parte prima di tutto e colla stessa premura le declamazioni che si sono permesse gli spiriti esaltati nell' uno e nell' altro partito. La verità e la saviezza di rado si rinvengono negli estremi.

Gli uni parlarono del *divorzio* come di una istituzione quasi celeste, e che tutto purificava. Gli altri ne hanno parlato come di una istituzione infernale, e che tutto arriverebbe a corrompere. Dall' una parte il *divorzio* è il trionfo, dall'altra lo scorno della ragione. Se noi crediamo a questi, l'ammissione del *divorzio* disonorerà il Codice; dando retta a quegli altri, rigettandolo, lasceremo questo stesso Codice in uno

stato

stato di vergognosa imperfezione. Il legislatore non si lascia sorprendere da somiglianti esagerazioni.

Il *divorzio* per se medesimo non può essere un bene; egli è il rimedio di un male. Il *divorzio* non dev' essere caratterizzato per un male, quando alcune volte può essere un rimedio necessario.

Dev' essere politicamente preferito alla separazione? Ecco la sola questione; poichè è cosa nota ed incontrastabile, che la legge dee offrire agli sposi oltraggiati, maltrattati ed in pericolo della loro vita, de' mezzi per porre in salvo tanto questa, quanto la loro onoratezza.

Il matrimonio, siccome tutti gli altri contratti, non può formarsi senza il consentimento delle parti: questo consentimento n'è la condizione primaria, la condizione più imperiosamente ricercata; non v'è matrimonio senza tale consentimento.

Non si dee però confondere il contratto di matrimonio con una moltitudine di altri atti, che traggono pure l'esistenza loro dal consenso delle parti, ma che non interessando che esse soltanto, possono sciogliersi

con una volontà contraria a quella che li aveva formati.

Il matrimonio non interessa solamente i contraenti, ma forma altresì un legame fra due famiglie, e crea nella società una nuova famiglia, che può divenire lo stipite di molte altre. Il cittadino che si unisce in matrimonio diventa marito, diventerà padre; in tal modo si stabiliscono nuovi rapporti che i cittadini non sono più in libertà di rompere colla loro sola volontà. La quistione del *divorzio* deve dunque essere esaminata nei rapporti cogli sposi fra di loro, nei loro rapporti coi figli, e nei loro rapporti colla società.

Il *divorzio* rompe il vincolo coniugale; la separazione lo lascia ancora sussistere. Presso a poco fra gli effetti dell' uno e dell'altra non passa grande divario: questa unione di persone, questa comunione della vita che così essenzialmente formano il matrimonio, non esistono più; i giudizj di separazione pronunciavano sempre inibizioni espresse al marito di usare e di frequentar con sua moglie. Qual' è dunque l' effetto di quest'apparente conservazione del vinco-

lo coniugale nelle separazioni, e perchè ritenere anche il nome con tanta premura, quando è evidente che più non esiste la cosa? Il principal voto del matrimonio non è egli deluso? Non è vero che il marito non ha realmente più moglie, che la moglie non ha più marito? Qual' è dunque in somma l' effetto della conservazione del legame?

S' interdice a due coniugi divenuti celibatarj di fatto, qualunque speranza di un legittimo vincolo, e si lascia sussister fra loro una comunione di nome che fa ricader sull' uno il disonore di cui l'altro può ricoprirsi. Noi non abbiam veduto che troppo le conseguenze funeste di questo stato, ed il passato ci annuncia ciò che dovremmo attenderne per l'avvenire.

Eppure uno de' coniugi era almeno senza rimproveri; era stato separato come una vittima della brutalità, o della dissolutezza: bisognava offrirlo una seconda volta in sacrifizio vietandogli i sentimenti i più dolci e più legittimi.

Lo sposo medesimo, i cui eccessi avevano resa necessaria la separazione, non pote-

va meritare qualche interessamento? Era impossibile che, maturo per l'età e per la riflessione, potesse ritrovare una compagna, la quale ottenesse da lui quell'affezione così costantemente ricusata alla prima?

Certamente se noi non consideriamo che la persona dei due coniugi, egli è assai dimostrato che il divorzio è per loro preferibile alla separazione.

Io non vedo che un' obbiezione, e questa derivante dalla possibilità di una riunione: ma domando, quante separazioni ha vedute l'ultimo secolo, e quante poche riconciliazioni! Come potrebbero effettuarsi queste riconciliazioni?

La domanda di separazione già suppone degli animi straordinariamente esulcerati o pieni di rancore; la discussione per sua natura aumenta ancora la malignità del veleno. Il regolamento degl' interessi pecuniarj, dopo la separazione, gli somministra un nuovo alimento.

In somma, ciascuno de' coniugi, isolato in preda al rammarico dei piaceri, alcune volte ai rimorsi, sentendo il ben naturale desiderio di riempiere il voto orribile che lo cir-

conda, e senza speranza intanto di formare un' unione che potrà confessare, in qualche maniera costretto a correr dietro alle distrazioni, pel bisogno pressante di fuggire se stesso, trovasi insensibilmente trascinato alla dissipazione ed a tutti i disordini che la seguono.

Tolga il cielo ch'io pretenda essere questo il quadro di tutt'i coniugi separati! solamente io dico, che l'impossibilità di formare un nuovo vincolo gli espone ad ogni specie di seduzione; che per resistere a sì pressanti pericoli vi abbisogna uno sforzo poco comune, e di cui pochi sono capaci, e che la proibizione di un legame legittimo ha sovente dato in preda irreparabilmente un numero di vittime alla scostumatezza.

Aggiungo non esservi quasi esempj di unione fra due coniugi separati, e che queste riunioni furono qualche volta più scandalose della stessa separazione: in vece si sono più volte veduti, nei luoghi ne' quali era ammesso il divorzio, due esseri sfortunati, vittime l'uno e l'altro finchè furono uniti, della violenza delle passioni, formare dopo il loro divorzio dei matrimonj, che

se non furono sempre pienamente felici; almeno non furono seguiti da alcuno strepito, nè diedero alcun segno esterno di pentimento.

Io ne traggo questa conseguenza, che pe' coniugi il divorzio è senza dubbio da preferirsi alla separazione.

Ma i figli, i figli, che diverranno dopo il divorzio? Domanderò anch'io che diverranno eglino dopo la separazione?

Non v'ha dubbio, il divorzio o la separazione de' padri formano nella vita de' figli un'epoca molto funesta; ma non è l'atto di divorzio o di separazione quello che faccia il male: l'orrido quadro della guerra intestina ha renduto questi atti necessarj.

Almeno i coniugi disuniti mediante il divorzio avranno ancora il diritto d'ispirare per la loro persona un rispetto e dei sentimenti, che un nuovo nodo potrà render legittimi; non perderanno la speranza di cancellare, col quadro di un' unione più felice, le fatali impressioni della loro unione primiera, e non essendo forzati a rinunziare all' onorevole titolo di coniugi, si preserveranno da qualunque traviamento che potesse renderneli indegni.

Ciò forse è quanto può accadere di meglio ai figli; l'affezione de' padri avrà un più sicuro sostegno nella santità di un nodo legittimo, che nei disordini di una illecita unione, a' quali è tanto difficile il sottrarsi, quando non si ha più diritto di aspirare agli onori del matrimonio.

Ma, si dice, le leggi hanno sempre riguardato con occhio sfavorevole le seconde nozze; non esaminerò se quest' avversione sia fondata sopra ragioni irrefragabili, o se al contrario in una folla di occasioni, un secondo matrimonio non fosse un grande atto di tenerezza pei figli; soltanto osservo che non si tratta qui di una sposa, cui la morte ha rapito il suo protettore ed amico, e il cui cuore pieno de' suoi primi sentimenti rigetta con amarezza qualunque idea di una nuova affezione.

Trattasi di coniugi venuti fra loro in discordia, de' quali tutte le rimembranze sono cotanto amare, che provando il bisogno di fuggire, per così dire, la loro vita passata, e di crearsi una nuova esistenza, si precipiteranno troppo sovente nel vizio, quando le affezioni legittime vengano loro interdette.

Il vero interesse de' figli è di vedere gli autori de' loro giorni felici, degni di stima e di rispetto, e non di trovarli isolati e tristi, soffrendo un voto insopportabile, o riempiendolo di piaceri che non sono mai senza amarezza, perchè non sono mai senza rimorsi.

In quanto alla società, è fuor di dubbio che il suo interesse reclama il divorzio, poichè gli sposi potranno contrarre in seguito nuove unioni: perchè vorrebb'essa colpire di un fatale interdetto esseri che la natura aveva formati per provare i più dolci sentimenti della paternità? Questo interdetto sarebbe egualmente funesto agl'individui ed alla società: agl'individui, che condanna a privazioni, le quali possono essere meritorie quando sono volontarie, ma troppo amare allorchè sono forzate; alla società, che trovasi così impoverita di molte famiglie di cui avrebbe potuto arricchirsi.

Le forme e le prove colle quali sarà stabilito il divorzio potranno prevenirne l'abuso. Speriamo che il numero degli sposi divorziati non sarà per essere grande, ma finalmente per poco considerabile che questo

numero sia, non sarebbe egualmente ingiusto ed impolitico il volerne fare tante vittime, e cangiar solamente la specie del sacrificio? E quando lo stato può legittimamente aspettarsi da essi de' cittadini che lo difenderanno e che fors' anco l'onoreranno, è egli necessario il soffocare una speranza così consolante?

Ogni persona senza interesse e senza passione sarà dunque costretta di convenire che il divorzio, il quale rompendo il vincolo lascia la possibilità di contrarne un nuovo, sia preferibile alla separazione, la quale non conservando del vincolo che il nome, abbandona due sposi a contrasti perpetui, e da cui è ognora difficile il liberarsi con vantaggio.

Convien dunque ammettere il divorzio.

Ma il patto sociale garantisce a tutti i francesi la libertà della loro credenza; coscienze dilicate potrebbero riguardare come un precetto imperioso l'indissolubilità del matrimonio; se il divorzio fosse il solo rimedio offerto agli sposi infelici, non si porrebbero de' cittadini nella crudele alternativa di falsificare la loro credenza, o di soc-

combere sotto un giogo che non potrebbero più sopportare? Non si metterebbero nella dura necessità di ottare tra una viltà o l'infortunio di tutta la loro vita?

Noi ci saremmo molto male disimpegnati dal nostro dovere, se non avessimo preveduto simile inconveniente; permettendo il divorzio, la legge lascerà l'uso della separazione; lo sposo che avrà il diritto di querelarsi, potrà formare a suo talento l'una o l'altra domanda; così sarà illesa l'opinione, e qualunque libertà a tale riguardo è serbata.

Non sarebbe però giusto che lo sposo, il quale ha scelto come più conforme alla sua credenza il mezzo della separazione, dovesse rattenere per sempre l'altro sposo, la cui credenza può non essere la medesima, in una interdizione assoluta di non poter contrarre un secondo matrimonio. Questa libertà garantita a tutti dalla costituzione si troverebbe allora violata nella persona di uno degli sposi; ha dunque abbisognato autorizzar questo, dopo un certo intervallo, a domandare che la separazione sia convertita in divorzio, se lo sposo il quale ha fatto pronunciare questa separazione non consente

di farla cessare, ed è così che si trovano conciliati per quanto è possibile due interessi egualmente sacri; la sicurezza degli sposi da una parte, e la libertà religiosa dall' altra.

Dopo avere stabilita la necessità di ammettere il divorzio, deggio parlar delle cagioni che possono motivarlo.

Il progetto di legge ne indica quattro: 1 l'adulterio; 2 gli eccessi, le sevizie o gravi ingiurie; 3 la condanna ad una pena infamante; 4 il consentimento scambievole e perseverante degli sposi, espresso nel modo prescritto sotto le condizioni, ed in seguito delle prove ricercate,

Ammettendo il divorzio bisognava evitare egualmente due estremi opposti; quello di restringerne talmente le cause da impedire il ricorso a due sposi ai quali il giogo sarebbe assolutamente insopportabile, e quello di estenderle al segno, che il divorzio potesse favorire la leggerezza, l'incostanza, false dilicatezze, ed una sregolata sensibilità; noi crediamo d'avere schivato i due estremi con eguale diligenza.

L'adulterio rompe il nodo attaccando lo

sposo nella parte la più sensibile: i suoi effetti però sono ben differenti nella casa della moglie o del marito; egli è per ciò che l'adulterio del marito non dà luogo a divorzio che quando è accompagnato da un carattere particolare di disprezzo collo stabilimento della concubina nella casa comune, oltraggio tanto sensibile, e sopiattutto alle donne virtuose.

Gli eccessi, le sevizie, le gravi ingiurie sono egualmente cagioni di divorzio. Sarebbe superfluo l'osservare, che non si tratta di semplici moti di vivacità, di qualche parola aspra sortita in qualche momento di collera o di scontentezza, come pure di qualche rifiuto fuor di proposito per parte di uno degli sposi, ma di veri eccessi, di maltrattamenti personali, di sevizie nel rigoroso significato del termine *sævitia*, crudeltà, e d'ingiurie portanti un grande carattere di gravità.

Le condanne ad una pena infamante occasionano del pari la domanda di divorzio.

Forzare una sposa a vivere con un infamato sarebbe lo stesso che rinnovare il supplizio di un cadavere attaccato ad un corpo vivo.

Queste tre cagioni vengono dette cagioni determinate, consistendo in fatti, la prova de' quali dev'essere somministrata avanti ai tribunali, che pronunciano in seguito nella loro saviezza.

La quarta cagione, cioè quella dello scambievole consenso non è suscettibile di una prova di questa natura; ma se ne formerebbe un' idea molto falsa, ed in un modo stravagante si calunnierebbero le intenzioni del Governo, se si potesse pensare aver esso voluto che il contratto di matrimonio fosse distrutto pel solo contrario consentimento de' due coniugi.

La semplice lettura dell'articolo proposto ne annuncia lo spirito e la vera intenzione.

» Il consentimento reciproco e perseve-
» rante degli sposi espresso nella maniera
» prescritta dalla legge, sotto le condizioni
» e dietro le prove ch'essa determina pro-
» verà bastantemente, che la vita comune
» è ai medesimi insopportabile, e ch'esi-
» ste, riguardo a loro, una causa perento-
» ria di divorzio.

Così le condizioni e le forme imposte debbono garantir l'esistenza di una causa

perentoria; il consentimento di cui si tratta non consiste nell' espressione di una volontà passaggera; dev' essere il risultato di una posizione insopportabile.

Le prove garantiranno la costanza di questa volontà: la presenza de' padri ne garantirà la necessità; i sacrifizj, ai quali gli sposi sono costretti, daranno in fine dei nuovi argomenti dell' esistenza di una cagione assoluta di divorzio.

Cittadini Legislatori, fra le cagioni determinate di divorzio havvene alcune di una tal gravità, che possono seco loro trarre conseguenze così funeste per l' uno degli sposi (quali sono per esempio gli attentati alla vita), che chi è dotato di una eccessiva delicatezza preferirebbe i più crudeli tormenti e la stessa morte all' onta di rendere manifeste codeste cagioni con querele giudiziarie. Non era egli conveniente per la sicurezza degli sposi, per l'onore delle famiglie sempre compromesse, che che possa dirsene, in queste fatali occasioni, per l'interesse medesimo di tutta la società il non obbligare ad una pubblicità non meno amara per l'innocente che pel colpevole?

La pubblica onestà non impedirebbe forse ad una donna di trascinare al patibolo il proprio marito, quantunque delinquente? Converrebbe egli sempre e necessariamente, per terminare il supplizio di un marito sventurato, obbligarlo ad esporre alla pubblica vista i torti che lo hanno crudelmente lacerato nelle sue più dolci affezioni, e la cui pubblicità lo esporrà eziandio alla pubblica malignità? Senza dubbio l'ingiustizia in tal caso è dalla parte del pubblico. Ma si trovano molti uomini abbastanza forti e coraggiosi per affrontarla? Si è padroni di distruggere ad un sol tratto questo pregiudizio, e non bisogna anche aver qualche riguardo all'impero di questa opinione, qualche volta ingiusta, ne convengo, ma che può anche su molti punti attaccare ed abbattere, quando sia bene diretta, vizj che sfuggono alle procedure della legge?

Se in somiglianti casi il divorzio potesse aver luogo senza strepito e senza scandalo, sarebbe un bene, bisogna per forza convenirne.

Che cosa dunque occorrerebbe fare per ottener questo risultato? Indicare un modo

di consentimento, prescrivere delle condizioni, attaccare delle privazioni, vendere finalmente, s'è permesso il dirlo, vendere il divorzio a sì caro prezzo che chi non può assolutamente farne a meno sia tentato di comperarlo.

La coscienza del legislatore allora è tranquilla; egli ha fatto per gl' individui e per la società tutto ciò che può aspettarsi dall'umana prudenza; e se non può assicurarsi che non si abuserà mai di questa istituzione; rende almeno testimonianza sufficiente a se stesso che l'abuso sarà sommamente raro, e che ha toccata la sola specie di perfezione, di cui gli stabilimenti umani sono suscettibili.

Alcuni mostrarono preferire il divorzio per incompatibilità d'umore al divorzio per consentimento reciproco: una semplicissima riflessione basterà per ricondurli al nostro progetto.

Se l'allegazione d'incompatibilità d'umore fosse stata permessa ad uno solo degli sposi, si sarebbe dato luogo al fondato rimprovero d'attribuire lo scioglimento di un contratto formato dal consenso di due per-

sone,

sone, al solo pentimento dell' uno de' contraenti, e sotto questo punto di vista il motivo d'incompatibilità sarebbe suscettibile delle più forti obbiezioni.

Se al contrario vuolsi supporre che per essere ammessa, l'allegazione d'incompatibilità avesse dovuto essere dai due sposi proposta, egli è certo che questo motivo rientrerebbe in quello del consenso reciproco; non vi sarebbe di cangiato che il nome.

Si è detto pure che i voti del legislatore sarebbero quasi sempre delusi, e che il colpevole d'eccesso verso l'altro sposo ricuserebbe il suo consentimento: questo rifiuto è possibile: non è verosimile.

Una donna convinta d'adulterio, non sarebbe troppo felice se per un eccesso d'indulgenza lo sposo acconsentisse a nascondere la di lei debolezza? Il coniuge colpevole di un attentato non avrebbe egli lo stesso interesse? Non è il primo giudice la loro coscienza? Ed i proprj parenti, pure interessati a nascondere i torti di famiglia, non avrebbero eglino ogni sorta di mezzi per vincere ingiuste resistenze? In fine se persistesse il colpevole ne' suoi insensati ri-

finti, l'altro sposo sarebbe ognor libero di formare la sua domanda per cagioni determinate; avrebbe soddisfatto a tutto ciò che potesse esiger da lui la sua profonda dilicatezza; provvederebbe in seguito alla sua sicurezza ricorrendo all'autorità de' tribunali.

Non mi resta più su questa parte che a svilupparvi le precauzioni prese contro l'abuso possibile nell'applicazione della cagione di divorzio per mutuo consentimento.

Si è dovuto temere la leggerezza e l'incostanza, i capricci passaggeri, l'influenza di una passione. Tutte le disposizioni del progetto sono fatte per prevenire e per calmare questi timori.

Primieramente il mutuo consenso degli sposi non verrà ammesso se il marito abbia meno di 25 anni, e la donna meno di 21: non sarà ammesso prima del termine di due anni di matrimonio: non potrà più esserlo dopo il termine di 20 anni, quando la donna ne avesse 45.

La saviezza di queste disposizioni non può non essere conosciuta.

Bisogna lasciare agli sposi il tempo di conoscersi e di sperimentarsi: non deesi

dunque riceverne il consentimento finchè possa supporsi che sia un effetto della incostanza dell' età; dee pure rigettarsi allorchè una lunga e quieta coabitazione attesta la compatibilità del loro carattere.

Si ritrae una garanzia più forte contro l'abuso della disposizione ch' esige un consentimento autentico del padre, della madre o degli altri ascendenti vivi. Allorchè due intere famiglie, i cui interessi ed affezioni sono quasi sempre contrarie, si riuniscono per attestare la necessità del divorzio, egli è ben difficile che il divorzio non sia effettivamente indispensabile.

D'altronde i due sposi, nel caso particolare di divorzio per reciproco consentimento, non potranno contrarre un nuovo matrimonio che tre anni dopo la pronunciazione dell' atto che avrà disciolto il primo: così si trova rimossa la prospettiva di un' unione coll' oggetto di qualche nuova passione.

Infine un interesse di un' altra natura, ma non meno vivo, nè meno pressante viene ancora ad opporsi, onde si faccia uso del mezzo del consenso reciproco, se non è egualmente comandato all' uno e all' altro

sposo per le più irresistibili cause: sono essi spogliati della metà dei loro beni, che passa per diritto ai figli.

Si potevano prendere maggiori e più efficaci precauzioni per assicurarsi che il mutuo consentimento del marito e della moglie non sarà l'effetto di una molle compiacenza, di un capriccio passaggero, ma che verrà fondato sopra i più gravi motivi, poichè debb' essere accompagnato da sì forti garanzie, e comperato al prezzo di così grandi sacrifizj? E si supporrà mai un concerto fraudolento fra due sposi, fra due famiglie per applicare un rimedio di tal violenza, quando il male non sorpassi in fatti le forze umane?

Le forme dell' istruzione accresceranno ancora le garanzie contro le sorprese.

Deggiono gli sposi fare personalmente avanti il giudice la loro dichiarazione: ascolteranno essi le sue osservazioni: così saranno istrutti da lui di tutte le conseguenze del passo che vanno a fare. Sono tenuti a produrre le autorizzazioni autentiche de' lor genitori o altri ascendenti vivi; debbono rinnovare in persona la loro dichiarazione:

tre volte, di tre mesi in tre mesi, converrà riprodurre ciascuna volta la prova positiva, che gli ascendenti persistono nella loro autorizzazione, affinchè ai magistrati non possa rimanere alcun dubbio sulla perseveranza di questa volontà.

In fine spirato l'anno destinato ad adempiere tutte le formalità, si ricomparirà avanti al tribunale, e sotto la più scrupolosa verificazione degli atti potrà il divorzio essere ammesso.

Lo ripeto: era impossibile di assicurarsi in più modi e con più efficaci prove della necessità del divorzio, quando dal mutuo consentimento sarà cagionato.

Non dissimulo, che alcuni ammettendo d'altronde questa cagione, amerebbero che non venisse ascoltata allorchè sonovi dei figli del matrimonio; ma questa eccezione sarebbe nel progetto una grande inconseguenza. Si sono introdotte forme e prescritte condizioni tali, che si ha luogo a sperare che la loro rigorosa osservanza non permetterà neppure il più lieve dubbio sull' esistenza di una causa perentoria di divorzio.

Perchè dunque si precluderebbe la strada

del mutuo consentimento, allorchè gli sposi hanno de' figli? Questa circostanza non cangia in sorta alcuna la loro rispettiva posizione, ed i motivi addotti per giustificar la misura, non si applicano meno direttamente in caso vi fossero figli: qual interesse possono avere più premuroso di quello di salvare da una taccia funesta il nome che debbono portare nel mondo, per non entrarci sotto sinistri auspicj? D'altronde, la circostanza dei figli fornisce per se stessa un nuovo preservativo contro l'abuso possibile, poichè gli sposi si trovano spogliati della metà delle loro proprietà, che di diritto va ad appartenere a' figli.

Eccovi detto abbastanza e forse troppo sul reciproco consentimento.

Mi affretto di passare alle forme ed agli effetti del divorzio per cagioni determinate.

Bisognava prima di tutto indicare il tribunale cui presentar la domanda: niuna difficoltà in proposito; le parti debbono ricorrere al tribunale del circondario in cui sono domiciliate.

Un intero capitolo del progetto è in seguito destinato a dinotare il corso della procedura.

L'andamento dell'istruzione di una dimanda in divorzio non dee essere confuso con quello dell' istruzione di un affare ordinario; in generale l'accesso ai tribunali non può essere troppo facile, nè la procedura troppo rapida; non avviene lo stesso in materia di divorzio: una saggia lentezza dee dare alle passioni il tempo di raffreddarsi; il divorzio non è tollerabile se non che quando è indispensabile, e la società geme in ammetterlo quand' anche sia necessario: ciascun passo nell' istruzione dee dunque essere un grande oggetto di meditazione pel petente, e pel giudice un nuovo mezzo di penetrare i motivi segreti, i veri motivi di una dimanda di tale natura, di assicurarsi almeno, che questi motivi sono reali e legittimi. Tutte le disposizioni del progetto relative alle forme sono state compilate in conseguenza.

Lo sposo dee presentare *in persona* la sua domanda: è questa una regola che non ammette eccezione; la malattia medesima non potrebbe esimerne: il giudice in questo caso si reca dal petente.

In questo primo istante segnatamente con-

viene far sentire tutta l'importanza e le conseguenze tutte di tale azione. N'è imposto l'obbligo al magistrato: ordina egli in seguito una comparsa avanti a lui delle parti, e non è che dopo quest' atto preliminare, che il tribunale intero può accordare il permesso di citare; potrà anche sospendere, quando lo creda conveniente, questo permesso per un tempo che però la legge ha dovuto limitare.

Avrà luogo una prima udienza degli sposi a porte chiuse: soltanto nel caso estremo si darà pubblicità alla domanda, e verrà questa rimessa alla pubblica udienza: là saranno esaminate tutte le prove: se non sono complete, se ne potranno ordinar delle nuove. Credo inutile l'accennarvi in dettaglio ciascuna disposizione di questa parte del progetto; non temo di dire non esservene una sola, che non debba riguardarsi come un benefizio della legge, poichè tutte hanno per oggetto o la riunione degli animi, o la manifestazione della verità; e tale fu il timore di una decisione troppo superficialmente pronunciata, che il tribunale nel caso d'azione per eccessi, sevizie o ingiurie

è autorizzato a non ammettere immediatamente il divorzio, quantunque la domanda sia bene stabilita, e che possa assoggettare gli sposi ad un anno di prove per vieppiù assicurarsi della perseverante volontà dello sposo postulante, e che per sua parte concepir non si possa alcuna speranza di revoca.

Dopo questa lunga istruzione potrà essere ammesso il divorzio. Non si è potuto ricusare il ricorso delle parti al tribunal superiore. Il progetto contiene anche su tal punto alcuni articoli, de' quali la sola lettura fa conoscere i motivi; e allorchè il giudizio vien confermato, si sono accordati due mesi per ricorrere all' uffizial civile, ad oggetto di far pronunciare il divorzio; termine fatale, dopo il quale non si può più prevalersi de' giudizj: giacchè se nel corso dell' istruzione non si è potuto ritardar troppo l'andamento della procedura, fatte che si sono tutte le prove, ottenuti tutti gli schiarimenti e pronunciato i giudizj, non si può troppo accelerare l'istante che dee terminare per sempre un affare di questa natura.

Esponendovi l'andamento della procedura non vi ho detto che nel giorno indicato

per la pubblica udienza il tribunale dovea, prima di occuparsi sul merito della quistione, decretare su quanto avesse proposto lo sposo renuente contro l'ammissione della domanda. La giustizia accolse favorevolmente in ogni tempo questa specie di eccezione contro le domande ch' essa non può sentire che con ripugnanza.

Tanto è sempre desiderabile la riconciliazione di due sposi! Dessa è certamente il primo voto della società. Mediante la riconciliazione, qualunque azione relativa al passato dev' essere estinta; ma se nuovi torti potessero cagionare nuove lagnanze, queste cancellerebbero tutto l'effetto della riconciliazione, come essa avrebbe cancellato le prime, e lo sposo maltrattato, tanto più interessante quanto maggiore indulgenza avesse dimostrata, allora rientrerebbe in tutti i suoi diritti.

Il progetto di legge ha dovuto anche occuparsi di alcune misure preliminari, alle quali la domanda in divorzio potesse dar luogo.

L'amministrazione de' figli ci è sembrato dover essere provvisoriamente confidata al

marito; ha per se il suo titolo; egli è il capo della famiglia. Non era però difficile il prevedere che questa regola generale sarebbe qualche volta suscettibile d'eccezione; bisogna dunque che il tribunale possa ordinare altrimenti sulla dimanda della madre della famiglia, od anche del Commissario del governo. Una sola regola è indicata ai magistrati; debbono consultare il vantaggio maggiore de' figli; giacchè in questo urto funesto eglino sono forse i soli che non abbiano di che rimproverarsi.

Non era possibile forzare una donna a partecipare del domicilio del marito nel corso di un' azione in divorzio; essa è sempre autorizzata a prendere un' altra residenza: la decenza vuole che la medesima non si ritiri che in una casa indicata dal tribunale: ivi soltanto, e finchè vi rimanga, percepirà un asseguamento che il marito sarà tenuto di somministrarle; se abbandonerà questa casa, non sarà più ammessa a continuare le sue procedure nel caso in cui addivenisse attrice in giudizio.

Finalmente la donna potrà, quando abbia ottenuto il precetto di comparsa, far appor-

re per la conservazione de' suoi diritti il sigillo sugli effetti della comunione, ed il marito non potrà più disporne nè per pegno nè per alienazione.

Ecco tutto ciò che concerne la procedura sul divorzio per motivi determinati. Mi resta ancora a parlarvi degli effetti di questo divorzio; già in parte li conoscete.

Questi effetti sono relativi ai figli, agli sposi, alla società.

In quanto ai figli, la già stabilita regola del loro maggiore vantaggio dee essere costantemente seguita: lo sposo postulante che ha ottenuto il divorzio è senza rimprovero; ad esso dunque in generale debbono essere confidati i figli: ma la stretta applicazione di questa regola potrebbe in molte circostanze non essere ai medesimi vantaggiosa. Bisogna dunque che il tribunale sia libero di confidarli, allorchè lo crederà conveniente, alle cure dell' uno o dell' altro sposo, ed anche di una terza persona: i genitori per altro continueranno sempre ad invigilare su ciò che riguarda il mantenimento e l' educazione de' figli; vi contribuiranno in proporzione della loro facoltà; hanno cessato

di essere sposi; ma non cessarono di essere genitori.

Era forse superfluo il dire che il divorzio non privava i figli di alcuno de' vantaggi loro assicurati dalle leggi, o dalle convenzioni matrimoniali de' loro genitori; non sono già che troppo infelici per lo spettacolo delle discussioni intestine della loro famiglia.

Ma se il divorzio non dee essere per essi un' occasione di perdita, non debbono nemmeno trovarvi un' occasione di spogliare gli autori de' loro giorni; i diritti de' figli non si apriranno che nel modo in cui si sarebbero aperti se non vi fosse stato il divorzio.

Non si dee confondere la specie del divorzio per cagione determinata, i cui motivi sono suscettibili di discussioni e di prove avanti i tribunali, colla specie de' divorzj per mutuo consentimento; in quest' ultimo caso hanno abbisognato garanzie particolari, delle forti garanzie contro l' abuso che far si potrebbe di questa cagione: non se ne potevano trovare più forti di quello che sia l'assicurare ai figli in proprietà la metà dei

beni de' genitori, e il godimento di questi beni all'epoca della loro maggiorità; questa misura non è più necessaria, e sarebbe anche fuor di proposito, nel caso di un divorzio per motivo determinato, che non dee essere pronunciato che su d'una prova positiva de' fatti che lo cagionano.

Quanto agli effetti del divorzio rispettivamente agli sposi si è dovuto distinguere lo sposo postulante, le cui lagnanze sono giustificate, dallo sposo renuente, i cui eccessi sono chiaramente riconosciuti. Il primo non può nè dev' essere esposto alla perdita d'alcuno de' vantaggi fatti a lui dal secondo. Egli li conserverà in tutta la loro integrità; la perdita di tali diritti, ove fosse contro di lui pronunciata, sarebbe doppiamente ingiusta in quanto che colpirebbe l'innocente per ricompensare il colpevole; non bisogna che uno sposo possa credere ch' ei annullerà delle liberalità che gli dispiace forse di aver fatte, forzando l'altro sposo a salvarsi dal suo furore mediante il divorzio.

Lo sposo contro cui fu pronunciato il divorzio, dee anch'egli conservare i vantag-

gi che gli erano stati assicurati dal suo contratto di matrimonio? È egli degno di percepirli, ed allorchè si trova convinto di fatti talmente atroci che ne debba venire il divorzio, godrà egli di un benefizio che doveva essere il prezzo di una costante affezione e delle più tenere cure? No certamente: egli si è posto nel ruolo degl' ingrati, sarà come loro trattato. Ha violata la prima condizione del contratto, non sarà più ammesso a reclamarne le disposizioni.

Gli altri effetti del divorzio non interessano meno la società intera che i due sposi.

Potranno questi contrarre nuovi nodi: questo è il punto in cui particolarmente il divorzio è politicamente preferibile alla separazione. Non ripeterò quanto su tal particolare ho già detto; ma permettendo il matrimonio a due sposi divorziati, la legge ha dovuto provvedere in modo che non fossero violate la pubblica onestà e l'armonia delle famiglie.

Lo sposo adultero non potrà mai maritarsi colla sua complice; non dee trovare nel giudizio che lo condanna un titolo ed un mezzo di soddisfare una passione colpevole.

Il buon ordine esige del pari che una donna divorziata non possa, contraendo un nuovo matrimonio immediatamente dopo lo scioglimento del primo, lasciar de' dubbj sullo stato de'figli de'quali poteva esser madre. Essa non si mariterà che dieci mesi dopo pronunciato il divorzio.

Abbiamo in fine pensato, che sposi una volta divorziati, non dovessero più riunirsi.

Non dee essere pronunciato il divorzio che sulla prova di una necessità assoluta, ed allorchè sia ben dimostrato alla giustizia, che l'unione fra i due sposi sia impossibile: constando una volta questa impossibilità, la riunione non potrebbe essere che una nuova occasione di scandalo.

Preme che gli sposi siano prima di tutto penetrati dalla somma gravità dell' azione che vanno ad intentare; che non ignorino che il nodo sarà irrevocabilmente disciolto, e che riguardar non possano l'uso del divorzio come una semplice occasione di sottomettersi a prove passaggere, per riprendere in seguito la vita comune, quando si credessero bastantemente corretti.

Bisogna egualmente che non si possa specular

culare su quest'azione, e che sposi accorti ed avidi, poco contenti de' guadagni assicurati dal loro contratto di matrimonio, non possano riguardare il divorzio come un mezzo di formare in seguito nuove convenzioni per ottenere maggiori vantaggi.

I tribunali non potrebbero portare una troppo rigida attenzione sull' istruzione ed esame di queste sorte d'affari, e la prospettiva di una riunione possibile fra gli sposi non potrebbe che indebolire nell'animo del magistrato questo sentimento profondo di segreta pena che provar dee quando gli si parla di divorzio.

In una parola, il divorzio sarebbe un male se fosse pronunciato quando non sia dimostrato che la vita comune è insopportabile, ed allorchè si è bene riconosciuto che questa vita comune è insopportabile: in fatti il secondo matrimonio sarebbe per se stesso un male terribile.

Non sarà fatto giuoco del divorzio: il cielo non voglia che persona alcuna possa familiarizzarsi coll'idea, che il decreto fatto non è eterno. La speranza di una riunione, che potrebbe presentare dapprima

a spiriti disattenti l'apparenza di qualche vantaggio, trarrebbe seco infatti ed alla lunga delle conseguenze funeste, poichè corromperebbesi necessariamente l'opinione che dee formarsi di un'azione di questa natura.

Tali sono, cittadini Legislatori, i motivi del progetto della legge, di cui vi ho fatta lettura. Queste disposizioni furono lungamente esaminate, discusse, maturate, e avanti il Consiglio di Stato, ed in queste conferenze salutari e politiche, che riunendo tutti i lumi per la perfezion della legge, garantiscono fra le principali autorità un così dolce concerto per gli amici del popolo francese, così tristo pe' suoi nemici.

Più esaminerete questo progetto, più resterete convinti, io spero, della necessità di farne una legge della repubblica.

Ne' mali fisici un valente professore è qualche volta forzato di sagrificare un membro per salvar tutto il corpo; così i legislatori ammettono il divorzio per arrestare mali maggiori. Potessimo noi un giorno con buone istituzioni renderne l'uso inutile! I costumi pubblici si riformano e si purificano non tanto con buone leggi, quanto

con grandi esempj, e non debbe purgarsi solo il linguaggio, ma debbesi mettere in azione la morale. Il matrimonio sia onorato; il nome e il titolo di sposi siano rispettati; l' opinione pubblica rigenerata abbatta egualmente il seduttore che l'infido, e non avremo forse più bisogno del divorzio. Ma, sino a tanto che così non accada, guardiamoci di rigettare un rimedio, che lo stato attuale de' nostri costumi rende ancora e troppo sovente necessario.

Questi motivi furono esposti dal Consigliere di Stato Treilhard.

ESTRATTO

Del Rapporto fatto li 27 ventoso anno XI *al Tribunato dal C.* Savoye-Rollin *in nome della sezione di legislazione, sul progetto di legge, Titolo VI del Codice Civile, relativo al* Divorzio.

Si è creduto generalmente che l'istituzione del matrimonio si regolasse da un diritto naturale anteriore alle convenzioni umane, e che queste convenzioni non fossero giuste se non che per la loro conformità a questo diritto; ma è più facile l'invocarlo che il definirlo. Se per esso s'intendono quei rapporti necessarj fra gli uomini che derivano dalla loro organizzazione, dalle loro sensazioni, dall' intendimento loro e dai loro bisogni non se ne dà che un' idea assai indeterminata, ed è evidente che sotto questo punto di vista il diritto naturale può variare all' infinito, secondo che gli uomini si trovano in uno stato più o meno perfetto di società. Se si pretende al contrario, che la sua sorgente sia riposta nell' origine delle

medesime società, che le sue più esatte nozioni si attingano nell' uomo della natura, io penso che in questo sistema la sola connessione delle parole abbia formato quella delle idee: per l'addietro il selvaggio attaccato ad una tribù, vivendo in mezzo ai boschi è ancor l'uomo il più naturale, ridotto ad un isolamento assoluto; ora, cosa mai sarebbe per lui questo diritto naturale, che non si riferirebbe ad alcun essere della sua specie, che non partirebbe da lui se non per finire in lui? Un diritto, come una progressione, non esiste che ne' suoi termini comparativi; più si accrescono i termini, più la progressione si avanza; più si estendono le reciproche relazioni degli uomini, più i loro diritti si moltiplicano e divengono complicati; l'uomo infine non ha diritti da esercitar-, nè doveri da adempire che in quanto vive fra suoi simili.

La conseguenza di questa osservazione si è che là dove due esseri si riuniscono, là comincia la società civile, là cominciano le leggi che regolano fra essi i loro diritti e i loro doveri; nulla di più vero quanto che queste leggi non siano arbitrarie, e che ab-

biano per fondamento i bisogni reciprochi, i quali uniscono esseri intelligenti e sensibili; ma lungi dall' essere preesistenti alla società, non sono se non perchè questa esiste. Come potrebbe negarsi al veder che queste leggi seguono costantemente il progresso dei lumi acquistati nello stato sociale, ed a misura che questo stato si perfeziona, l' intendimento umano si sviluppa, scopre nuovi rapporti e li fissa con nuove leggi? Così nell' infanzia delle società l'unione de' sessi non è che un allettamento fuggitivo, il quale non domina che nell' istante del desiderio; la storia è una testimonianza continua di questi fatti; ma dessa c'insegna ancora, che i progressi della civilizzazione vanno in ragione composta dei progressi delle facoltà morali dell' uomo, e delle istituzioni ch' esse introducono: il matrimonio, conosciuto appena dai popoli erranti, prende forme più costanti presso i popoli pastori, e non s'innalza alla dignità che gli conviene se non fra i popoli interamente inciviliti.

Non è già nel seno dell' ignoranza e della barbarie delle prime istituzioni che si è riconosciuto dover essere il matrimonio un

contratto, la cui durata non avesse per termine che la vita dell'uno degli sposi; questa perfezione, ch'è tanto essenziale nel matrimonio, che senza essa non avrebbe mai prodotto gl'immensi beni che ha fatti agli uomini, non è stata conosciuta e sanzionata se non dalla più illuminata ed attenta ragione umana; ne convengono quelli pure i quali riferiscono a un diritto naturale l'indissolubilità del matrimonio, giacchè confessano, che se leggi positive non violentassero le nostre passioni, questo naturale diritto ritroverebbesi nell'impotenza di garantire ciò che prescrive: che cosa significa questa confessione, se non che le nostre inclinazioni naturali sono egualmente in libertà di conservare la perpetuità del contratto e di romperla? Ed eccoci nuovamente ammaestrati da questi sistemi, i quali non riposano che sopra errori di vocaboli. Le facoltà degli esseri intelligenti sono senza dubbio naturali, ma non sono leggi; per esser buone le leggi debbono esser conformi a queste facoltà; e i popoli sono continuamente l'esperienza felice o terribile di questa verità fondamentale; più si trovano

le leggi in un' esatta correlazione con queste facoltà naturali, meglio son governati; più le leggi trascurano di ravvicinarsene, meno essi ottengono felicità.

Io non considererò dunque il matrimonio che nella società istituita; e per matrimonio non intendo l'avvicinamento fortuito di due esseri, quand'anche si rinnovasse per intervallo, ma con impegno scambievole e continuo, un vero contratto secondo le leggi e i costumi di un popolo. Egli è certo che l'intima società dell'uomo e della donna, che i diritti reciprochi che si sono l'uno sull'altro attribuiti, che l'abituale loro coabitazione, che la confusione de'loro beni, che l'universal consentimento della grande società in cui vivono per rispettare e proteggere la loro unione, è certo, dissi, che tutto ciò non può esistere in alcun luogo senza convenzioni generali e particolari, siano queste scritte o non lo siano. È evidente in fine, che tale è il matrimonio, imperciocchè non so che una sola maniera di ben definirlo, cioè di descriverlo.

Prendendolo dunque in questo stato, che cosa scorgo da principio? Che tanto i po-

poli i più incolti, come i più illuminati lo hanno sottomesso a due ordini di leggi ben differenti, le leggi civili, e le religiose. Da questo accordo prodigioso ed unanime risulta, che questa istituzione dal momento ch' ha avuta qualche consistenza ha innondato il cuore umano di tanta gioia, e ricolma la società di tanti benefizj, che gli uomini non si sono rassicurati per le proprie loro leggi sulla solidità di un legame maraviglioso; hanno invocato il cielo in testimonio della loro felicità; e l' hanno provata troppo grande per credere che non fosse loro opera.

E se si vuole esaminare quanto il perfezionamento del matrimonio abbia anch' esso resa più perfetta la società, chi oserebbe biasimare la prodigalità delle cerimonie dalle quali si circonda, e l' intervento della divinità perchè imprima il suo carattere sull' atto più importante della vita? Ad esso sopra tutto è dovuta la liberazione della metà della specie umana in questo stato rozzo di natura, dove si vanno a cercare le più vive nozioni del naturale diritto, la debolezza di un sesso nulla poteva opporre alla bru-

talità dell'altro; questo trovava i suoi diritti nella sfrontatezza medesima de' suoi desiderj, e la loro sanzione nel potere di appagarli. Il matrimonio che non si concepisce senza un accordo e senza condizioni che lo precedano è stato dunque il primo ed il più forte regolatore delle affezioni umane; imponendo ad esse il giusto freno che le conteneva senza distruggerle, ha ravvicinato gli uomini, gli ha distribuiti in famiglie, ha preparato nel loro seno sotto l'impero della paterna magistratura il modello delle pubbliche magistrature; ha composto l'amor della patria col misto de' sentimenti più deliziosi del cuore, ed unendo al titolo di cittadino i nomi di padre, di figlio e di sposo, non ha fatto dello Stato che una sola famiglia.

Ma nè in un tratto nè presso tutti i popoli ha creato tutti questi prodigj. Se voi considerate la maggior parte de' popoli, che hanno esistito o ch'esistono, vi sarà facile l'osservare che i differenti gradi di civilizzazione ch' essi hanno precorsi sono in un rapporto costante coi diversi gradi di stabilità che hanno accordato ai lor matrimonj. Prendete

dai popoli erranti sino ai popoli più incivìliti dell'Europa, non havvene alcuno che non confermi la regola. E come questa stabilità è dessa insieme la condizione così essenziale del matrimonio, e la cagione della prosperità delle nazioni? Queste due proposizioni che sembrano così lontane pei loro termini, sono intanto vicinissime per le loro conseguenze: il matrimonio ha fondato dovunque le famiglie, e le famiglie hanno fondato gli Stati; ora, siccome un tutto non è composto che delle sue parti, così la prosperità generale di uno Stato non formasi che dalla felicità particolare di ciascuna famiglia. La quistione si riduce dunque a sapere se il maggior bene di una famiglia dipenda dalla stabilità del matrimonio.

Io ho già mostrato che questa aveva liberate le donne dall'umiliazione e dalla servitù; e certamente prima di questo gran cangiamento fattósi presso i popoli, e sì decisivo pel loro stato sociale, come poteva esservi domestica felicità quando non v'era ancora famiglia? Ma appena la stabilità del matrimonio ebbe un principio, essa ha seguito la marcia di tutte le istituzioni

che si stabiliscono da se medesime; debole nella sua nascita si è innalzata con insensibili progressi, ed a misura che gli ha confermati, i vincoli di famiglia si sono maggiormente ristretti, i rapporti degli sposi fra loro e degli sposi coi figli hanno infine acquistata tutta l'intensità di cui erano suscettibili, e da tutti questi rapporti e dai godimenti ch'eglino hanno creati, da' bisogni che hanno fatto nascere dalle affezioni innumerabili colle quali hanno penetrato il cuore umano, sono derivati tutti i beni e tutti i mali della vita, secondo che gli uomini hanno usato od abusato delle loro facoltà naturali; e ciò solo ci spiega quella prodigiosa varietà d'istituzioni sparse come la polvere frammezzo i popoli, sebbene tutte siano provenute dalla stessa sorgente.

Ma ciò che è da osservarsi si è che niun popolo di una civilizzazione incominciata o compiuta ha conosciuto il carattere di perpetuità attaccato al matrimonio, e quindi non ha ricusato di ammetterlo: si trova ancora presso le nazioni dedite alla poligamía, le quali malgrado l'unione bizzarra del falso e del vero colla quale macchiano i loro

costumi, sono forzate a riconoscere il principio che disonorano; ed intanto, ciò che pure non è meno rimarchevole si è, che in questo unanime accordo sul modo di osservare questo contratto niuna legislazione avanti lo stabilimento del cristianesimo, o politica o religiosa, ha assegnato al carattere di perpetuità quello d'indissolubilità assoluta. La definizione della legge romana, che il matrimonio è un contratto formato dal consentimento dei due sposi nell' intenzione di unirsi a vita, presentava l'opinione di tutti i popoli.

Il risultato di questa distinzione fra l'intenzione della perpetuità, e la perpetuità reale, fu di travedere la possibilità della rottura del matrimonio, di combinarne i mezzi, e di determinarne i casi; così fu stabilito l' atto del divorzio che ciascun popolo poi adattò diversamente ai suoi costumi. Le religioni, le quali non intervenivano nei matrimonj se non come un maestoso ausiliare, o sostenevano elleno stesse il divorzio, o non gli opponevano alcun ostacolo.

Se si esaminasse fra gli antichi quale influenza ebbe il divorzio sull' istituzione del

matrimonio, e se questa non si cercasse che nelle loro leggi, si rimarrebbe stranamente ingannato: esse presero pochissime precauzioni, o bisogna dire piuttosto, che non ne presero alcuna per garantire il matrimonio dai colpi crudeli che un'arma pericolosa quanto il divorzio poteva recargli; ma esso aveva il suo scudo nei costumi, e le leggi lo rassicurarono. In fatti, quali mali poteva cagionare il divorzio in mezzo di questi uomini semplici, pe'quali le occupazioni domestiche erano i più dolci piaceri? Che faceva a loro, che si potesse ripudiare una sposa infedele, quando la castità non era uno sforzo, ma un'abitudine della vita? Che importava ad essi che si potesse rompere un nodo collo stesso consenso che lo aveva formato, quando l'indissolubilità era la credenza del cuore? Ah! Allorchè agiscono i costumi, quanto poco inquieta di ciò che le leggi proibiscono o permettono! I costumi più forti delle leggi le suppliscono se sono insufficienti, le correggono o le cancellano, se difettose. In tal guisa restò velata in Roma per cinque secoli la legge del divorzio dal pubblico pudore.

Se osassimo di avvicinarci a que' tempi favolosi pe' nostri costumi, e di pensare che le loro leggi conserverebbero fra noi l'antica loro innocenza, basterà per disingannarsi il vedere con qual orribile prontezza si perderono esse in Roma corrotta. Queste leggi non ostante la loro estrema facilità ad ammettere il divorzio non appagarono che un momento l'ardore di ricorrervi; non erano sembrate che inutili ai buoni costumi, accrebbero la corruzione de' cattivi: quando si ebbe esaurita la loro indulgenza, si accusarono di troppa severità; e diedero luogo a leggi così scandalose ed a passioni così conformi a queste leggi, che la medesima istituzione del matrimonio poco mancò che non isvanisse da un impero, dove, secondo l'espressione di uno scrittore del tempo, le donne non si maritavano che per ripudiare, e non ripudiavano che per maritarsi.

Alcuni imperatori romani degli ultimi secoli ritoccarono la legislazione del divorzio, le prescrissero saggi limiti; e l'opera loro sussistette sino a quell'epoca in cui la religione cattolica innalzandosi sulla terra intimò nuovi e più rigidi principj, e gl'incor-

però nelle leggi civili di tutte le nazioni che la riconobbero.

Da quel momento l'indissolubilità assoluta del matrimonio s'impresse come dogma in fondo alla coscienza; le leggi civili si annichilirono in faccia alla legge religiosa, ed il cielo, imponendo solo il giuramento degli sposi, restò anche solo il giudice.

Questo dogma della indissolubilità assoluta dopo di avere attraversato senza interrompimento l'estensione e la profondità di dieci secoli, fu rovesciato improvvisamente da uno di quegli straordinarj avvenimenti, che non sono in vero che la meditazione del tempo, ma che scoppiano sempre come il tuono in mezzo a uomini non previdenti e disattenti.

Le nostre leggi politiche riconducendo fra noi la libertà delle coscienze, la stabilirono sulla base della libertà dei culti; posti questi due primi principj, ne risultò la divisione del poter civile e religioso; questo ad esempio di tutti i poteri dello stesso genere diventò l'accessorio e l'ornamento del primo, ma cessò di esservi identificato.

La destinazione del matrimonio è quella d'es-

d'esser perpetuo; ecco un principio universalmente riconosciuto; principio fecondo e creatore delle umane società! principio che ha rapito alla terra tutti i suoi deserti, e la copre di quella moltitudine di nazioni che adornano ed animano il di lei seno!

L'obbligo indispensabile del divorzio si è dunque di rispettare questo principio perfino nelle sue eccezioni medesime.

Rispetterà questo principio: 1. Se i motivi del divorzio sono evidentemente e rigorosamente necessarj, e ne seguirà che saranno limitati a un picciolissimo numero.

2. Se le forme le quali circondano il divorzio hanno nella loro marcia quella salutare lentezza, che dà tempo alle passioni di calmarsi, che rende a' cuori esacerbati la rimembranza della loro affezione primiera, e che infine non applica il rimedio se non a' mali che esso può solamente guarire.

3. Se gli effetti del divorzio non accordano alle passioni disordinate che lo avranno prodotto la colpevole libertà di soddisfarle; se questi effetti hanno provveduto alla sorte de' figli, e se nella legge ritro-

vano una parte della protezione paterna, che hanno avuta la disgrazia di perdere.

Esaminerò dunque il divorzio nelle sue forme e ne' suoi effetti.

Il progetto stabilisce quattro cagioni di divorzio; l'adulterio; gli eccessi, le sevizie o gravi ingiurie; la condanna ad una pena infamante; il consentimento scambievole e perseverante degli sposi.

L'azione in divorzio per adulterio non è permessa alla donna, che nel caso in cui lo sposo tenga nella casa comune la sua concubina. Questa limitazione ha la sua ragione evidente nella differenza degli obblighi imposti ai due sessi dalla natura medesima del contratto. L'adulterio della donna discioglie la famiglia. La legge però non vuole ignorare che la fedeltà coniugale non sia un dovere reciproco; ma le leggi non sono precetti, sono solamente comandi.

Gli eccessi, le sevizie o gravi ingiurie sono la seconda cagione del divorzio. La prima parte di questo articolo impiega termini così formali, che non possono dar luogo a giudizj arbitrarj. Le espressioni di gravi ingiurie non hanno la medesima pre-

cisione; ma sulle prime la loro approssimazione a quelle *d'eccessi* e *di sevizie* indica che sono al morale ciò che le altre sono al fisico; sono le prime, se così è permesso parlare, la violenza dei corpi, e le seconde la violenza dei sentimenti. In seguito la natura dell' azione intentata, la sua importanza morale e civile, la stessa severità della legge nella sua ammissione al divorzio avvertiscono abbastanza del vero senso attaccato a queste espressioni.

La terza cagione, la condanna ad una pena infamante si giustifica al solo enunciarsi; forma colle due antecédenti le cagioni determinate del divorzio.

Il progetto di legge riducendole a questo numero, rende al matrimonio quella porzione di dignità che gli aveva tolta la legge del 1792, la quale aggiungeva a queste cagioni l'adulterio dei due sposi, il loro abbandono reciproco per due anni, la loro assenza per cinque anni, e la demenza, la follia e il furore. Fra queste cagioni le une violavano il patto del matrimonio nella sua medesima essenza, come la reciproca accusa d'adulterio; le altre, come l'assenza, l'abban-

donamento si prestavano, attesa la loro vaga designazione, a tutte le soverchierie, a tutte le combinazioni della frode e della depravazióne de' costumi, ovvero gettavano anticipatamente il torbido e l'amarezza nel cuore di tutti coloro che il loro stato o i loro affari impegnavano in corse lontane; e mentre i diritti degli assenti hanno costantemente inspirato alle leggi una paterna sollecitudine, qui, nella proprietà più sacra dell' uomo, la proprietà della sua famiglia, una legge temeraria la comprometteva senza pudore! Ed infine sciogliendo essa il nodo coniugale colla follía e colla demenza, oltraggiava i sentimenti che provano gli uomini più stranieri fra loro, la benevolenza e la pietà; il matrimonio, questo stato il quale fa consistere la sua condizíone ed il suo inesprimibile allettamento nella stretta comunione dei beni e de' mali, dei piaceri e delle pene, si osava di romperlo a fronte di una disgrazia involontaria! Il suo dovere, ma che dico, la sua dolcezza e la sua forza sono nell' alleviamento de' mali che in qualunque altra situazione della vita non sarebbero sopportabili nè perdonati; e questa

legge crudele punisce quelli che non se ne sono procacciati! Ah! benediciamo gli uomini i quali cancellano dalle nostre leggi queste orribili cagioni del divorzio! Benediciamoli di non calunniare il cuore umano!

La quarta cagione del divorzio è fondata sullo scambievole consentimento; essa è la più importante del progetto di legge; non bisogna dissimularselo: tutta la legge del divorzio è in questa rinchiusa. Il ricorso a cagioni determinate non sarà mai frequente nei nostri costumi; essi non sono certamente buoni, ma sono civili; si paventano pochissimo i vizj, ma si teme di rendersi ridicolo al pari della morte: così la cattiva vergogna, che è la virtù dei depravati costumi, impedirà sempre odiose accuse, ma con ardore ricercherà un mezzo per nascondere tutti i mali e per guarirli senza pubblicità. Questa quistione merita dunque un serio esame.

Nel sistema del mutuo consentimento si è primieramente pensato che un contratto perpetuo per la sua destinazione doveva essere esente dai dispiaceri che vani capricci producono, e che abbisognava dargli una forza atta a resistere alle procelle fug-

gitive delle nostre passioni; ma si sono distinte queste febbri accidentali della immaginazione da quelle antipatie tetre e profonde, che nate da una folla di successive impressioni si sono lentamente ammassate intorno al cuore nel corso di un' unione mal combinata; si è allora esaminata l'indissolubilità del contratto, e non si è potuto pensare che fosse abbastanza assoluta per trasformarsi in un giogo indissolubile; si è trovato naturale che lo stesso consentimento che avea tessuto il vincolo potesse disfarlo con consentimento, il quale garantiva che niuna parte fosse lesa, poichè dessa aveva la facoltà del rifiuto. Si è detto che se i buoni matrimonj colmavano la vita di contentezza, i cattivi erano insieme funesti agli sposi obbligati a sopportarli, ai figli che ne partecipavano l'influenza, alla società che ne temeva l'esempio: non v'era dunque motivo umano, il quale trattener potesse la legge civile che invocavano concordemente gli sposi stanchi delle loro catene. I legislatori non avrebbero compreso l'estensione dei loro doveri, se colle lor leggi non si fossero occupati che ad obbligare e a punire; fra

questi due punti estremi sappiano essi stabilirne alcuni più dolci, che prestino un appoggio alla sciagura, aprano una risorsa alla debolezza ed un asilo al pentimento! E quand'anche l'antipatía degli sposi derivasse da torti gravissimi, non si dovranno tuttavia soccorrerli, se questi torti sepolti nell' interno della vita domestica son privi di testimonianze esterne? Qual sorte dunque riserbereste a quella vittima che vedete dibattersi in un vincolo doloroso, che non può nè rompere nè soffrire? Pensate che la mano che la colpisce doveva proteggerla, che la bocca che l'ingiuria le doveva amorevoli accenti! Pensate che tutte le condizioni di questo contratto che la unisce ancora al suo carnefice sono state violate da lui, e che non sussistono ora che contro di essa. Una situazione così violenta, e mali così crudeli invocano, vostro malgrado, il rimedio delle leggi.

A queste considerazioni è stato opposto, che il mutuo consentimento non aveva che l'apparenza di una reciproca libertà; ed infatti un marito infedele immergerà la sua compagna ne' dispiaceri e nelle umiliazioni sottraendosi egli stesso ad una sì fatale reci-

donamento si prestavano, attesa la loro vaga designazione, a tutte le soverchierie, a tutte le combinazioni della frode e della depravazione de' costumi, ovvero gettavano anticipatamente il torbido e l'amarezza nel cuore di tutti coloro che il loro stato o i loro affari impegnavano in corse lontane; e mentre i diritti degli assenti hanno costantemente inspirato alle leggi una paterna sollecitudine, qui, nella proprietà più sacra dell' uomo, la proprietà della sua famiglia, una legge temeraria la comprometteva senza pudore! Ed infine sciogliendo essa il nodo coniugale colla follía e colla demenza, oltraggiava i sentimenti che provano gli uomini più stranieri fra loro, la benevolenza e la pietà; il matrimonio, questo stato il quale fa consistere la sua condizione ed il suo inesprimibile allettamento nella stretta comunione dei beni e de' mali, dei piaceri e delle pene, si osava di romperlo a fronte di una disgrazia involontaria! Il suo dovere, ma che dico, la sua dolcezza e la sua forza sono nell' alleviamento de' mali che in qualunque altra situazione della vita non sarebbero sopportabili nè perdonati; e questa

legge crudele punisce quelli che non se ne sono procacciati! Ah! benediciamo gli uomini i quali cancellano dalle nostre leggi queste orribili cagioni del divorzio! Benediciamoli di non calunniare il cuore umano!

La quarta cagione del divorzio è fondata sullo scambievole consentimento; essa è la più importante del progetto di legge; non bisogna dissimularselo: tutta la legge del divorzio è in questa rinchiusa. Il ricorso a cagioni determinate non sarà mai frequente nei nostri costumi; essi non sono certamente buoni, ma sono civili; si paventano pochissimo i vizj, ma si teme di rendersi ridicolo al pari della morte: così la cattiva vergogna, che è la virtù dei depravati costumi, impedirà sempre odiose accuse, ma con ardore ricercherà un mezzo per nascondere tutti i mali e per guarirli senza pubblicità. Questa quistione merita dunque un serio esame.

Nel sistema del mutuo consentimento si è primieramente pensato che un contratto perpetuo per la sua destinazione doveva essere esente dai dispiaceri che vani capricci producono, e che abbisognava dargli una forza atta a resistere alle procelle fug-

gitive delle nostre passioni; ma si sono distinte queste febbri accidentali della immaginazione da quelle antipatie tetre e profonde, che nate da una folla di successive impressioni si sono lentamente ammassate intorno al cuore nel corso di un' unione mal combinata; si è allora esaminata l'indissolubilità del contratto, e non si è potuto pensare che fosse abbastanza assoluta per trasformarsi in un giogo indissolubile; si è trovato naturale che lo stesso consentimento che avea tessuto il vincolo potesse disfarlo con consentimento, il quale garantiva che niuna parte fosse lesa, poichè dessa aveva la facoltà del rifiuto. Si è detto che se i buoni matrimonj colmavano la vita di contentezza, i cattivi erano insieme funesti agli sposi obbligati a sopportarli, ai figli che ne partecipavano l'influenza, alla società che ne temeva l'esempio: non v'era dunque motivo umano, il quale trattener potesse la legge civile che invocavano concordemente gli sposi stanchi delle loro catene. I legislatori non avrebbero compreso l'estensione dei loro doveri, se colle lor leggi non si fossero occupati che ad obbligare e a punire; fra

questi due punti estremi sappiano essi stabilirne alcuni più dolci, che prestino un appoggio alla sciagura, aprano una risorsa alla debolezza ed un asilo al pentimento! E quand'anche l'antipatía degli sposi derivasse da torti gravissimi, non si dovranno tuttavia soccorrerli, se questi torti sepolti nell' interno della vita domestica son privi di testimonianze esterne? Qual sorte dunque riserbereste a quella vittima che vedete dibattersi in un vincolo doloroso, che non può nè rompere nè soffrire? Pensate che la mano che la colpisce doveva proteggerla, che la bocca che l'ingiuria le doveva amorevòli accenti! Pensate che tutte le condizioni di questo contratto che la unisce ancora al suo carnefice sono state violate da lui, e che non sussistono ora che contro di essa. Una situazione così violenta, e mali così crudeli invocano, vostro malgrado, il rimedio delle leggi.

A queste considerazioni è stato opposto, che il mutuo consentimento non aveva che l'apparenza di una reciproca libertà: ed infatti un marito infedele immergerà la sua compagna ne' dispiaceri e nelle umiliazioni sottraendosi egli stesso ad una sì fatale reci-

procanza; la sua salvaguardia sarà nella sua forza, ed in una maggiore indipendenza personale; donde deriva che il mutuo consentimento sarà quasi sempre illusorio, e che la legge offre un mezzo che non può dare. Perciò sparisce uno de' più speciosi argomenti di questo sistema. Ma ove si metta nella ipotesi la più favorevole, quella della realità del consenso reciproco, non si vede egli penetrato da tutti gl'inconvenienti dell'incompatibilità d'umore così giustamente proscritta? La leggerezza de' costumi, le dissipazioni della vita hanno recato una funesta indifferenza nella maggior parte dei matrimonj. Quanto poco costerà a quegli sposi di già separati pei loro vizj, come pei loro piaceri, il rompere il debole filo che tienli uniti! Chi sa se una festa accordata, se l'acquisto di diamanti ricusati non sarebbe il grave motivo di una lite, e la profonda origine di un mutuo consentimento? Ah! guai alle leggi che scherzano coi cattivi costumi, e che ne seguono l'inclinazione invece di correggerla! Si parla pure di mascherare le cagioni colpevoli di rottura: e da quando in qua dunque spetta al mini-

stero delle leggi il nascondere i delitti? Esse fan bene allorchè li puniscono, fanno meglio allorchè li prevengono; ma accordarsi con loro! Ci si è seriamente pensato? Risulta da queste combinazioni sul reciproco consentimento, che questo assorbirà tutte le cagioni del divorzio, servirà agli sposi consumati da una reale antipatía; servirà a quelli i quali lasciano i loro vincoli colla freddezza medesima che li hanno formati: servirà all' adulterio e a tutte le sozze passioni delle anime corrotte; s'è vero che dee fare tutto l'ufficio della legge, perchè non è stata ridotta ad un solo titolo?

Si è finalmente detto che il consenso reciproco aveva il diritto di sciogliere ciò che aveva unito: vi sono due vizj in questa proposizione: il primo, che il matrimonio ristabilito nell' aspetto della sua perpetuità, non dee essere arbitrariamente soggettato ai capricci de' contraenti; il secondo, che la sopravvenienza de' figli rende complicato il contratto, ed interpone i loro diritti fra quelli de' coniugi.

Dietro quest' ultima considerazione particolarmente, cittadini colleghi, la vostra se-

zione di legislazione aveva proposto di non ammettere il divorzio per mutuo consentimento, se non quando non esistessero figli del matrimonio. Non prevalse la sua opinione.

Si sono confutate le sue obbiezioni colle forme medesime, e colle condizioni severe dalle quali è stato circondato il consenso reciproco.

Fa d'uopo che la grave determinazione di sciogliere un impegno che non dovea finire che colla vita, presenti tutti i caratteri di una evidente necessità: la legge non ha alcun mezzo per iscandagliare i cuori; ma vi supplisce con precauzioni e con prove; la costanza che le sormonta le dà la misura de' sentimenti dai quali deriva: essa apprezza i motivi che disuniscono due sposi mediante la loro stessa tenacità nel vincere gli ostacoli che loro vengono opposti.

Così essa esige che i due sposi i quali vogliono divorziare siano maritati dopo due anni, o che non lo siano dopo venti: che il marito abbia venticinque anni, e la moglie ventuno, o che non ne abbia quarantacinque; ch'entrambi sian muniti di auto-

rizzazioni formali dei loro genitori o d'altri ascendenti vivi.

Se sono nei termini di queste condizioni preliminari, compariscono avanti il magistrato; espongono la loro domanda; depongono le carte all' appoggio; vengono sottomessi ad un anno di prova; di tre mesi in tre mesi si presentano avanti al medesimo magistrato, e rinnovano la loro dichiarazione. Finalmente spirato l'anno ricompariscono, e sono rinviati avanti il tribunale che pronuncia o rigetta il divorzio, secondo che saranno state osservate o trascurate le forme.

Nella perseveranza degli sposi, nella lunga iniziazione che hanno sofferta, la legge ha riconosciuto la forza della loro volontà; ma forse non ha essa dovuto la sua origine se non a passioni colpevoli, che si erano accese nel loro cuore! La legge ne ha concepito il timore, e nella sua incertezza interdice loro per sempre di riunirsi, e non permette loro di maritarsi che dopo tre anni.

Quindi si occupa coll' efficacia medesima dell' interesse de' figli; assicura ai medesimi

la proprietà della metà dei beni de' lor genitori dallo stesso giorno in cui han fatto la loro dichiarazione di divorzio, e il godimento di questi beni alla loro maggiorità.

Precauzioni e forme d'altra specie sono riservate al divorzio per cagioni determinate, ma queste sono dirette nello stesso spirito: colpire sin dai primi momenti lo sposo postulante col severo apparecchio della legge; obbligarlo a comparire personalmente davanti al giudice; non ricevere la sua querela che come una confidenza; cercare di richiamarlo a sentimenti più moderati; non permettergli di citare lo sposo renuente che dopo questi saggi di conciliazione; sospender poscia per un tempo gli effetti della medesima citazione; non ascoltare che per mezzo di conferenze secrete i torti e le difese de' due sposi, come pure le deposizioni de' testimonj; non esporli alla pubblicità dell' udienza, se non quando ogni speranza di ricongiungimento è estinta: ecco la marcia della procedura; essa è irreprensibile, saggia e salutare.

Il giudizio del tribunale del circondario in cui le parti sono domiciliate è sottomes-

so all' appello ed al ricorso in cassazione: allorchè sono esauriti i gradi, e se il divorzio è ammesso, lo sposo postulante che lo ha ottenuto è obbligato a presentarsi nel termine di due mesi avanti all'uffizial civile, per farvi pronunciare il suo divorzio: se lascia trascorrere il termine, ch' è fatale, il giudizio di divorzio non avrà più esecuzione.

La legge sempre prevedente ha pensato che la riconciliazione de' coniugi poteva nascere sia dopo i fatti proprj ad autorizzare l'azione in divorzio, sia dopo la sua domanda; essa rigetta allora l'azione del petente, o non gli permette di riprodurla sinchè riunirà nuovi fatti ai primi.

Il risultato della moltiplicità delle forme che stabilisce una domanda in divorzio, si è che trascorra un lungo intervallo fra l'azione e il giudizio; ha bisognato adempirlo con disposizioni relative agli sposi e ai loro figli.

Sposi già divisi di cuore non vorranno vivere insieme durante le tristi loro contese; la donna riceve dalla legge un nuovo domicilio; può dessa temere che i suoi diritti restino danneggiati: è autorizzata a far in-

ventariare i beni della communione, e il marito perde la facoltà di alienarli.

Riguardo ai figli; restano essi sotto la tutela del marito, purchè il tribunale non ordini diversamente sulla dimanda della famiglia, o sulla requisizione del pubblico ministero.

Qui la legge determina la catena delle formalità colla quale inviluppa la domanda in divorzio; ma rendendo agli sposi la loro indipendenza, li sottomette ancora a certe condizioni dettate dall' interesse de' costumi.

Essa toglie agli sposi disuniti la facoltà di nuovamente impegnarsi ne' lor primi nodi: è in eminente grado morale questa proibizione: il matrimonio sarebbe ben presto degradato, se posto come un giuoco in mezzo alle passioni umane potessero queste lasciarlo e riprenderlo a seconda de' loro trasporti: la moglie adultera non isposerà il suo complice; proibizione non meno salutare comandata dalla pubblica onestà, e che forse minacciando anticipatamente la donna vicina a soccombere, la riterrà coll' idea terribile di non esser giammai la compagna riconosciuta di quello che l'ha sedotta.

L'ordine pubblico, sotto il rapporto dello stato de' figli, ha determinato la disposizione che non permette il matrimonio alla donna che dieci mesi dopo la pronunciazione del suo divorzio.

Interessi di minor conseguenza, ma che sono però nello spirito della legge, fanno distinguere lo sposo accusatore dallo sposo accusato: il primo conserva i vantaggi che il secondo gli aveva assicurati, e quest' ultimo perde tutti quelli che aveva ricevuti.

I figli non provano alcun cangiamento nella loro fortuna: i loro diritti sussistono collo stesso titolo, come se il matrimonio non fosse stato disciolto: l'educazione loro è affidata allo sposo postulante; se la famiglia reclama, il tribunale pronuncia, e può anche rimettere i figli in mani straniere; precauzione estremamente saggia, e che toglie di mezzo qualunque inconveniente se gli sposi sono egualmente indegni di ricevere questo prezioso deposito. In queste differenti ipotesi conservano entrambi il lor diritto di sorveglianza, e sono tenuti di provvedere a tutte le spese di educazione.

Finalmente il progetto di legge ristabili-

sce la separazione de' corpi, che permette in tutti i casi ne' quali vi sarà luogo alla domanda in divorzio per cagione determinata. Questo capitolo della legge non ammette alcuna osservazione.

DISCORSO

Pronunciato li 28 ventoso anno XI *al Tribunato, dal C.* Carrion-Nisas, *sul progetto di legge, titolo VI del Codice civile, relativo al* Divorzio (1).

La Francia lo ha udito da una bocca più eloquente della mia; la vita della maggior parte degli uomini non ha un avvenimento

---

(1) Il C. Carrion-Nisas non essendosi limitato a discutere alcune disposizioni del progetto di legge, ma avendo attaccata l'istituzione del divorzio nella sua essenza, si è pensato, per appagare la curiosità delle diverse classi di lettori, che sarebbe stato meglio inserire il suo intero discorso, di quello che offrire un semplice estratto. Non è stata impiegata l'analisi per la maggior parte degli altri discorsi se non per evitare la ripetizione degli stessi motivi sopra alcuni punti poco contrastati.

più grande, nè una rivoluzione più completa di quella, di cui il matrimonio è l'epoca.

In fatti l'uomo, sino a quel punto membro e suddito della famiglia, non ha risposto alla società, o non le ha risposto che di se stesso: può esser caro all' amore, all' amicizia, alle arti, alla gloria, alla patria, e non è necessario alla società; egli è ancora per così dire un anello perduto fuori dalla catena delle generazioni degli esseri.

Un' esistenza affatto nuova lo attende agli altari; ivi ei trova non più una complice, ma una compagna, presso la quale le sue gioie d'allora in poi sono gravi, e i suoi piaceri austeri.

A quella non curanza, che fece l'incanto ed il voto de' suoi primi anni, succedono i lunghi pensieri dell' avvenire; destinato a lasciare una traccia e qualche rimembranza fra gli uomini, posto sulla strada de' secoli, fra il passato e l'avvenire, tra gli antenati e la posterità, si addossa il peso di trasmettere a quelli che sono per nascere l'esperienza e gl'insegnamenti di quelli che hanno vissuto.

Egli non è più un semplice individuo, è un capo, un pontefice investito della pri-

mordiale magistratura, del più antico sacerdozio ch' esista fra gli uomini.

Queste considerazioni hanno colpito tutti i secoli e tutti i popoli; tutte le nazioni si sono accordate nel circondare quest' epoca della vita colle più auguste solennità.

Non si è in alcuna parte creduto che fosse sufficiente un magistrato, un uomo per ricevere il giuramento degli sposi, e per conferire ad essi un così grande carattere: dappertutto la divinità stessa è stata chiamata come testimonio e garanzia.

Nei bei giorni di Roma e sotto le leggi di Numa, allorchè fra due sposi minacciava di scoppiare qualche discordia, non si badava alle formalità; non era avanti il tribunale del pretore che gli amici, i parenti e i figli, se ve n' erano, strascinavano questi sposi sciagurati, ma al tempio, innanzi l'altare di Giunone conciliatrice, di Giunone che presiedeva all' unione coniugale; all' aspetto di quelle medesime faci che avevano illuminato le pompe del loro imeneo, sotto quelle medesime volte che avevano risuonato dei loro primi giuramenti, in que' luoghi così proprj a ridestare tante felici rimembranze

e casti pensieri si scongiuravano, in nome di quanto v'ha di santo e di sacro, a desistere dal disgraziato disegno di separare ciò che la società e la natura, il cielo e la terra avevano unito.

Ed in vero, senza questa moderna e funesta abitudine di paragonare eternamente le cose morali alle fisiche, le sublimi alle vili, noi riguarderemmo come una specie di bestemmia questa opinione assurda ed ingiuriosa, che osa di assomigliare la società coniugale alle ordinarie società che si forman fra gli uomini, ai volgari contratti che li legano.

Qual è il risultato di queste società ordinarie, di quelle stesse il cui prodotto è il più brillante?

Questo prodotto qualunque, sempre rozzo e inanimato, può prendere la parola e dire agli associati che si separano: perchè mi abbandonate?

Ma dalla unione coniugale, da questa società unica e maravigliosa, sorte un terzo di una condizione eguale a quella dei contraenti; un terzo, i cui diritti sono tanto più sacri in quanto che la sua accessione

è stata meno volontaria: la legge prende in mano questi diritti: quelli che gli hanno creati non possono, per quanto facciano, divenire estranei l'uno all'altro come sposi, che per la più grande disgrazia che accader gli possa come parenti.

Ma è dare un soverchio peso ai dettagli insensati di una sì abusiva similitudine.

Preme più di fare una dichiarazione franca, esplicita, necessaria, la quale dissipando più di una prevenzione, calmerà forse più d'un allarme.

Ci vuol molto prima che l'avversione, che si può dimostrare contro il divorzio, come legge generale in uno stato regolare e tranquillo, tragga seco un'intenzione di biasimo o di aspre declamazioni contro i tempi e gli uomini che hanno offerti alla Francia i primi esempj del divorzio.

Che potrete dunque paragonare ne' tempi ordinarj a quelle lacerazioni politiche, le quali separano gli sposi e seminano fra loro la specie più violenta di odio? A quegl'improvvisi rovesciamenti di stato e di fortuna che distruggono le sole cagioni di unione e di convenienza che avevano esistito? Che

a quelle malattie morali, a quella emigrazion sistematica, per esempio, il più incomprensibil delirio che abbia afflitto la pubblica ragione?

Guardiamoci dal paragonare i rapidi momenti che distruggono tutte le leggi, con quella quieta successione di secoli, per la quale dee il legislatore essere ambizioso di affaticarsi.

Il passato non ci appartiene più; rispettiamo tutto ciò che è stato fatto coll' approvazione delle leggi. Sortiti miracolosamente dal caos e dall' abisso, ci è proibito di guardare indietro, per timore di tornar a perdere il bene che ci è stato renduto.

Esaminiamo dunque con sincerità e nella calma delle passioni se il principio del divorzio è buono in se stesso; e se lo troviamo essenzialmente funesto, esaminiamo se la legge che ci viene proposta non lo favorisca soverchiamente.

Intraprendo a provare:

1. *Che in generale le leggi favorevoli al divorzio sono mal combinate colla cognizione del cuore umano, e colla felicità dell' uomo in società.*

2. Che sono egualmente mal combinate colla prosperità e col buon ordine degl'imperi.

3. Che tutti i popoli che hanno ammesso il divorzio nelle loro leggi l'hanno diffamato nell' opinione e nei costumi; che dunque è essenzialmente cattivo.

4. Che in particolare la legge proposta è in contraddizione collo spirito e coll' esistenza delle leggi le più care al popolo francese.

5. Ch'essa è in contraddizione con se medesima, e coll' oggetto e coi principj riconosciuti da quelli che la propongono.

Proposizione prima.

In generale le leggi favorevoli al divorzio sono mal combinate colla cognizione del cuore umano, e colla felicità dell' uomo.

Dacchè gli uomini fanno uso della loro ragione, tutta la filosofia morale si classifica in due sistemi fondamentali, di cui tutti gli altri non sono che modificazioni che vi rientrano, e si confondono come le gradazioni si uniscono ai primitivi colori.

Se di questi due sistemi che si dividono il dominio dell' opinione, io provo che l'u-

ne sempre contemporaneo e complice della decadenza degl' imperi è quello stesso che favorisce il divorzio, che l'altro, compagno inseparabile della prosperità degli Stati, è quello che lo proscrive, non avrò senza dubbio mancato di avanzare il successo della mia causa presso giudici come voi.

La teoria si riduce da una parte e dall'altra a brevi massime, a precetti facili a ritenersi.

Da una parte, *segui il tuo piacere.*

Dall'altra, *fa il tuo dovere.*

Così delle due scuole l'una rallenta tutti i vincoli della società con un' attenzione esclusiva dei godimenti dell'individuo.

L'altra sacrificando gl' individui alla massa tende fortemente all'ordine.

Perciò mentre l'una professa *vir sapiens non accedat ad rempublicam*, che il saggio non dee aver patria, l'altro prescrive di morire per essa.

L'una insegna a godere; scienza vana.

L'altra istruisce a soffrire; vera facoltà dell'uomo: *abstine et sustine.*

L'una conduce Aristippo alla corte di Dionisio, l'altra riconduce Regolo nelle prigioni di Cartagine.

L'una facendo giugnere i sentimenti e le idee della circonferenza al centro, ci mostra nel matrimonio, ed in tutte le cose della vita gli oggetti esteriori come la sorgente de' nostri desiderj, e i mezzi della nostra felicità.

L'altra facendo partire i sentimenti ed il pensiero dal centro alla circonferenza, non rileva intorno a noi che doveri, e solo in noi stessi soltanto il prezzo ineffabile del loro adempimento.

L'una mostrandoci il matrimonio in uno specchio fallace, ce lo dipinge come uno stato delizioso (quantunque per l'uomo *stato* e *delizioso* siano due vocaboli che implicano contraddizione), e ci provoca eternamente a cercare un essere molto amabile; che non troveremo giammai.

L'altra offrendoci un quadro più fedele delle cose del mondo, c'insegna di adattarci ad un essere debole ed imperfetto, perchè noi stessi non siamo che imperfezione e debolezza.

Così l'una ci dispone eternamente e dovunque al malcontento e alla ribellione; l'altra alla tranquillità e all'ubbidienza.

L'una lusingando ed irritando continuamente la nostra impazienza e i nostri desiderj, finisce col renderci simili a quel Sibarita, che la piegatura di una rosa offendeva.

L'altra fortificando la nostr'anima fa di noi quel giusto, che la caduta del mondo non iscuote.

L'una infine dice orgogliosamente agli sposi: adoratevi, siate felici; l'altra meno fastosa e più vera si contenta di dir loro: sopportatevi, consolatevi. Essa soggiunge: non alzate fra voi per torti passaggeri eterne barriere.

Le separazioni legali soffocano il rumore e lo scandalo; soddisfano l'ordine per il momento, e vi tendono per l'avvenire, lasciando la speranza del riavvicinamento.

Il divorzio, quale vien presentato dalla legge, distrugge a bella prima ogni speranza di riconciliazione.

Io reclamo in nome della fragile umanità contro questa rigorosa disposizione.

Pochi uomini giungono all' età cadente anche a traverso di gravi disordini, senza avere provato più di un pungente rammari-

co, più di una commozione profonda alla rimembranza di quella che i primi han ricevuta dalle mani del pudore e della natura.

Poche spose dopo il primo inebbriamento delle seduzioni possono sentirsi indifferenti alla memoria di quello per il quale sono state ciò che dopo non hanno potuto essere per alcun altro, sopra tutto se hanno ricevuto l'onore di esser madri.

Se il soffrire è la più gran forza dell'uomo, se l'essere perdonato egli è il suo più frequente bisogno, il perdonare è il suo dovere e la sua gloria.

Questi sistemi di remissione e di espiazione che il fariseismo filosofico riprova, che la religione consacra, sono del tutto conformi alla natura.

Havvi nel pentimento una bellezza più maschia, una più solida garanzia che nella innocenza medesima.

Sovente nello stato della vita, e sotto il sole cocente delle passioni l'uno degli sposi; o ambidue trasportati lungi dai sentieri del dovere maledicono il loro legame, e sembrano abiurarlo per sempre: ma ben presto l'inutilità de'loro passi gli avverte

che il loro primo giogo era ancora il migliore; che non v'è riposo per l'uomo se non nella virtù e nella morte: lasciano essi le strade dapprima fiorite, ma dove hanno trovati molti deserti e luoghi aridi; si riuniscono per terminare insieme la loro carriera mortale. Le gioie della vecchiaia sono anche fatte per loro; la pace dell'anima abbellisce i loro ultimi giorni; e, simili a quegli sposi dell'antica mitologia, se sono renduti alla terra, lo sono per innalzare insieme i loro rami verso il cielo.

Tale è pertanto la consolante prospettiva che volete rapire agli sposi; la legge proposta vi si oppone formalmente: con essa il divorzio consacra per così dire un error momentaneo, e ne fa un torto irreparabile, una disgrazia costante sia per una pubblicità di cui è impossibile dimenticarsi, sia per l'ascendente di una falsa vergogna o per i nodi di un nuovo vincolo che fortunato o infelice bisognerebbe ancora spezzare con isforzo e dolore.

Divorzio, nuovo vincolo, eterna ricerca della felicità, sistemi fallaci che gettano l'uomo in una incostanza senza termine e

senza fine, e che in conclusione non producono se non che la noia e la disperazione.

Che si guadagna a cangiar continuamente, ed a cangiar tutto intorno a se, se non ogni volta lo scoraggiamento di una nuova esperienza?

Egli è conoscere malamente l'uomo temendo d'imporgli doveri troppo severi: questo sforzo lo incomoda nel tempo stesso e lo compiace.

Qual merito infatti di cedere alle attrattive della voluttà o alle trafitture del dolore? Con queste si guidano tutti gli animali.

L'uomo solo colla sua forza resiste egualmente al dolore ed al piacere: è questa la proprietà della sua natura, questa è la sua gloria: con questo egli è tanto innalzato al disopra del resto delle cose create, quanto lo è per la sua stessa conformazione, e pel dono della parola.

Montesquieu osservava, che i cenobiti più attaccati alla loro regola erano quegli stessi la cui regola era la più dura.

Quest' asserzione sembrava azzardata; ma noi ne abbiam veduto l'esperienza durante la rivoluzione.

Mentre quelli che portavano il giogo più leggero si affrettavano a spezzarlo, quelli la cui catena sembrava spaventevole, insopportabile, vi sono rimasti legati con amore, e le hanno trascinate seco per tutta l'Europa.

Così dunque coloro che impongono a se medesimi queste infrangibili barriere stipulano in una maniera più conforme alla loro natura, e più propria alla loro felicità.

È un bel vedere l'uomo imporre da se stesso un freno all'incostanza della sua volontà, e darsi una garanzia contro l'instabilità de' suoi pensieri nella necessità del suo giuramento.

L'arte di vivere, come tutte le altre, s'impara dalla pazienza e dal travaglio sopra se stesso.

Ciò che spesso si prende per una incompatibilità relativa, non è che un'assoluta insociabilità. Colui che non ha potuto sopportare tale, o tal difetto, non sopporterà verosimilmente meglio tal'altra debolezza, tal'altra imperfezione.

Ecco perchè il celibato, per istato, non è sempre assurdo.

Ecco perchè colui che ha fatto un divorzio ne fa due, ne fa tre, ne farebbe venti se ne avesse il tempo.

È una cosa curiosa il consultare i registri dei divorzj: su trenta atti di divorzio se ne trovano dieci, ne' quali uno degli sposi, o amendue divorzino per la seconda volta. Almeno tutto ciò prova bastantemente che il divorzio invece di essere un rimedio, com'è l'intenzione di quelli che propongono la legge, non è realmente che un male di più; che le leggi che lo favoriscono non sono felicemente combinate colle affezioni, colle inclinazioni, colla felicità in fine dell'uomo in società.

Proposizione II.

Passo alla mia seconda proposizione: *Sono esse mal combinate col buon ordine degli Stati.*

Gettiamo i nostri sguardi sul quadro attuale dell' Europa e del mondo, e volgiamoli addietro sulla storia di tutti i secoli e di tutti gl' imperi: il passato, il presente tutto ci convincerà che le nazioni poligame

sono sempre e dappertutto le più deboli; e ch'esse lo sono precisamente secondo il genere e il grado della poligamía, che trovasi stabilito nel loro seno.

Le nazioni che ammettono la poligamía simultanea, vale a dire la pluralità delle mogli, sono abbandonate a un despotismo capriccioso, cieco e crudele.

Quelle che hanno adottato la poligamía successiva, cioè il divorzio, hanno vissuto e vivono per la maggior parte in una democrazia di diritto o di fatto, più o meno turbolenta, più o meno licenziosa secondo che le loro leggi danno maggiore o minor latitudine al divorzio e alla facilità del cangiamento.

A misura che le nazioni s'avvicinano colle loro leggi o coi loro costumi alla monogamía e alla perfezione di essa, ch'è l'indissolubilità, offrono più costantemente all' osservatore uno spettacolo d'ordine e di durata, di gloria e di felicità.

Ciò facilmente si spiega: i costumi della famiglia finiscono sempre col governare lo stato; l'uomo porta nell' amministrazione della cosa pubblica le idee e le affezioni che

ha egli stesso contratte sotto il governo domestico.

Ora, il dispotismo è necessario nella famiglia quando vi sono più spose ad un tempo: vi vuole un' autorità cieca, assoluta per contenere capricci e passioni cieche.

Questo medesimo spirito passa nella pubblica autorità, dove è obbligato a combattere gli stessi vizj e gli stessi inconvenienti.

Da un' altra parte, quando un uomo può possedere successivamente più donne, si abbandona facilmente all' incostanza de' suoi desiderj, s'incapriccia e si disgusta colla stessa facilità; il minore incomodo gli sembra insopportabile, ogni suo minimo desiderio s'irrita e si accende eccessivamente.

Questo medesimo spirito lo domina nell' amministrazione de' pubblici affari: vorrebbe cangiar leggi, regolamenti, progetti, uffiziali, magistrati, come cangia di compagna domestica; e così s'introducono nello stato la licenza e l'anarchia dopo aver desolato la famiglia.

Al contrario nelle legislazioni che prescrivono o favoriscono potentemente l'indissolubilità del matrimonio, la famiglia si governa

verna con un' autorità dolce e grave, temperata dall' eguaglianza, da scambievoli riguardi, da una giustizia e da una tolleranza reciproca, consolidata ed assodata dall' idea della stabilità e della prosperità; e tutti questi eccellenti caratteri sono quelli pure dei governi legittimi, moderati e durevoli.

Ciò che io qui cerco di sviluppare, il popolo francese lo ha sentito e lo ha espresso con un atto più eloquente di tutte le nostre parole.

A misura che siamo ritornati all' ordine e le buone discipline di governo, vi si sono precisamente mischiate le idee di matrimonio e d'indissolubilità.

Questa nazione sì lungamente e crudelmente tormentata dallo spirito d'innovazione e di pretesa perfettibilità, non ha veduta salute e riposo, se non in un' unione perpetua, in un vero matrimonio col suo capo.

Credetemi, tutte queste idee si toccano e si uniscono.

Se sin da quando la Francia ha stretto questo nodo indissolubile (e possa la natura rispettarlo per lungo tempo!); se, dico

io, non vedete nello spirito che ha dettato questo giuramento, un' intenzione, una tendenza formale di censura e di riprovazione contro leggi che favoriscono l'instabilità domestica, io ve ne avverto, voi v' ingannate. L'incostanza non conviene più nelle famiglie, quando nello stato è proscritto il cangiamento: vi è qui, come in tutte le cose, azione e reazione della famiglia sullo stato, e dello stato sulla famiglia.

L'oggetto infine della società, o per meglio dire il suo gran mezzo per sussistere, è l'*ordine.*

Non è dell' *ordine* ciò ch'è della *virtù* e della *felicità*; argomenti d'interminabili dispute fra gli uomini, vocaboli imponenti che ognuno definisce a suo capriccio, ed interpreta a suo piacimento.

L'ordine ha una bellezza che non è equivoca, che penetra tutte le immaginazioni, che colpisce tutti gli occhi, che niuno può negare, che nulla può rendere problematico. È inutile il far conoscere, ed è una cosa che si sviluppa da se medesima, che l'unità e l'indissolubilità del matrimonio sono essenzialmente conformi all' ordine; mentre

questi cangiamenti e queste continue rimozioni, questi padri senza figli, queste vedove che hanno sposi, questi celibatarj che son maritati, questi esseri isolati che hanno legami, questi figli allevati dall' uno de' genitori in odio dell' altro, a lungo andare d'ambidue, e nel disprezzo di entrambi: tutta questa confusione detestabile urta e distrugge l'ordine nel suo principio e nella sua essenza.

E forse ancora una cosa conforme all' ordine che questa disposizione, la quale, in un atto così importante come la domanda di scioglimento, dia un diritto eguale, o per dir meglio una giurisdizione eventuale alla sposa, che si risolva naturalmente in pretensione abituale all' eguaglianza, e per conseguenza in anarchia domestica? Non è una contraddizione col principio stabilito nei vostri *sviluppamenti o risoluzioni della necessità di dare in una società di due individui la voce preponderante ad uno degli associati, e di attribuire questo vantaggio alla preminenza del sesso?* Queste sono le vostre proprie parole, ed è la verità stessa.

Infatti, quando un padre di famiglia con-

fida la figlia allo sposo di sua elezione pensa di darle una guida sicura nel cammino della vita, di sottometterla ad una tutela dolce ma ferma; egli non pretende di dare in preda al suo arbitrio, alla sua propria giurisdizione, un sesso ch'è senza dubbio suscettibile di ogni genere di virtù e d'eroismo ancora, ma che fortemente armato contro la pena e il dolore, è quasi inerme contro le seduzioni della novità o l'attrattiva de' piaceri.

Il ripudio, legge durissima e che il cristianesimo ha proscritta come tante altre leggi inumane che appartenevano allo stato imperfetto delle società, il ripudio, dico, è più conseguente del divorzio; esso mantiene l'ordine urtando l'umanità: laddove il divorzio sotto pretesto di risparmiare l'umanità, soffoca l'ordine e riunisce gli inconvenienti della poliandria a quelli della poligamia.

Ma quest' ordine, mi si dirà, che con ragione voi riguardate come così essenziale alla società, non può dunque esser perturbato dalle contese, dalle discordie, dall' insubordinazione della sposa, dalla tirannia dello sposo, dai torti di tutti due?

La buona polizia non può essa rendere necessaria la separazione degli sposi?

La separazione? Certamente; ed è questo uno di quegli oggetti de' quali le leggi occupar si denno col maggiore interesse.

Si approfitta di questa approvazione per dirmi: » voi convenite ch' è alcune volte
» necessario di separar legalmente gli sposi;
» ma che addivien egli il grande interesse
» della società, l'oggetto del matrimonio,
» la procreazione, i figli, la propagazione
» della specie, se gli sposi che si separano
» non si rimaritano prontamente? »

La procreazione de' figli, oggetto del matrimonio, grande interesse della società.

Voi prendete l'effetto ordinario del matrimonio per il suo oggetto.

È stato istituito il matrimonio per potersi riconoscere nella società, perchè i figli avessero un padre riconosciuto che rispondesse di loro, perchè i padri fossero obbligati ad aver cura de' loro figli; in somma è stato istituito per l'ordine: si sono anche sacrificate all' ordine apparenze di verità alle volte fortissime, e la legge *is pater est quem justæ nuptiæ demonstrant* è stata dappertutto

il perno della legislazione domestica, e quindi il fondamento della medesima società.

E questo è il luogo d'osservare quanto l'azione a titolo di adulterio che ci si propone di adottare è contraria allo spirito di tutta questa legislazione domestica e fondamentale, ed urta direttamente il suo principio.

Siccome quel legislatore dell'antichità aveva stabilito per principio che non era possibile il parricidio, così in ogni parte il legislatore domestico stendendo un velo pudico avanti il santuario della famiglia, supponendo che tutto ciò che debb'essere è in effetto, dichiara implicitamente colla sua legge che non v'è adulterio; e sotto questa sì nobile finzione stabilisce tutto l'edifizio della società.

Questo edifizio morale, in cui il genio brilla per tutte le attrattive della virtù, voi lo rovesciate da capo a piedi, se ammettete, se chiamate un' idea che il legislatore rigetta con tanta attenzione.

Io abbandono quest' oggetto alle vostre meditazioni; esso n'è certamente degno: e torno a questo preteso principio che la propagazione è l'oggetto del matrimonio.

La società è sempre abbastanza sicura di perpetuarsi; essa non ha mai garanzia sufficiente contro le passioni che possono intorbidarla.

La propagazione può essere l'oggetto prossimo dei due sposi: quello della società è di essere in pace, di dare un corso legittimo alle passioni che minacciano l'ordine.

Alcuni eloquenti sofisti si sono sforzati ai nostri giorni a ringiovanire opinioni screditate da lungo tempo, o di un' assurda applicazione; e per esempio avean letto che presso gli antichi, dove le nazioni si componevano da un piccol numero di cittadini, e da una moltitudine di schiavi, per ovviare ad una soverchia sproporzione veniva spesso incoraggiato per ogni sorta di mezzi il matrimonio de' cittadini; ed essi hanno subito ripetuto declamazioni senza oggetto nelle nostre moderne società.

Sono giunti più avanti; hanno stabilito come un principio assoluto e vittorioso, come una felice scoperta, che la popolazione è il termometro infallibile della prosperità e della forza degli Stati.

Se ciò fosse vero, la China sarebbe il

paese più fortunato e più forte del mondo: il che viene bastantemente smentito dai fatti.

Ma per quanto assurdo che sia questo principio io l'accetto. Vi rimane sempre una quistione intera, ed è questa:

Il divorzio è favorevole alla popolazione?

La società formasi da' figli che nascono, o dagli uomini che si conservano? E benchè sia umiliante il contare i figli degli uomini come quelli degli animali, io vi permetto questo calcolo. Ove troverete ancora le generazioni le più numerose, e nel tempo stesso le più sane e le più robuste? Non è in quelle famiglie per le quali il matrimonio è un nodo sacro, una religione inviolabile?

Nella classe agiata e civile il divorzio corrompe; nella laboriosa ammazza, produce un abbandono micidiale de' figli che miete intere generazioni. È per ciò che non è assurdo il renderlo ad essi col fatto più difficile

V'impegno a verificare il calcolo delle nascite e delle morti dacch'è stato introdotto il divorzio, e nei luoghi ne' quali è comune. Nasce un numero maggiore di figli; ciò è vero; ma ne muoiono ancora in con-

fronto di quelli che nascono in numero molto più grande.

E per risponder qui a quelli che pensano che il matrimonio dissolubile spaventi meno i cittadini, e per questo produca il felice effetto che nascano in numero molto minore figli fuori di matrimonio, io li rimando ancora al quadro de' figli naturali in questi ultimi anni.

Confuterò ancora alla sfuggita una opinione cui dà gran peso il nome de'suoi autori *(membri del tribunale di cassazione)*; dessa consiste in questa considerazione, che il numero dei divorzj andrà infallibilmente scemando, e che non bisogna giudicare il divorzio abituale su quello de'primi momenti. Un fatto risponde a questo ragionamento. A Parigi nell'anno 9 il numero de' matrimonj è stato di quattromila in circa, quello dei divorzj di settecento; nell'anno 10 quello de' matrimonj di circa tre mila soltanto, quello dei divorzj di novecento: proporzione crescente e decrescente, che da' due lati spaventa, e prova che il divorzio invece di essere un rimedio è, come l'ho detto, un male di più; e che invece di

chiamare i cittadini al matrimonio, come si è preteso, ne gli disgusta ed allontana. Tutti questi fatti che ho verificati convertiranno forse alcuni de' miei avversarj, che si limiteranno a domandare la facoltà del divorzio, quando non vi saranno figli: restrizione inconsiderata.

Dio mi guardi che io voglia calunniare la natura umana! Ma di che le passioni non sono capaci allorchè vengono infiammate dalla speranza dell' esito, e dalla debolezza dell'ostacolo? E se non v'ha che la vita di un figlio sciagurato fra la passione di uno sposo traviato, o di una sposa sedotta, e il trionfo di questa passione? Io tremo per questa debole ed innocente creatura: e questo timore, ancorchè non fosse legittimo che una sola volta in un secolo, ciò è bastante per rigettare questa modificazione: la legge non può prevenire abbastanza da lontano il delitto, e non tocca al legislatore il presumere troppo della bontà della natura.

Restino dunque gli sposi che non hanno mai avuto figli.

Ragione in fatti molto pressante per ri-

maritarsi, perchè una prima volta non si sono ottenuti i risultati che si desideravano dal matrimonio.

Atto molto saggio il tentare un'altra unione, perchè si è stati disgraziati nella prima!

Risoluzione ben sensata, ben conseguente di rimettersi in mare, precisamente perchè in una prima navigazione si è sofferta la tempesta, e si restò rotti dagli scogli.

Proposizione III.

Passiamo alla terza proposizione.

Tutte le opinioni, dice Cicerone (1), *che hanno la loro sorgente nelle passioni momentanee, in interessi fuggitivi, passano e periscono coll' età che le vede nascere. Se al contrario qualche cosa viene approvata da età in età presso tutti i popoli, ad onta della diversità degl' interessi e dei costumi, non ne dubitate, è la verità istessa.*

Dunque, se noi troviamo il divorzio di secolo in secolo diffamato, negletto ed abborrito anche quando le leggi lo permetto-

(a) *Opinionum commenta delet dies, naturæ judicia confirmat* etc. Cic. *Tuscul.*

no; se l'ammirazione degli uomini è riservata a quelli che vivono come se non esistessero; se quando la pluralità simultanea o successiva è innocente, l'unità è proclamata come il merito supremo; se, dico, tutto ciò è vero, facile a provare, noi avremo fatto in qualche sorta al divorzio il suo processo per accumulazione.

Ora, dal principio del mondo sino ai nostri giorni l'identità delle opinioni colpisce, e la serie de' fatti opprime.

Vi ho permesso il divorzio, diceva Mosè agli ebrei, *attesa la durezza de' vostri cuori, e solamente per risparmiarvi l'omicidio.*

Questo popolo, al quale si rimprovera (S. Giovan Grisostomo) di avere sparso il sangue umano come l'acqua, ascoltava con rispetto e come l'espressione della stessa verità queste parole piene dell' unzione profetica.

» L'altare piange sopra colui che ha ri-
» pudiata la sua giovine sposa..... non
» disprezzate la compagna della vostra gio-
» ventù; Dio è intervenuto come testimo-
» nio fra essa e voi... Il Dio delle armate,
» dice colui che tratta così, è coperto d'i-
» niquità ».

Quali sono i nomi che ci ha trasmessi la Grecia, accompagnati dalla sua ammirazione e dal suo rispetto? Le Artemisie, le Penelopi: tanto questo stesso popolo leggero ha riposto il merito nella costanza!

» Le prime leggi di Roma (dice Dioni-
» gio d'Alicarnasso) proibivano il divorzio
» (e subito dopo aggiunge): Regnava un'
» ammirabile armonia fra gli sposi, prodotta
» dalla unione inseparabile degl' interessi.
» Considerando la necessità inevitabile che
» gli legava, abbandonavano tutte le viste
» estranee a questo stabilimento ».

Il divorzio intanto s'introduceva; ma si stette lungo tempo senza farne uso; finalmente ad istigazione dei censori, un Carvilio Ruga, cittadino, ripudia una moglie che ama, perchè ella è sterile: la sua azione vien biasimata, ed altamente diffamata dal popolo, il cui buon senso discerne meglio dei falsi lumi de' suoi magistrati, che l'oggetto del matrimonio non è una vana manía di popolazione; e questo primo esempio resta lungo tempo senza imitatore.

La corruzione guadagna, ma sussiste l'ammirazione medesima per l'unità e per l'in-

dissolubilità; e su tutti i monumenti funerei delle donne trovasi per supremo elogio, che esse non hanno avuto che uno sposo: *Conjugi piæ, inclitæ, univiræ, etc.*

In fine la corruzione è al colmo; la furia del divorzio si mostra scopertamente,

Facunda culpæ secula nuptias primum inquinavere
(Horat.)

scortata da tutti i mali, da tutte le stragi, e persino dall' omicidio e dall' assassinio: non dico abbastanza. Qual è il sostegno di que' triumvirati, di quelle dittature che insanguinarono Roma e il mondo? Il divorzio.

Le tavole di proscrizione e i libelli di divorzio di Pompeo per ordine di Silla, di divorzio di Antonio, ec. ec. ec., si estendono, si seguano nello stesso luogo e nella stessa ora; la famiglia è lacerata, l'universo desolato; le lagrime delle spose e il sangue de' popoli scorrono contemporaneamente.

Al contrario, quando Tacito, *de Moribus Germanorum*, dipinge i costumi de' Germani per opporli alla corruzione di Roma, comincia dal separarli e dal metterli molto al disopra di tutti gli altri barbari, perchè *non hanno che una moglie.* » Presso questi

popoli virtuosi, soggiunge, la zittella che accetta lo sposo che le viene destinato, non lo riceve soltanto come un marito; ma *come il matrimonio in tutta la sua integrità.*»

La storia moderna fornisce le medesime armi, e sulle prime mi fermo spaventato.

Enrico VIII, principe, dice Bossuet, *in tutto il resto compito*, si abbandona sfrenatamente all' incostanza de' suoi desiderj; egli introduce il divorzio. La provvidenza sembra segnarlo con un suggello terribile. In pochi anni, sei mogli pretese legittime si succedono nel suo letto. A vicenda egli offre lo spettacolo di due divorzj e di due assassinj giuridici delle sue spose. Che orribile unione! e qual è dunque questa inclinazione e questo terribile precipizio! Perciò con qual diligenza l'Inghilterra, libera in oggi dalle passioni del suo furioso riformatore, non cerca di ristringere il divorzio!

I paesi protestanti, che hanno generalmente costumi domestici molto commendevoli, son lontani dal non dover cosa alcuna di questo prezioso vantaggio alla facoltà di separarsi, come alcuni hanno voluto insinuarlo. L'ingegnoso e profondo autore del

divorzio considerato nel decimo nono secolo, ha ragione di rilevar questo errore, e di aggiungere che rassomiglia a quello che ripetesse la buona sanità di un cantone da un medico del vicinato che non vi fosse mai chiamato.

Finalmente è poco il rigettare e il diffamare il divorzio nei costumi. In Inghilerra vi è stato di recente nel parlamento più di un grave parere per abolirlo affatto nelle leggi.

E noi appena ci crediamo abbastanza forti per attaccarlo, noi presso i quali non esiste che da qualche anno, e da chi provocato!

Quest' ultimo esempio corona ben degnamente quelli che ho rammentati.

Ricordatevi l' epoca ancora recente in cui la parola di divorzio risuonò la prima volta fra noi! Sovvenitevi della sensazione che eccitò!

Questa parola funesta sortì in mezzo alle orgie di questo stesso recinto, forse da questa sala medesima, nella quale io faccio oggi udire una voce espiatoria!

Chi la pronunciò? Un uomo tanto più abbietto nell' opinione (1), quanto era stato

(1) Il Duca d'Orleans-Egalité.

più innalzato dalla fortuna; un miserabile che a tutti i segni di degenerazione da cui la sua intera famiglia era sgraziatamente colpita, univa gli attributi particolari di una pubblica infamia, e di un obbrobrio sistematico.

Nella nobile costumanza di quest'antica repubblica, in cui volevasi che qualunque benchè utile proposizione fatta da un cittadino avvilito si purificasse, passando per l'organo di un uomo dabbene, gli sarebbe stato, senza dubbio, imposto il silenzio. Ma chi si sarebbe dato carico della sua proposizione? Rimettetevi in quelle circostanze, io lo domando a tutti l'uno dopo l'altro; havvi uno fra voi che avesse allora voluto farla?

Tuttavia essa non ha avuto che troppo successo: allora si voleva scioglier lo Stato, bisognava pure incominciare dal disorganizzar la famiglia.

In oggi volete consolidare lo Stato, fondate dunque la famiglia.

L'indissolubilità n'è il sostegno; così lo ha dichiarato l'opinione di tutta la terra. È dunque un pregiudizio la voce dell'uni-

verso? No certamente, e si è tentati a credere, che vi sia qualche cosa di soprannaturale e di divino in una opinione, che nè il corso de'secoli, nè quello degli avvenimenti, nè il cangiamento delle leggi e dei costumi non hanno potuto variare: e siccome si è concluso di unanime consenso, non meno che d'intimo sentimento, che l'omicidio era un gran delitto contro la natura, non si potrebbe concludere con eguale consentimento, che il divorzio è in effetto un delitto fondamentale contro la società?

Quale è dunque questo scoraggiamento fatale che ci fa disperar di noi stessi? E qual errore di pensare (1) che le leggi, le quali sono fatte per regolare i costumi, debbano partecipare della loro imperfezione?

Presso un popolo nuovo i costumi vagliono più delle leggi; gli uni sono puri, le altre insufficienti.

Presso i popoli invecchiati nella civilizzazione, le leggi debbono sforzarsi di essere migliori dei costumi.

Se desumete le vostre leggi dai vostri

(1) Ved. il discorso del C. Treilhard.

odierni costumi, voi fate di questi i costumi d'ogni tempo; il che non è desiderabile.

Ciò che si toglie di austerità alle leggi, si dà in forza, in audacia alle passioni che le combattono.

Il legislatore d'Atene s'applaudiva di aver dato al suo popolo non leggi perfette, ma le migliori che potesse sopportare; questo neppur sopportolle, e l'opera di Solone non durò quanto la sua vita.

Il legislatore di Sparta cadde in vero nell'eccesso contrario; ma almeno l'opera sua si mantenne.

L'eccesso è facile ad evitarsi; l'esempio è buono a seguirsi. Primo magistrato dei Francesi, vedete come sono favorevoli le circostanze. L'orror del disordine fa piegare gli spiriti verso l'autorità piuttosto che verso la licenza. Voi avete a fare con un popolo che può tutto ciò che vuole, e che per l'amor che vi porta, potrà tutto ciò che voi vorrete. Non temete dunque di unire le forti proposizioni ai nobili esempj.

Io mi affretto, e passo alla mia quarta proposizione.

Proposizione IV.

L'antica legge civile di Francia, concernente l'indissolubilità del matrimonio, era stata dettata dallo spirito della religione cattolica; ma bisogna bene osservare che questa religione non onora solamente l'indissolubilità come sua opera e suo dogma, ma come l'opera della natura medesima. Imperciocchè, e questo merita d'essere osservato, sebbene il catecumeno divenga agli occhi della chiesa un uomo nuovo, non è perciò sciolto dal matrimonio antecedente; la Chiesa lo ha costantemente riconosciuto.

Non ci accusate dunque di fanatismo; noi non pretendiamo di difendere esclusivamente la nostra sanzione religiosa, il che sarebbe il carattere del fanatismo; è la verità universale quella che noi vogliamo far trionfare; ciò che al contrario è il carattere della vera filosofia.

Sotto questo punto di vista è giusto di considerare il gran numero de' Francesi ai quali ripugna il divorzio.

Jeri ci fu detto che la maggior parte delle religioni ammettevano il divorzio. So-

fisma! Non si tratta della maggior parte delle religioni, ma della religione della maggior parte: cosa molto differente.

L'errore si moltiplica all'infinito; la verità è una.

Non ostante l'accessione di molti paesi non cattolici, su cento Francesi ve ne sono ancora almeno novanta, a' quali il divorzio offende la coscienza; coscienza riconosciuta, e in perfetta armonia colle leggi dello Stato.

In favor loro viene annunciata, o introdotta nella legge la separazione.

Questa è una buona intenzione invero, ma una cattiva disposizione.

È un passo, ma un passo falso verso quella felice intelligenza che importa di stabilire fra i differenti poteri che governano gli uomini.

Primieramente è sempre un disgraziato laccio teso alla coscienza della legge.

E che! Perchè un piccol numero può usar senza rimorsi del divorzio, voi l'offrite a tutti!

Allora perchè non avete permesso la poligamia simultanea? Imperciocchè possono

esservi infine, vi sono uomini fra voi, ai quali la lor religione la permette, anzi la prescrive.

Perchè non avete fatto articoli regolatori per il ripudio, come in Gerusalemme?

Per l'esposizione de' figli come nella China?

Pel sacrifizio delle mogli sul rogo de' loro mariti come nell'Indie?

Perchè infine non avete interdetto a questi popoli lo sbarco sulle vostre coste, e il domicilio sulle vostre terre?

Queste conseguenze, mi dite, sono assurde; è il principio ch'è vizioso.

La sola occupazione ragionevole pel legislatore, che riconosce molte religioni in un impero, sarebbe forse di desumere le sue leggi civili dalla religione più austera; imperciocchè allora egli non ordina a questi nulla di più; non fa che permettere a quelli qualche cosa di meno.

Può incomodare, ma almeno non corrompe.

E quanta forza acquista questo ragionamento, allorchè si osserva come l'abbiamo fatto, che anche qui questa credenza la più severa è in una incomparabile proporzione la più numerosa?

Vedete infatti, o legislatori, ciò che voi siete per mettere sulla bilancia.

Eccovi sopra cento francesi novanta cattolici che andate ad esporre, senza motivi, a quanto v'ha di più crudele pel cuore umano, cioè a rimorsi, ad eterni rammarichi! E perchè? Per timore di esporre dieci non cattolici a ciò che vi è di più lieve e di più ordinario nella vita, vale a dire ad una semplice privazione.

Ma, replicate, non si è libero di usare o di non usare della legge del divorzio, di separarsi semplicemente o di far seguire la separazione di un divorzio?

Dite da senno, cittadini legislatori?

Trovereste saggio e legittimo, che un governo riconoscesse, organizzasse il duello, aprisse il campo del combattimento, perchè si è libero, perfettamente libero d'andare o non andare a farvisi uccidere?

Dove sarebbero l'umanità, la ragione? Ov' è il rispetto degli uomini e della coscienza? Ma ciò non è tutto; ed io sostengo che i cattolici o infine i settarj, qualunque essi siano, dell'indissolubilità, sono trattati dalla vostra legge con un rigore che

non v'è per gli altri francesi; voi organizzate per essi la separazione; ma avete l'avvertenza di dire, che non potrà aver luogo se non per cagione determinata, e giammai pel consenso reciproco degli sposi.

Ora tre sono queste cagioni determinate; *le sevizie o ingiurie gravi*, *l'adulterio*, *le pene infamanti*; nulla di più.

Così, mentre la strada del mutuo consentimento, strada dolce, secondo voi, ed umana, sulla quale vi spaziate con compiacenza, ed assicurate che si preferirà, resta aperta agli altri cittadini, essa è chiusa ad ogni cattolico che, secondo l'espressione dell' oratore del governo, non vorrà *mancare alla sua credenza*.

Volete trarli, non dubito della purezza delle vostre intenzioni, volete trarli, voi dite, dalla dura necessità *d'ottare fra una viltà o la sventura di tutta la loro vita*, e voi precisamente li collocate in questa alternativa; imperciocchè, se essi infine vogliono separarsi non possono venirne a capo che colle azioni vere o finte *in sevizie*, *in adulterio*, *o colla condanna a pene infamanti*. È renderli liberi e far la loro condizione eguale a quella degli altri?

Quale strano benefizio non è mai questa separazione che i cattolici i più probi non potranno comperare che diffamandosi e calunniandosi pubblicamente, mentre gli altri cittadini l'otterranno sotto il nome di divorzio con vie che risparmiano il pudore, la dilicatezza, che lasciano un velo officioso sugli arcani della vita intima!

A questi lamenti rispondono i giureconsulti, ch'essi hanno rimessa in vigore l'antica separazione, e che altra volta non esisteva che per cagioni determinate. Ma questa legge una volta era per tutti: in oggi mi lagno di una distinzione incomoda ed anche odiosa, di un' accettazione di persone che fu sempre un legittimo motivo di reclamo.

Senza ritornare sul merito intrinseco del divorzio in generale, o del reciproco consenso in particolare, è incontrastabile che se il consenso scambievole è buono per il divorzio, dee esserlo ancora per la separazione; che s'è cattivo per questo, dee esserlo per l'altra: ogni risposta evasiva su questo punto si aggira evidentemente in un circolo vizioso.

Tali sono le contraddizioni della legge

proposta con uno stato di cose riconosciute da altre leggi e da essa medesima.

Quest' ultimo rapporto mi conduce alla mia quinta proposizione.

Proposizione V.

Rispondo primieramente a un rimprovero specioso, ma senza profondità.

Mi si obbietta che conciliandolo, per quanto io lo faceva, colle idee religiose de' cattolici, non doveva ammettere, sotto pena d'inconseguenza, alcuna specie di divorzio, perchè questa credenza non ne ammetteva; questo è puramente un errore di vocaboli facile a dimostrarsi.

Quando i registri civili erano fra le mani della potestà religiosa; e il medesimo organo legava e scioglieva il nodo coniugale nella chiesa e nello stato; subito che quest' organo avea pronunciato, tutto era detto: il matrimonio era riconosciuto, proclamato ed aveva tutti i suoi effetti. Nei casi rari, ma possibilissimi di nullità religiosa, il nodo cessava nel tempo stesso d'esistere sotto i rapporti di coscienza e sotto quelli di po-

lizia: non v'è ostacolo nè bisogno di alcuna potestà fuori di quella della Chiesa, ch'era lo Stato medesimo su questo articolo.

Questo stato di cose, questa unione ha potuto cessar d'esistere, senza che la religione ne fosse lesa nella sua essenza e nei suoi dogmi.

In oggi può esservi contratto civile e niun patto religioso, patto religioso e niun patto civile; si può vivere colla medesima donna, sposa secondo la legge, concubina secondo la coscienza; sposa secondo la coscienza, concubina secondo la legge; i due poteri agiscono in una perfetta indipendenza l'uno dall'altro.

Ora, uno sposo cattolico che vive coscienziosamente e civilmente in una unione legittima, può veder cessare nell'ordine della coscienza questa legittimità: fa d'uopo ch'egli non possa allora vederla cessare nell'ordine della società?

Non sarebbe assurdo che un vincolo potendo essere dichiarato nullo da una parte, non potesse essere dichiarato caduco dall'altra?

Son rari questi casi, ma pure esistono;

e per non citare ch'esempj di una incontrastabile notorietà, Luigi XII è stato sciolto nell'ordine della coscienza del matrimonio con Giovanna di Francia; Enrico IV con Margherita di Valese: sarebbe stato tollerabile che liberi dalla parte della coscienza, fossero stati vincolati da quella della legge?

È dunque chiaro che pei Cattolici anche i più rigidi vi vuole un modo di divorzio civile; e non havvi inconseguenza alcuna ad ammetterlo.

Riprendo l'ordine delle mie proposizioni.

Credo d'aver provato nel corso di questa opinione

1. Che l'indissolubilità conviene meglio del divorzio al cuore dell'uomo;

2. Ch'essa conviene meglio all'ordine della società;

3. Che tutti i popoli del mondo, antichi e moderni, hanno diffamato il divorzio nella loro opinione, e che per conseguenza esso è essenzialmente cattivo;

4. Che le leggi favorevoli al divorzio offendono leggi amate e rispettate dall'immensa pluralità dei Francesi.

Ma a che servirebbero queste confutazioni, se mi si potesse dire: » Noi conve-
» niamo con voi di tutti questi fatti, di tut-
» ti questi principj; ma havvi un sol prin-
» cipio talmente inflessibile, che in più di
» una circostanza non richiegga di essere
» modificato? Havvi una sola regola che
» non ammetta qualche eccezione? E non
» avete voi medesimo dimostrata la necessi-
» tà di eccezioni civili per rispondere a
» casi risultanti dal codice religioso anche
» il più austero?

» Ora ecco le eccezioni che vi presen-
» tiamo. Pretendiamo come voi, che l'in-
» dissolubilità è il principio, la legge; noi
» riconosciamo che il contratto è perpetuo
» per la sua destinazione, che il matrimo-
» nio esser dee uno stato, e non una si-
» tuazione. Siamo dunque d'accordo, poi-
» chè nel tempo medesimo non volete una
» regola senza eccezione, e ne ammettete
» anche formalmente.

A ciò rispondo: » veggo in fatti, nelle
» vostre considerazioni preliminari, queste
» dichiarazioni e questi principj che sono
» i miei: ma per l'effetto della vostra enun-

» ciativa tutto si sconvolge, il divorzio di-
» venta la legge, l'indissolubilità l'eccezione.

Il divorzio non è egli veramente la legge quando è talmente organizzato, che può essere preveduto, calcolato, quando dipende da una delle parti di sciogliere il nodo, e non dipende dal magistrato il mantenerlo?

E che altro è il matrimonio se non una situazione, quando è in potere degli sposi il distruggerlo, e di sostituirvi un altro vincolo?

Ora qui incontrastabilmente due sposi senza dilicatezza (e per questi principalmente le leggi son fatte) gli sposi, dico, senza pudore, tengono nelle loro mani la legge, la sentenza del giudice, tutto il loro destino.

Possono dire a se stessi: con questo procedere, nel tal giorno, nella tale ora farò pronunciare il mio divorzio; nel tal giorno, nella tale ora mi rimariterò col mio adultero, colla mia concubina.

La legge vi si oppone formalmente: si eluderà, nulla è più facile: l'adultero legale non sarà il vero seduttore: la concubina che comparirà nella procedura sarà una

mercenaria prezzolata per tal parte. Questa previdenza non è un giuoco dell'immaginazione; queste maliziose turpitudini accadono sette leghe distante dalle nostre frontiere; ben presto si naturalizzeranno fra noi; e più lo stesso divorzio sarà difficile per le vie che rispettano il pudore, e nel medesimo tempo facile per le ignominiose, più gli sposi di un'equivoca ed incerta moralità s'indurranno a que' mezzi espediti che saranno uno scandalo orribile, ed una vera pubblica calamità.

Ma questa legge, che sotto molti rapporti è di una facilità deplorabile, in certe circostanze essa è di ferro, e lo vedrete.

Vi leggo che il divorzio per consenso reciproco non potrà aver luogo *dopo venti anni di matrimonio, nè quando la moglie ne avrà quarantacinque.*

Se l'articolo dicesse, che una donna di quarantacinque anni, allorchè ne ha passati venti nel medesimo nodo, non potrà esserne ripudiata, ne onorerei l'intenzione, ne approverei la disposizione; ma qui i due casi sono ben distinti: l'uno, quando i due sposi hanno venti anni di matrimonio, il

che può aver luogo per amendue, anche prima de' quarant'anni: l'altro, allorchè la moglie ha quarantacinque anni, qualunque sia la data che d'altronde abbia il legame.

Ecco ora ciò che può risultare da questo articolo della legge. Non si tratta più di dilicatezza di coscienza: questo è per tutti.

Un giovine dell' età di diciotto anni, e anche meno, assediato da' genitori, regolato da viste ambiziose o cupide, sposa una donna di un' età maggiore di quarant' anni. Io lo suppongo della più severa credenza, con più forte ragione s'egli appartiene agli altri. Si pente; i suoi genitori muoiono o arrossiscono della loro tirannia; la sposa acconsente allo scioglimento di un legame, che unisce per così dire il morto al vivo. L'autorità religiosa ne riconosce sempre la nullità quando la violenza è provata, ed io qui la suppongo. Ebbene! Tutto ciò è vano; tutto è per essi proscritto; la loro volontà è niente, la legge civile è inflessibile; non v'ha rottura di vincolo per reciproco consentimento, ma bensì per infami mezzi di cagioni determinate, che la dilicatezza più volgare

volgare proibisce. Questa posizione è giusta, è ragionevole?

Ma sortiamo dai dettagli e dagli esempj, per rientrare nella tesi generale.

Tutta la moralità delle leggi sul divorzio, secondo me, risiede in questo principio semplice e fecondo, *che lo scioglimento del legame civile non sia mai assolutamente impossibile ad alcuno, che sia sempre incerto per tutti, che giammai non possa calcolarsene l'epoca.*

Che la separazione sia per tutti uniforme, e possa operarsi senza scandalo; essa è provvisoria, appartiene all' ordine pubblico, conviene a tutti; niuna coscienza vi ripugna.

Ma quanto *allo scioglimento*, per dargli questo carattere d'incertezza, che ne fa la moralità, io invoco un potere prudente, e confesso di non conoscerne alcuno troppo eminente e troppo augusto. Non all' esempio de' nostri vicini, ma alla mia propria convinzione io mi assoggetto.

Siccome pel primo vincolo che, secondo voi, è di sua natura perpetuo avete esatto il consenso del padre, secondo la natura,

Così per un secondo vincolo, il quale, allorchè il primo non è rotto dalla natura, non può essere che una modificazione della società, un' eccezione della legge; vi rinvio ai vostri padri secondo la legge, ai patriarchi della grande famiglia, a questa potestà veramente paterna, che ha meritato tanto la pubblica riconoscenza, che con atti sì grandi ha pronunciato il matrimonio del primo magistrato e del popolo, ha restituito alla grande famiglia tanti membri erranti, e con questo diritto di grazia che la sola Francia fra i popoli si maravigliava di non avere, ha riposta nella giustizia umana quella misericordia che n'è inseparabile.

Vedete quanto questo sistema si combina felicemente con una recente istituzione, e porta un gran carattere di pubblica utilità, di moralità, di paternità: voglio dire lo stabilimento delle senatorie.

Da tutte le parti della Repubblica il senato riceverebbe le domande degli sposi separati per decreto de' tribunali. Ammetto che le domande siano individuali, che portino soltanto il nome, l'età, il domicilio, la professione degli sposi; a qual comunione

religiosa appartengano, la data del giudizio di separazione, niuna querela, niuna rimostranza per altri fatti.

Le domande saranno classificate per circondario de' tribunali d'appello.

Allorchè un senatore partirà per andare in quel circondario ad esercitare l'influenza benefica della sua magistratura, gli si rimetteranno le petizioni che ne saranno venute.

Gli si dirà » Padre coscritto, andate e » vedete, ascoltate l'opinione pubblica, la » vera opinione che si manifesta in un mo- » do molto più sicuro nelle confabulazioni » familiari e pacifiche, che nelle informa- » zioni ed in processi solenni: i vostri rap- » porti illumineranno la coscienza del se- » nato.

Al suo ritorno egli darà conto dei differenti indizj che avrà rilevati dalle differenti domande e dai loro autori.

Questi, dirà egli al senato, è un miserabile imbrattato di tutti i delitti; è bene che non sia più in suo potere il fare infelici.

Quegli è traviato per una passione, la quale non può che fare la sua disgrazia: è bene il preservarlo da un dispiacere certo ed eterno.

Questi ha ragioni plausibili. La credenza religiosa non si oppone al divorzio: non lo metteremo in angustia colla sua coscienza.

Quest' ultimo appartiene ad una comunione che proibisce il divorzio; ma l'autorità regolatrice della sua coscienza ha dichiarato che il suo vincolo non esisteva; noi possiam dichiarare senza timore che più non esiste. Allora un Senatus-consulto sarà pronunciato. Negli altri casi sarà dichiarata nulla la domanda, senza che cosa alcuna possa obbligare il senato a pronunciare.

Tale è in ristretto un sistema che io non istenterei a completare ed a verificare nei dettagli, se il principio ne ottenesse qualche suffragio.

Questo sistema è più giusto e più conseguente del vostro; imperciocchè il divorzio civile, il solo di cui la legge si occupa, vi è sempre per tutti assolutamente ed egualmente possibile.

Nel tempo stesso è più morale, più politico, perchè il divorzio vi è sempre perfettamente incerto per tutti, e sottrae a tutti i calcoli, a tutte le speculazioni che sono la sorgente di ogn' immoralità, il veleno della

unione coniugale, la corruzione del pensar degli sposi.

Secondo il mio piano pochissime domande in divorzio avranno luogo a motivo dell' incertezza della riuscita; molto meno ancora i divorzj saranno pronunciati, poichè vi abbisognerà la solennità di un Senatus-consulto; e per un effetto non meno certo, vi sarà un numero assai minore di riparazioni; giacchè bisogna contar di meno tutte quelle, il cui principio sarebbe la speranza calcolata di un nuovo matrimonio.

Finalmente questo sistema semplice, grave, silenzioso mi sembra conciliare, per quanto è umanamente possibile, tutto ciò che si dee all' ordine della società, tutto ciò che indicano la cognizione del cuore umano, il rispetto della libertà, della coscienza e del pubblico pudore.

Esso cancella questa demarcazione sempre odiosa, questa doppia giurisprudenza introdotta da cittadini di uno stesso impero nello stabilimento parallello della separazione per gli uni, e del divorzio per gli altri.

L'autorità prudente, chiamata a pronunciare, è innalzata molto al disopra di ogni

passione, di ogni interesssc, fuori di quello della patria; essa sarà ciò che un' autorità suprema dee essere per gli uomini, una seconda provvidenza.

Non aggiungo che una parola. In Inghilterra, qualunque siasi d'altronde la disparità delle procedure, è necessario un grande atto nazionale per un divorzio; perciò da più di dugento anni non ve ne sono stati dugento. In Francia, ove i tribunali lo pronunciano, nel solo anno decimo, Parigi soltanto ne ha contato più di mille.

Così, o tribuni, in un nobile esercizio della ragione, ma nel silenzio delle passioni, tutti i sudditi e governanti, parti e magistrati, alcune volte differiscono d'opinione unanimi, d'affezioni e di pensieri. Noi travagliamo con una santa emulazione per dare al popolo francese le migliori leggi.

Saremmo ancora destinati ad essere distratti da queste utili occupazioni?

Che! Nè la vittoria, nè la saviezza più grande della vittoria hanno potuto soffocare, disarmare gelose inquietudini!

Certamente, se v' è una nazione felice e florida nelle sue città e nelle sue campagne,

forte per la saviezza della sua amministrazione, brillante per la celebrità delle arti, che sappia apprezzare una pace, che raddoppia ad essa il godimento di tanti beni, questa è certamente la nazione francese.

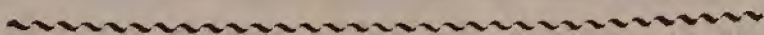
Ma parimente, se havvi una nazione invincibile nel suo coraggio, ferma nelle sue armate, instancabile ne' suoi travagli, piena d'amore e di confidenza in coloro che la dirigono, esaltata dalle memorie, e suscettibile di speranza che debba temere poco la guerra, questa è ancora la nazion francese.

Di che non fu essa sempre capace quando alla coscienza della sua forza unì quella del genio e della virtù de' suoi capi?

Dopo Enrico IV, quest' armonia, questa felice corrispondenza non avevano esistito allo stesso grado: ne avete voi calcolato i risultati, rivali imprudenti e gelosi?

E voi, supremi magistrati, seguitate la strada che vi siete aperta. Vi ringraziamo di una fermezza degna di voi; vi ringrazieremo di una moderazione, che alla testa di un tal popolo non può essere calunniata. Felici d'avere riposta in questa effusione solenne l'espressione di una inalterabile con-

fidenza e di un sacrifizio senza limiti, gli organi del popolo continueranno tranquillamente le loro fatiche costituzionali sotto la guardia potente di quelli che tengono per esso la spada e lo scudo.

Per le ragioni da me dedotte io penso che la legge proposta sul divorzio non possa essere adottata quale si presenta, senza gravi inconvenienti.

DISCORSO

Pronunciato li 30 ventoso anno XI *al Corpo Legislativo dal cittadino* GILLET *(de Seine et Oise), uno degli Oratori del tribunato sul settimo progetto di legge, titolo VI del Codice Civile, relativo al* Divorzio.

QUANDO parlasi di divorzio, è troppo comune il confondere due caratteri della legge, che sono essenzialmente distinti; cioè quello della legge che *autorizza*, e quello della legge che *tollera;* la disposizione che *stabilisce*, e quella che non fa che *limitare* quanto già sussiste.

Nel primo caso l'oggetto del Legislatore è il bene. Nel secondo si occupa soltanto di diminuire la somma del male.

Là egli ha per guida la morale, cioè quel tipo regolatore di quanto i costumi hanno di migliore e di più utile. Qui agisce sui costumi quali essi sono, come quei genj che alcuni filosofi ci rappresentano lottando nelle loro creazioni contro una materia imperfetta e rubella.

A quest' ultima classe appartiene la legge proposta; il suo scopo non è di creare una nuova libertà a profitto delle passioni, ma di fare piuttosto in modo che la libertà naturale, di cui esse abusano, non resti indipendente ne' suoi traviamenti.

Senza dubbio non contemplando nel matrimonio che il principio della sua istituzione, la permanenza è il suo stato, la perpetuità il suo voto, l'indivisibilità fra i due sposi la sua naturale condizione.

Ma considerandolo ne' suoi effetti, come la marcia della società ce lo rappresenta, tutti non corrispondono alla dignità di questo gran contratto: vi sono varj colpi che lo spezzano, e non poche le resistenze che tutte ne rovesciano le fondamenta.

Questi colpi e queste resistenze non saranno in conto alcuno valutate dal Legislatore? Crederà egli che saranno senza pericolo dal momento che avrà proclamato che saranno senza rimedio; e soddisfatto d'avere stabilito con una teoria generale, che l'union coniugale è sempre intera, sdegnerà di occuparsi di ciò che nella pratica altera la sua integrità? Conservare con tali massime, sarebbe un distruggere. Chi non vede in fatti, che ben presto il matrimonio sarebbe così abbandonato all' anarchia di tutte le passioni, e che il principio dei doveri fra gli sposi sarebbe corrotto, dacchè tutti e due collo stesso diritto di esigerli si troverebbero nella medesima impotenza di farseli rendere?

Così fu sempre, per coloro che presiedettero alle istituzioni de' popoli, una cura importante il regolare quale condotta debba esser tenuta riguardo agli sposi che mancano alle condizioni essenziali del contratto destinato ad unirli.

È un pensiero a tutti comune, che bisogna far cessare in tal caso una società, la quale non è più che un' occasione di di-

sordine. E veramente havvi altro mezzo, con cui l'autorità sia capace di operare sopra passioni le quali per la loro attività rinascente, e soprattutto per l'asilo domestico ove si rifuggono si sottrarrebbero continuamente alla sua potestà?

Se dunque i sistemi differiscono per questo riguardo, è solamente sugli effetti e sulla durata che debbono seguire (allorchè addivien necessaria) la cessazione della società coniugale.

Nei paesi dove il celibato stabilito sotto gli auspicj della religione è uno stato rispettato, essendo i matrimonj meno moltiplicati, l'infortunio di quelli che son disuniti vi è ancora meno generalmente sentito; e se accade che debba cessare la società coniugale, i sacri ritiri che la stessa religione protegge, offrono alla donna un asilo onorevole s'ella non è che infelice, una salvaguardia pe' suoi costumi s'è colpevole: si è dunque potuto, senza inconseguenza, in un tal ordine di cose, vietarle la facoltà di contrar nuovi nodi: la situazione in cui ella si trova allora, è quella *della separazione di corpo.*

Nei paesi al contrario ne' quali è più favorito il matrimonio, dove la donna fuori di matrimonio non può pretendere alcuna considerazione, se accade che sia costretta a sortire dalla società coniugale da lei contratta, è conveniente il permetterle di formarne un' altra. Senza di che, cosa sarebbe la sua situazione nel mondo, se non una situazione sempre equivoca agli occhi del pubblico, d'inquietudine ai costumi, e periogliosa per se stessa? Questa facoltà di un secondo matrimonio le è stata aperta col *divorzio*.

Il primo di questi sistemi ha sussistito presso noi finchè hanno sussistito ancora in tutto il loro vigore le altre istituzioni colle quali si unisce, cioè per molti secoli; e conserva eziandio sulle coscienze una grande influenza appoggiata da numerosi ed eloquenti difensori: indipendentemente dalle idee religiose, che lo consacrano, non si può disconvenire che l'indissolubilità che mantiene nel matrimonio non sia un carattere molto imponente, aggiunto alla sua dignità.

Da un' altra parte, il secondo sistema è

quello di un gran numero di famiglie, che la repubblica ha riunite nel suo seno, e sulle quali in oggi si estende l'impero delle leggi francesi.

Da dodici anni ha prevaluto nella nostra legislazione, come meglio appropriato all'ordine attuale delle cose, ove la sola risorsa decente che rimane alle donne contro i mali del matrimonio, è il matrimonio medesimo. Sotto questo rapporto è anche più conseguente con tutti i principj favorevoli alla popolazione; e per questo certamente l'immortale autore *dello Spirito delle leggi* ha detto, *che il divorzio ha ordinariamente una grande utilità politica.*

Fra queste due rivali dottrine, cittadini Legislatori, perchè ci metteremmo noi nella necessità di scegliere? Sceglier l'una, sarebbe un rigettar l'altra; eppure entrambe aver possono grandi vantaggi, secondo i sentimenti, le persone, e le circostanze. Sembra ancora, che concorrendo insieme si tolgano scambievolmente alcuni inconvenienti che potrebbero aver nella pratica, se fossero esclusive. D'altronde la legge che avete proclamata sul matrimonio, ha già stabilito il

principio del *divorzio*; e il vostro rispetto scrupoloso per la libertà delle coscienze vi avverte di non prescrivere la *separazione di corpo*.

Il tribunato discutendo il progetto proposto, si è dunque molto meno prefisso di esaminare qual de' due mezzi era preferibile, di quello che di vedere come fossero stati conciliati, in qual caso, e sotto quali condizioni ambidue avessero potuto essere ammessi.

Il pensiero generale che lo ha occupato in questo esame si è che la società coniugale doveva essere diligentemente conservata, finchè non era evidente che i suoi principali fondamenti fossero già ruinati.

Ora, siccome il primo di questi fondamenti è l'indivisibilità fra gli sposi, bisogna ben penetrarne tutte le conseguenze, e si discernerà chiaramente da quali infrazioni il trattato si trovi rotto.

Questa indivisibilità è quella della famiglia: così la donna adultera rompe il contratto, essa che intorbida con un sangue straniero il sangue del suo sposo, che dee trasmettere a' suoi figli, essa che altera nel

suo principio quest' affezione reciproca che dee unire i fratelli, essa che comprime sino nel cuore del marito questo abbandono al sentimento della natura, ch' è il più dolce incanto della paternità.

Questa indivisibilità è quella della vita domestica: così il marito adultero rompe il contratto, allorchè osa di dividere la sua casa fra la compagna onorevole de' suoi giorni, e la dispregevole complice delle sue proprie dissolutezze. Disgraziato! egli infama con una concorrenza obbrobriosa la dignità legittima della sua sposa, ei converte in affronti gli omaggi che le sono dovuti, ed osa dare egli stesso lo scandaloso esempio della fede violata!

Questa indivisibilità è quella delle affezioni; indivisibilità tale dicono alcuni dotti, che la moglie non dee mostrarsi differente a riguardo di suo marito, come a riguardo di se, nè il marito differente verso sua moglie come verso se stesso. Così quello de' due rompe il contratto, il quale invece dell' interesse che la natura inspira ad ognuno per la sua propria conservazione, non manifesta verso la metà che si è asso-

ciata se non sentimenti distruggitori, o attenti egli alla sua salvezza *con eccessi*, o alla sua sicurezza con *sevizie*, o al suo onore con *gravi ingiurie*.

Questa indivisibilità è quella di tutti i diritti sociali: così rompe il contratto colui, che per sua propria colpa degrada la sua civile esistenza; e tale è la sorte di chi cade in una pena infamante. Ha cangiato egli stesso la natura dell'associazione, allorchè invece di questa catena onorevole, che gli sposi debbono portare insieme, non le lascia più divider seco che la vergognosa catena di un colpevole.

Là si trovano ristrette dalla legge proposta tutte le cagioni per le quali la società coniugale può cessare alla domanda di una sola delle parti. E tutte queste cagioni sono desunte dalla stessa reciprocanza delle loro obbligazioni.

Se in questi diversi casi il trattato perde i suoi effetti, sul reclamo di un solo degli sposi, egli è perchè l'altro ne' suoi attacchi medesimi ha esaurito il diritto che avea di concorrere a formare la volontà comune; la sua condotta è una provocazione anteriore

alla

all' istanza, che ne diventa l'approvazione. Quando la domanda incomincia, già il contratto non è più intero, e l'atto definitivo che dee pronunciare non farà ch' estendere colla legge, fino allo sposo che soffre, una liberazione, dove il suo avversario aveva colle sue proprie infrazioni osato di porre se stesso.

Sotto tutti questi punti diversi il sistema del divorzio e quello delle separazioni vanno insieme; le cagioni che motivano l'uno sono egualmente quelle che motivano l' altro: tutte due esigono un' istanza giuridica: non sono differenti che le forme.

Quelle della separazione non hanno cosa alcuna che le distingua dalle altre azioni civili che riguardano il pubblico diritto; solamente è facile il conoscere, che vi vorrà sempre una prova solenne sui fatti allegati, e che non basterà la ricognizione e approvazione d'ambe le parti; diversamente la procedura non farebbe che coprire un consenso reciproco, che si è voluto almeno rigettare in questa sorta d'azione.

Le forme del divorzio sono infinitamente

più complicate, e vi si osservano quattro gradi differenti.

1. Una verificazione preparatoria e segreta.

2. Una discussione preliminare per esaminare se la domanda sarà ammessa, o rigettata.

3. Una istruzione pubblica e decisiva.

4. L'esame del merito principale della causa, e il giudizio definitivo.

Ognuno di questi gradi è riempiuto da rigorose formalità; è prolungato da intervalli che può regolare la saggia lentezza della giustizia; non è accessibile se non in quanto che la parte istante medesima assiste a tutto ciò che si tratta, e garantisce al giudice colla sua presenza la sincerità delle sue doglianze, e la perseveranza della sua risoluzione.

Con queste sagge misure, la libertà del divorzio non n'è più la licenza, e la nostra giurisprudenza su questa materia ha nuovi limiti, che non conosceva dopo la legge del 1792.

In fatti questa legge accoppiava ad alcune forme meno previdenti un maggior numero di motivi, pe' quali uno solo degli sposi

poteva essere ammesso a far pronunciare il divorzio: tali erano i casi di *demenza* o *furore*, quelli *d'abbandono*, *d'incompatibilità d'umore e di carattere.* Il nostro esame sulla legge proposta sarebbe stato imperfetto, se noi non avessimo usata la diligenza di discutere, perchè queste cagioni di divorzio ancora in oggi esistenti sieno state interdette per l'avvenire.

Lo sposo, il cui spirito si aliena, non è più certamente, sotto il rapporto dell'una delle sue facoltà le più essenziali, lo stesso essere come quello con cui l'unione era stata contratta. Ma in questa crudele alterazione nulla v'ha di suo fatto, nè di sua volontà, e non si può dire ch'egli abbia rotto il contratto. Quando mantiene la sua fede, perchè dunque quella del suo associato rimarrebbe disciolta? E dove sarebbe la sublimità dei doveri del matrimonio, ove la sua dignità, se limitato ad una semplice associazion di piaceri, non fosse molto di più ancora un'assistenza generosa, che due deboli creature si prestano contro tutti i mali dell'umanità, e un reciproco sostegno nella dolorosa carriera della vita?

L'abbandono sembra un motivo più specioso; ma questa parola presenta un'idea complessa: dapprima quella dell'allontanamento ch'è un fatto, e quella dell'abbandono ch'è una intenzione. Ora se il fatto può essere facilmente comprovato, non è così dell'intenzione, che spesso è contraria e quasi sempre equivoca. Da quest'ambiguità possono sorgere pretesti troppo facili per superare gl'impegni del matrimonio; non sono rari gli esempj, e forse la loro moltiplicità ci annuncia abbastanza quale fu l'intenzione del legislatore. Nel tempo delle nostre tempeste politiche volle che restasse una tavola soccorrevole agli avanzi delle famiglie inviluppate nel naufragio. Ma in oggi la calma felice di cui godiamo ci permette di dimenticare questo mezzo come inutile, e di rigettarlo come funesto.

Riguardo *all'incompatibilità* Montesquieu dice che *dove la legge stabilisce cagioni che possono rompere il matrimonio, l'incompatibilità è la più forte di tutte* (1).

---

(1) Questa idea di Montesquieu è perfettamente conforme a quella che le leggi romane ci danno del divorzio; anche secondo l'etimologia stessa del vocabolo; *divortium a diversitate mentium dictum est*.

Come dunque può essere che presso noi sia stata insieme la più frivola e la più abusiva; e da che nasce quel pubblico discredito, che la diffama in tutte le parti? È forse il più profondo de' nostri scrittori politici, od è piuttosto l'esperienza che ci ha ingannati?

Nè l'uno, nè l'altro, cittadini; tutto l'errore deriva dalla legge medesima.

La vera incompatibilità, convien confessarlo, è il più grande degli ostacoli nella società coniugale. Essa non solamente la rompe, ma le impedisce ancora di nascere. Lasciandole tutte le materiali apparenze, le toglie il suo vincolo principale, ch'è quello dei sentimenti e delle affezioni. Due sposi che debbono appartenersi l'uno all'altro interamente restano stranieri, o nemici per le inclinazioni loro, per le loro abitudini, per tutte le facoltà della loro anima. S'è vero che non v'ha matrimonio senza consenso, come potrebbe dirsi ch'esiste una società coniugale là dove questo consenso è rigettato dalla continuazione di un'avversione invincibile?

Ma perchè l'incompatibilità abbia tutti

questi caratteri fa di mestieri che sia costante, che sia profonda, e soprattutto *scambievole*. Cosa potrebbero infatti sulla integrità del contratto le ripugnanze e le contraddizioni che sorgono da una sola parte, quando dall' altra l' armonia è mantenuta dalla pazienza, dalla dolcezza, e da quello spirito di tolleranza e d'indulgenza, che dee ognuno ai difetti de' suoi simili?

Da ciò ne viene che l'incompatibilità fra due sposi non può mai essere dimostrata che *dalla comune approvazione* che ne fanno l'uno e l'altro, e allorchè dopo di essersi reciprocamente con perseveranza sperimentati sentono che il peso d'una vita comune è loro insopportabile.

Ora questo è ciò che non si osservò abbastanza nella redazione della prima legge. In primo luogo si omise di esigere che l'incompatibilità fosse scambievole per operare il divorzio; ed in seguito per una necessaria conseguenza di questa omissione si giunse persino a dire, che bastava che l'incompatibilità fosse, non provata, ma *allegata* da una delle parti. Allora noi abbiamo veduto trasformare in incompatibilità di carattere,

i minimi dispiaceri, i più leggeri disgusti, le semplici contrarietà, e sino i capricci dell'incostanza: esso fu come una sorgente inesauribile, ove tutte le passioni vennero ad abbeverarsi, e che innondò la società di scandali.

Il progetto della legge proposta preserva d'ora innanzi i nostri costumi da una tale inavvertenza; l'incompatibilità ha cessato d'esservi collocata fra le cagioni che possono far pronunciare il divorzio ad istanza di un solo sposo; anzi il giusto pensare dell' autore *dello Spirito delle leggi* n' è stato meglio conservato. Infatti esso trovasi registrato nell'articolo 227 in termini divenuti più chiari e più espressamente caratteristici, sotto le forme del divorzio per *reciproco consentimento*.

A questa sola denominazione sembrami che si alzi una voce in questo recinto, la quale mi dica, che se il reciproco consenso è bastante in questo trattato solenne che forma il matrimonio, non lo è nell'atto che dee discioglierlo. Il contratto matrimoniale non abbraccia soltanto l'interesse degli sposi; v'è anche quello delle famiglie, quello dell' intera società.

Queste giuste sollecitudini non ci sono state straniere: e noi pure abbiamo temuto che il reciproco consenso non fosse un asilo comodo dove verrebbero a rifuggirsi tutti questi dispiaceri de' due sposi, che stanchi l'uno dell'altro urtano contro tutte le barriere per trovar quella che si aprirà ai traviamenti della loro indipendenza.

Ma queste inquietudini hanno cessato alla vista di tutte le precauzioni di cui la legge si è circondata.

Che possa essere provocato il divorzio in via di ripudio in uno di que' movimenti in cui lo spirito è pronto, e l'animo appassionato, la sua natura lo permette, e le lentezze della procedura vi mettono sole un ostacolo.

Ma il divorzio propriamente detto, il divorzio per mutuo consenso dee, secondo l'espressione di Montesquieu, essere un affare di deliberazione e di consiglio; ed è questo uno de' suoi essenziali caratteri, che gli conserva il progetto.

Considerate quali sono quelli che possono domandarlo; la volontà loro passerà per imperfetta, quando non sia accompagnata

da tutte le circostanze che rendono perfetto il consentimento che si dà al matrimonio.

Il marito ha meno di venticinque anni, la moglie meno di ventuno, i loro dissapori vengono imputati alla leggerezza della loro età: non sono neppure ascoltati.

Hanno parenti, voglio dire di quelli che collocati nella linea diretta ascendente conservano sempre sui loro discendenti l'autorità dell' età e dell' esperienza; bisogna che la loro autorizzazione formale sia prodotta. La legge sembra tenere ad essi questo linguaggio: » Quando vi siete uniti, i vostri
» padri sono intervenuti per garantirmi che
» voi consentivate all' unione; fateli compa-
» rire di nuovo avanti di me, onde atte-
» stino che la garanzia loro fu un' erronea
» inavvertenza, e che si sono ingannati co-
» me voi sottoscrivendo questo grande atto
» di famiglia ».

Sono decorsi venti anni dopo il matrimonio, e la donna ha acquistato il suo quarantacinquesimo anno, la legge dice ancora agli sposi: » Non isdegnate sulla stagione
» dell' autunno ciò che fece l'incanto della
» vostra primavera: ove d'altronde trovere-

» ste una stessa costanza e comuni memo-
» rie? Non rigettate il giogo a cui vi siete
» accostumati: non vi è insopportabile, poi-
» chè vi ci adattaste per sì lungo tempo.

Aggiungete a questo tutte quelle discussioni preliminari sugl' interessi sì proprj a raffreddare le passioni, ed a convertire i capricci in serie attenzioni, tutte quelle reiterate dilazioni, quella necessità di moltiplicare le sue confidenze e le sue domande presso gli ascendenti, quella prova anticipata della disunione mediante il ritiro della sposa in una casa convenuta, quelle formalità giudiziarie, la cui lentezza così male si accorda colla turbolenza di desiderj vaganti; e voi conoscerete che nulla fu dimenticato, perchè la maturità della deliberazione risponda della perseveranza delle volontà.

Ma nè queste dilicate forme, nè questo rispettabile intervento degli ascendenti sarebbero ancora una sanzione bastante al reciproco consenso degli sposi, se gl'interessi de' figli non fossero stati conservati con una attenta previdenza. Imperciocchè importa soprattutto pe' figli, che l'unione degli sposi non sia fuggitiva; non sono essi solamente

il frutto del matrimonio; ma ancora per conservarli, per allevarli, per proteggerli è stato il medesimo stabilito come un contratto durevole, e come il principio di un ordine di successione legittima. Così quando il matrimonio è disciolto dalla morte naturale e dalla morte civile, la protezione paterna segue ancora i figli, ed apre in favor loro le risorse dell' eredità. La legge proposta non ha voluto, che queste risorse gli venissero tolte dal divorzio volontario.

Fin dal primo giorno in cui gli sposi autenticamente dichiarano l'intenzione di sciogliere i loro nodi, la proprietà de' loro beni appartiene per metà ai loro figli. E allora il termine imposto dal consenso degli sposi alla perpetuità della loro unione, che altro mai adiviene pei loro discendenti, se non un' immagine del termine che la stessa natura vi avrebbe imposto, e degli effetti che i suoi decreti inevitabili avrebbero prodotti?

In questa disposizione, legislatori, sta la ferma garanzia che non avrà mai luogo il divorzio per consenso reciproco, se non quando sarà divenuto veramente un rimedio necessario ai disordini di una famiglia già disunita.

Così presso i Romani colui che, fuori di certi determinati casi, voleva il divorzio, era obbligato dalle leggi reali a dare la metà de' suoi beni alla sua moglie, ed a consacrare a Cerere l'altra metà; e fu questa la vera cagione per la quale per cinquecento anni niuno si affrettò di usare una facoltà a sì caro prezzo comperata. Gli storici hanno avuto a questo proposito, pei costumi romani, un' ammirazione soverchiamente esagerata. I nostri, per corrotti che si suppongano, avrebbero potuto offrire allo stesso prezzo lo stesso prodigio.

Cessiamo dunque, legislatori, cessiam di temere che il divorzio per consenso reciproco, sottomesso a siffatte condizioni non divenga un pretesto comune e comodo pei capricci della leggerezza. Se havvi fra gli sposi qualche via di rottura approvata dalla pubblica onestà, non temo di dire ch' è questa al disopra di tutte le altre. Ci aggrada e ci giova di pensare, che nella disgrazia delle dissensioni e delle colpe domestiche, vi saranno mezzi per lasciar sussistere il velo che le copre, e per non propagarne l'esempio e lo scandalo nelle di-

scussioni giuridiche. Invano una virtuosa severità reclamerebbe contro queste circospezioni; invano direbbe ch'è salutare l'imprimere ai nostri vizj interni il suggello indelebile della vergogna: invano griderebbe che in tali materie la delicatezza è corruzione, e la circospezione un vil timore del ridicolo: bisogna render giustizia allo spirito francese, a quel principio attivo di onore e di generosità che distingue le nostre maniere e i nostri costumi. Egli è quello appunto che fa temere allo sposo di rendersi il pubblico denunciatore della sua moglie, d'accusare l'amica della sua gioventù, e di coprir d'ignomia la madre de' suoi figli; esso che fa tremare la moglie all' idea di macchiare il proprio pudore col racconto dei disordini di uno sposo, d'infamare il nome che ha portato, e di strascinare avanti ai tribunali l'uomo che l'ha renduta madre. Se sono dissoluti i nostri costumi, permettiamogli almeno di essere ancora nobili e decenti; e per rispetto alla pietà filiale, lasciamo agli sposi, anche quando sono costretti a disunirsi, i mezzi di seppellire con un reciproco consentimento il segreto de' loro torti e la memoria delle loro ingiurie.

Se pertanto questa facoltà del consenso reciproco ha nel divorzio un oggetto così necessario e morale, perchè non trovasi egualmente fra i mezzi della separazione dei corpi? Non è stabilire una ingiuriosa eguaglianza fra quelli, le cui opinioni religiose soffrono coll' idea del divorzio, e coloro ai quali la propria coscienza non permette altra strada per rompere una società disgraziata che quella della separazione?

È sorta questa obbiezione nel tribunato, ed è convenevole il dirvi per quali motivi non si è dovuto fermarvisi.

Questi da principio sono stati desunti dalla natura medesima delle cose; imperocchè due sposi, non ostante che acconsentano scambievolmente a separarsi, non possono farlo senza l'intervento della legge? Non vi trovano alcun ostacolo nella pubblica autorità, purchè dissolutezze notorie non chiamino sopra di essi la sorveglianza. Poche forme autentiche nulla dunque aggiungerebbero agli effetti di una tale separazione, se non di operare ancora la separazione de' beni; ora è facile il vedere che il consenso reciproco così applicato diverrebbe

presso i creditori una troppo facile occasione di frode.

In seguito, considerando la separazione sotto il rapporto delle idee religiose, si sa che queste hanno le loro regole che le dirigono, e che queste regole non comprendono il consenso reciproco fra le cagioni che legittimano nell' interno delle anime la rottura della società coniugale (1). Non è dunque inquietar le coscienze; è anzi rigettare tutti i loro scrupoli, lasciando sussistere nella legge i limiti ch' esse medesime riconoscono alla loro propria indipendenza.

Finalmente, la separazione de' beni per consenso reciproco diverebbe infinitamente più abusiva dello stesso divorzio, perchè nella pratica sarebbe incompatibile colle medesime restrizioni.

Difatti, finchè gli sposi non facessero che

---

(1) Nei paesi, ne' quali vi sono chiostri, può esistere una separazione canonica per mutuo consentimento, quando l'uno degli sposi vuole, o amendue vogliono fare professione monastica. Ma si conosce quanto una separazione così motivata differisca da quella che lascerebbe vivere i due sposi indipendenti in mezzo al mondo.

derogare alle clausole principali del loro contratto senza sciogliere il contratto stesso, sarebbe irragionevole l'esigere da essi quelle condizioni di età, e quel consenso degli ascendenti, che aggiunge tanto peso alla loro volontà quando ha il divorzio per oggetto.

Sarebbe pure irragionevole che due sposi, i quali conservano ancora tutti i loro diritti di famiglia, fossero costretti a lasciare una parte delle loro proprietà ai loro figli; e con questa sola differenza il consenso reciproco introdotto nel sistema della separazione de' corpi vi perderebbe questa garanzia principale, che ne allontana gl'inconvenienti e gli abusi nel sistema del divorzio.

Sarebbe soprattutto irragionevole interdire a questi sposi la facoltà di riunirsi, poichè questa speranza fa ancora sussistere il vincolo. Così potrebbero senza pudore farsi giuoco della società che hanno formata, lasciarla e riprenderla a seconda de' loro capricci; insultante egualmente alla dignità del matrimonio per lo scandalo delle loro divisioni, pei disordini del loro isolamento, e per l'avvilimento che accompagnerebbe la loro

loro medesima riconciliazione; mentre al contrario il divorzio sottomesso alle sagge condizioni che il progetto di legge gl'impone, rende impossibile una seconda unione fra questi medesimi sposi, ed ambidue pronti a consumare la loro rottura sono ancora trattenuti da questa idea, ch'è irrevocabile una tale rottura, e che il loro reciproco addio è un addio perpetuo.

Ma ciò ch'è particolarmente degno di considerazione si è che una certa forza della pubblica opinione, e l'influenza salutare delle idee religiose sono eziandio per molti di un contrappeso che fa sopportar loro la società coniugale, piuttosto che ricorrere al divorzio, per cui potrebbero sciogliersa. Al contrario la separazione de' corpi che concilierebbe insieme gli onori del matrimonio colle attrattive di una vita indipendente; che lascerebbe sussistere tutti i diritti di sposa, senza imporre altri doveri verso il marito che quello di portarne il nome; che permetterebbe di far pompa della fedeltà religiosa non osservando la fedeltà coniugale: la separazione, io dico, diverrebbe ben presto un'usanza perversa, il cui torrente

strascinerebbe tutto ciò ch' è sul pendío della licenza.

Questa licenza, Legislatori, vedrà a diseccare, col progetto che vi è sottomesso, l'una delle sue più feconde sorgenti. Felici gli sposi, se tutte le precauzioni colle quali siete per circondare il divorzio, abbastanza gli avverte, ch' è meno una facoltà che un rimedio, e che ogni rimedio suppone sempre un male quando non n'è uno egli stesso! Più felici, se vedendo nella legge il quadro de' traviamenti che percuotono la società coniugale, ne concepiscono bastante avversione per mantenere costantemente l'unione alla quale hanno appoggiata la loro comune esistenza.

ESTRATTO

Del discorso pronunciato li 30 ventoso anno XI *al Corpo Legislativo dal cittadino* Treilhard, *dopo che l'Oratore del tribunato ebbe presentato il voto di quest' autorità per l'approvazione del progetto sul* Divorzio.

Le cagioni del divorzio desunte dall' adulterio e dal mutuo consentimento sono state combattute.

Non si vorrebbe che l'adulterio fosse annoverato fra le cagioni del divorzio, non perchè non conoscasi la legittimità di questa cagione, ma si teme lo scandalo di una discussione, e trovasi più morale, e meno pericoloso il sopprimere in questo caso l'azione, di quello che ammetterla: si propone d' imitar la saviezza de' Romani, che non avevano pronunciato pene contro certi delitti, perchè li riguardavano come impossibili.

Converrò sinceramente, che se l'adulterio fosse ancora inaudito fra noi, come il par-

ricidio fra i Romani all'epoca di cui si parla, il loro esempio sarebbe di un gran peso.

Ma le buone leggi si fanno colla ragione, e non coll'immaginazione: i legislatori non possono chiuder gli occhi su tutto ciò che li circonda, nè possono supporre che mali troppo reali non esisteranno più, perchè avranno fatto sembiante di non avvedersene. Quali conseguenze fatali risultar potrebbero dall'abolizione della cagione d'adulterio! Non si può pensare senza inorridire all'unione *forzata* di due sposi, l'uno de' quali porta il delitto nel fondo del suo cuore, e l'altro la disperazione ed il risentimento del più vivo degli oltraggi, di due sposi cioè che racchiudono in se stessi il principio di tutti i disordini e di tutti i delitti. Ecco pertanto ciò che produrrebbe la soppressione della cagion d'adulterio.

Si è detto relativamente al divorzio per consenso reciproco, che potrebbe mascherare cagioni colpevoli di rottura: *ma da quando in qua appartiene al ministero delle leggi il nascondere i delitti?*

È impossibile il tacere ad un rimprovero che ha per oggetto di rappresentare la leg-

ge come *d'accordo col delitto*. In qual codice si è mai trovato che la legge forzasse una persona oltraggiata, assassinata, a portar le sue lagnanze avanti ai tribunali? Qual religione ha proibito, o di condonare un' offesa personale, o di contentarsi di una riparazione, che mette al coperto una vittima senza esporre la testa del colpevole? E se il colpevole è uno sposo, un figlio, un padre, ditemi se in tutto il mondo esiste una legislazione così barbara per costringere il padre, il figlio, lo sposo a strascinarsi scambievolmente al patibolo, perchè la loro legge avrà proibito ogni altro mezzo per provvedere diversamente alla lor sicurezza?

Certamente un delitto dà luogo ad un' azione pubblica, e ad un' azione particolare. Abbia il suo caso l'azione pubblica allorchè il delitto si è manifestato; ecco ciò ch'esige l'ordine sociale: che la persona provocata possa condonar la sua ingiuria: che abbia il diritto di coprire con un denso velo l'offesa che le fu personale; ecco quanto approva la morale, il che non fu mai dall'interesse sociale vietato.

Si dirà ch' è bene di perdonare interamente la sua ingiuria, ma che non dee esser permesso alla persona capace di questo atto di generosità di precauzionarsi per l'avvenire, che la morale non le lascia altre risorse per preservare i suoi giorni se non che quella di far cadere la testa del colpevole, perchè il tacere in simili circostanze, si è un mettersi *d'accordo col delitto?*

No, cittadini legislatori, questa morale di sangue non fu mai quella di alcun popolo: essa non sarà mai la vostra: l'azione pubblica verrà esercitata con tutto il suo rigore, quando il delitto sarà conosciuto; ma la legge non isforzerà mai una vittima a portar doglianze: non riguarderà mai come complice, come d'accordo col delitto colui che sarà capace di un perdono generoso: non esisterà mai una simile opposizione fra le regole del nostro diritto, e quelle della morale. Questo generoso perdono è forse un sacro dovere per gli sposi: e sarebbe atroce quella legge che impedisse, e che ancora non agevolasse la pratica di questo dovere.

Ma perchè, mi si dice di nuovo, perchè

ammettere il divorzio per consenso reciproco quando vi sono i figli? Perchè? perchè se questa cagione è qualche volta ammissibile, essa è molto più necessaria quando vi sono figli.

Non dee allora lo sposo aver riguardo al suo onore personale soltanto, ma ancora a quello de' figli. Quale orribile prospettiva per loro, se uno degli autori de' loro giorni non può sottrarsi alla barbarie dell' altro senza condurlo al patibolo?

D'altronde l'esistenza de' figli fornisce in se stessa nuove garanzie contro l'abuso del consentimento reciproco, poichè gli sposi sono costretti in questo caso di spogliarsi della metà de' loro beni.

L'articolo che proibisce ai divorziati di contrarre insieme un nuovo matrimonio, ha pure incontrato delle contraddizioni; questo è, si dice, un chiuder la porta al pentimento: non è giusta nè morale questa disposizione.

Sembrami al contrario, cittadini Legislatori, che vi sia stato dimostrato essere questo articolo giusto, morale, e sopra tutto politico.

Non bisogna che l'opinione possa indebolirsi sulla natura di un'azione in divorzio; essa è un rimedio a un gran male, ma non è che un rimedio, e un rimedio che non si può applicare con troppa riserva.

Quelli che hanno meditato sulle forme, sugli ostacoli, de' quali quest'azione trovasi imbarazzata, debbono essere necessariamente convinti, ch'è quasi impossibile che un divorzio sia ammesso senza una cagione assoluta, cioè quando non vi sarà una dimostrazione completa di questa verità, che la vita comune fra gli sposi è insopportabile. Ma acquistatasi l'intima persuasione di una tale trista verità, quale sarebbe l'oggetto di un secondo matrimonio? Non sarebbe esso più tempestoso del primo?

Del resto, qual sarebbe l'effetto di una legge che autorizzasse gli sposi divorziati a riunirsi? La pubblica opinione sulla natura dell' azione in divorzio per ciò sarebbe presto o tardi corrotta. Una domanda che si assueferebbe a riguardare come una prova, si azzarderebbe con maggiore facilità. I testimonj mancherebbero meno di compiacenza per favorire un successo che non sa-

rebbe irrevocabile: gli stessi giudici non proverebbero nel fondo del loro cuore per una misura, la quale non sarebbe che passaggera, quel sentimento penoso di cui debbono esser ripieni, allorchè bisogna pronunciare un divorzio, ed infine si finirebbe coll' abusar del divorzio come si era altre volte abusato delle separazioni; imperciocchè tale è sgraziatamente la marcia dello spirito umano.

Si è dovuto prevedere il male; si è prevenuto. Gli sposi sapranno che il vincolo che li unisce sarà disciolto per sempre; non potranno più riguardare il ricorso al divorzio, come una prova, come un mezzo di riformare le prime convenzioni matrimoniali, di cui non fossero soddisfatti; ed è già questo un gran bene, perchè in tal maniera si troveranno prevenute molte domande in divorzio.

I tribunali non potranno ingannarsi sull' oggetto della legge, sulla severità che dee dirigerne l'applicazione; sapranno di dover pronunciare sulla sorte degli sposi per tutta la loro vita; e questa grande considerazione conserverà nel cuore de' magistrati un reli-

gioso spavento, che non permetterà loro d'ammettere le domande in divorzio se non quando l'assoluta necessità ne sarà ben dimostrata.

Infine si sono fatte lagnanze perchè il consenso reciproco non era annoverato fra i mezzi di separazione de' corpi; non si trova soverchio il consenso reciproco fra le cagioni del divorzio; si lagna per non vederlo nel numero delle cagioni di separazione, e si presenta questa obbiezione come una specie d'inconseguenza nel progetto.

La legge sul divorzio è una legge tutta politica. È ammesso il divorzio come politicamente preferibile alla separazione. Non si è distrutto, neppure si è avvicinato a ciò ch'era stato detto su questo proposito nei motivi.

La separazione de' corpi è proposta per quelli, la cui religiosa credenza rigettasse il divorzio: non bisognava esporli senza risorsa alle disgrazie di un giogo troppo insopportabile., e lasciarli tra la disperazione e la morte.

Ma quanto sono differenti gli effetti di queste due azioni!

Il divorzio rompe il vincolo coniugale, la separazione lo lascia sussistere. Già voi abbracciate con un' occhiata le diverse conseguenze che debbono risultare da due azioni così differenti.

Il divorzio rompe il vincolo conjugale.

Ha dunque abbisognato sottomettere un' azione di questa importanza ad una procedura lenta, lunga, imbarazzata di difficoltà e di sacrifizj; che offre ai giudici potenti mezzi per riavvicinare gli spiriti, per isviluppare le cagioni secrete che fanno mover gli sposi, per far cadere finalmente un' azione che non si dee ammettere, se non è dimostrato ch' essa è necessaria: tutto è calcolato in questa marcia, di modo che ciascun passo offre una garanzia reale contro l'abuso del mutuo consentimento.

Ma la separazione lascia sussistere il vincolo coniugale; non bisognava dunque sopraccaricare quest' azione d'imbarazzo e di sacrifizj imposti all' azione molto più grave del divorzio; e niuno si è lamentato della diversità delle procedure nelle due specie. L'azione in separazione è un' azione ordinaria che si continua come tutte le altre;

per conseguenza non si è potuto, nè dovuto porre il consenso reciproco nel numero delle cagioni di separazione, perchè l'istruzione non potrebbe presentare alcuna specie di garanzia contro l'abuso di questa cagione. Il consenso reciproco, nel caso delle separazioni, sarebbe una larga porta interamente e sempre aperta al capriccio, alla leggerezza, all' incostanza, senza alcuna specie di preservativo contro i loro effetti; e siccome la separazione del corpo trae seco di diritto quella de' beni, due sposi di mala fede troverebbero ancora nel loro reciproco consentimento un mezzo infallibile di ruinare tutti i loro creditori.

Così non havvi inconseguenza alcuna da rimproverarsi al progetto, e nella natura stessa delle due azioni trovasi la ragione della differenza delle cagioni che vi danno luogo.

Non sono sorpreso delle opposizioni colle quali è stato attaccato: non v'è materia sulla quale i pregiudizj, le passioni, lo spirito di partito abbiano dovuto agitarsi con maggiore violenza. Ma voi siete al disopra di tutte queste agitazioni, ed alla vostra ragione il

progetto vien presentato: non è stato attaccato da alcuna obbiezione fondata ed insolubile contro i suoi dettagli; non è combattuto se non che da vaghe declamazioni, che colpiscono principalmente il divorzio in se stesso. Non è questa o quella disposizione del progetto che offende; è il divorzio che non si vuole; e siccome avete convertito in legge il principio, nell' impossibilità di attaccarlo in oggi direttamente e con successo, si tornano ad attaccare come si può partitamente tutti i luoghi comuni che si erano raccolti contro la sostanza dell' istituzione.

Si abuserà del divorzio! Eh! di che non si è abusato? Qual istituzione potrebbe sussistere, se la possibilità dell' abuso bastasse per farla proscrivere?

Vi sono stati mille divorzj nell' anno passato! Non ne so cosa alcuna. Che prova questo? Che la legge sotto la quale viviamo dopo dieci anni non è buona, del che tutti convengono; ma ciò prova pure che v'è una grande inconseguenza a voler prolungare l'impero di una legge che si riconosce cattiva, col rifiuto di una legge che si è costretti a riconoscere molto migliore.

Si sono proposte disposizioni più perfette per rimpiazzare quelle che si attaccano? Certamente è ben chiaro che qualunque legge sul divorzio non otterrà un' approvazione universale, perchè questa materia è il campo di battaglia di diversi partiti.

Ma voi non esaminate se tutti approvino ciò che vi è presentato: voi esaminate se si disapprovi per ragioni gravi ed irrevocabili: non ne ho intese di questa natura, e se convien dirlo, le obbiezioni che sono state fatte in sensi molto differenti sono anche esse sicuri garanti, che il progetto non ha lusingata alcuna passione, nè alcun partito.

Quelli che non volevano il divorzio, trovano che se n'è renduto troppo facile l'uso; tutto è perduto se noi vogliam creder loro ed ognuno divorzierà.

Quelli che volevano l'abuso del divorzio, esclamano che se n'è imbarazzata la marcia d'insuperabili difficoltà; tutto secondo loro è perduto, e niuno divorzierà.

Da questi sì opposti rimproveri mi credo in diritto di concludere, che il governo in una materia così dilicata non ha sorpassata una giusta misura, e che si è tenuto nei limiti che la saviezza gli prescriveva.

LOI

Relative aux Divorces prononcés ou demandés avant la publication du Titre VI du Code civil.

(du 26 germinal an XI.)

Tous divorces prononcés par des officiers de l'état civil, ou autorisés par jugement avant la publication du titre du code civil relatif au divorce, auront leurs effets conformément aux lois qui existoient avant cette publication.

A l'égard des demandes formées antérieurement à la même époque, elles continueront d'être instruites, les divorces seront prononcés, et auront leurs effets conformément aux lois qui existoient lors de la demande.

MOTIVI

DELLA LEGGE TRANSITORIA SUL DIVORZIO.

Prima della rivoluzione la legislazione francese non offriva agli sposi, ai quali la vita comune era insopportabile, altra risorsa che la *separazione di corpo.*

Tutti i buoni spiriti riconoscevano sin d'allora l'insufficienza e gli abusi di questa incompleta istituzione; ma la legislazione che ammetteva come dominante ed unica una religione, il cui dogma consacra l'assoluta indissolubilità del matrimonio, non poteva accordar d'avvantaggio.

Uno de' primi benefizj della rovoluzione è stata la libertà dei culti; e l'ammissione del divorzio è stata una delle prime conseguenze di questa libertà. Ma una troppo facile legislazione aprì la porta a nuovi abusi, e questa istituzione domandata dalla filosofia non fu che troppo spesso, soprattutto nel suo nascere, uno strumento dell' immoralità ed un mezzo di depravazione.

Istrutti dall' esperienza piucchè secolare della rivoluzione; disprezzando i clamori e le

le esagerazioni opposte di tutti i partiti; potendo nel silenzio di tutti i pregiudizj apprezzare l'istituzione in se stessa, ciò che la giustizia esige, che la morale consiglia, e che permettono i costumi e le abitudini di questa grande nazione, voi avete nella vostra seduta dei 30 ventoso scorso ammesso il nuovo progetto di legge sopra il *Divorzio*; ed oramai questa istituzione, saggiamente ristretta e modificata, circondata di forme severe, non avrà più che una salutare influenza, e non si presenterà più se non che sciolta da tutti i suoi abusi.

Era ben evidente che proponendo così alcune restrizioni, nuove modificazioni, creando nuove forme, il legislatore non disponeva che per l'avvenire, e che la sua intenzione non potea essere d'applicare al passato la nuova legge.

E certamente per poco che si fosse seguita la marcia del governo, e studiato il carattere delle sue istituzioni, doveva essersi riconosciuto che per preparare la felicità della futura generazione, il governo non vuole sacrificar mai la generazione presente. Egli ignora l'arte facile e pericolosa di fare

il bene con violenza: non già col circondarsi di ruine, nè in mezzo agli avanzi vuol egli innalzare un tempio alla sicurezza.

Sa che il legislatore, il quale vuole assicurare alle leggi che propone un rispetto religioso, dee egli stesso predicare l'esempio, mantenendo pel passato gli effetti delle leggi che forma per l'avvenire. Dare alle leggi riformatrici un effetto retroattivo sotto pretesto che le leggi riformate consacravano grandi abusi, sarebbe un proclamare che ciascun individuo non dee eseguire la legge se non che quando avrà pronunciato egli stesso sulla sua bontà; sarebbe un rovesciare tutte le transazioni, rendere tutte le proprietà incerte, tutti i diritti dubbiosi.

Quando tutti i giureconsulti e tutti i pubblicisti non proclamassero con un' ammirabile unione questa consolante verità, non basterebbe consultare i fasti della nostra rivoluzione per professarla, e riconoscere che l'epoca in cui l'effetto retroattivo è stato introdotto nella nostra legislazione civile e criminale, è un' epoca di turbolenza e di desolazione, in cui la fortuna, la libertà, la vita di ognuno di noi era alla discrezione del più oscuro denunciatore?

E senza dubbio perchè in questi tempi di turbolenze da cui sortiamo appena, questa verità in oggi sì religiosamente rispettatata è stata più audacemente calpestata, voi trovate alla testa del Codice civile, sotto l'articolo 2 del *titolo preliminare*, la dichiarazione seguente, che la sua evidenza doveva senza questo motivo dispensare da qualunque pubblicazione.

» La legge non dispone che per l'avve-
» nire; essa non ha effetto retroattivo ».

E forse questa solenne professione di fede, forse questa regola di condotta messa in testa al Codice di cui la legge sul divorzio fa parte, poteva condurre a riguardar come inutile la legge transitoria, il progetto della quale vi è stato presentato. Ma il go verno è stato istrutto che sorgevano dubbj; che molti buoni spiriti, rispettando il principio della *non retroattività*, allorchè si agiva delle altre disposizioni del Codice, credevano ciò non ostante che questo principio non dovesse ricevere applicazione quando trattavasi della legge del divorzio, di cui esageravano gli abusi; che altri credevano che applicar la nuova legge alle istanze intro-

dotte non era retroagire, perchè pensavano che il diritto non era acquistato per mezzo della domanda formata: infine il governo non ha potuto dissimulare che allorchè si tratta di una legge sul divorzio, *l'interesse, le passioni, i pregiudizj, le abitudini, motivi di un altr' ordine, sempre rispettabili per la sorgente medesima dalla quale derivano, presentano, se è permesso di dirlo, a ciascun passo nemici da combattere* (1); che questi stessi nemici possono ricomparire e traviare l'uomo debole quando si trattasse di applicare la legge promulgata; ed ha pensato che una legge transitoria e speciale nella quistione del divorzio, poteva sola far tacere tutti gl'interessi, dissipare tutte le incertezze, calmar tutti gli scrupoli e togliere ogni rifugio alla mala fede.

Nella sua disposizione generale, il progetto di legge che vi presentiamo, applicando il principio proclamato dall' articolo 2 del Codice, pronuncia che il diritto risultante dalle legge antica viene acquistato da quello che ha fatto uso di questo diritto

---

(1) Discorso del Consigliere di Stato Treilhard.

anteriormente alla pubblicazione della legge nuova, e che non è acquistato che da lui.

E primieramente è chiaro che questo diritto, il quale non può nascere se non per la domanda d'uno degli sposi, non è nella specie acquistato se non da colui, che con una domanda formata ha dichiarato che voleva farne uso. Il silenzio degli altri equivale ad una rinuncia formale, e sono sottomessi all' impero della nuova legge.

Questo diritto è acquistato da colui che ha formata la domanda, come tutti i diritti che nascono dalla disposizione delle leggi per l'effetto della legge medesima che, in tesi generale, investe del diritto ch'essa dà l'individuo che ignora la sua esistenza, e ne lo investe suo malgrado.

Si direbbe, che quando trattasi di divorzio, il diritto non è acquistato se non col giudizio che lo pronuncia, e dopo adempite le formalità volute dalla legge? Si annuncierebbe un grand'errore; imperocchè infine queste formalità, queste dilazioni ricercate, questo giudizio sono pel divorzio ciò che sono le dilazioni, le formalità, il giudizio per le altre azioni. Nell' uno e nell' altro

caso il giudizio non dà il diritto, e non fa che dichiarare la sua esistenza. Nell' uno e nell' altro caso le dilazioni, le formalità che precedono il giudizio, ed il giudizio stesso, concernono la polizia giudiziaria, e sono estranei alla sostanza del diritto che deriva dalla legge.

E questa comparazione è tutta in vantaggio dell' azione in divorzio, perchè il giudizio ad intervenire su tutte le altre azioni è sempre problematico, sempre indipendente dalla volontà di quello che ha diretta l'azione, e molto spesso contrario a questa volontà; laddove nell' azione in divorzio, in quella almeno che aveva per motivo *l'incompatibilità*, la volontà del postulante era la sola regola dell' atto che terminava la procedura: le dilazioni, le formalità, le assemblee de' parenti, non erano che mezzi tendenti alla conciliazione: questi nulla potevano contro la volontà costantemente manifestata, che riceveva alla fine la sua esecuzione: di modo che l'atto che coronava tutta questa procedura neppur era un giudizio pronunciato da un tribunale, ma una dichiarazione ammessa da un uffiziale dello stato civile.

Chi oserebbe negare che in una simile specie l'applicazione della nuova legge nella procedura introdotta secondo l'antico diritto non fosse un effetto retroattivo evidente?

E qual ne sarebbe il risultato? La riunione forzata di due esseri, l'uno de' quali ha dichiarato solennemente un odio, un' eterna guerra all' altro; che non ha fatto questa solenne ed irrevocabile dichiarazione, se non sotto la fede che sarebbe ammessa, e che non potrebbe in alcuna maniera essere rigettata od elusa. Certamente, quello de' due sposi, che per l'effetto retroattivo dato alla nuova legge rientrasse sotto il giogo dello sposo che avesse sì gravemente offeso, non potrebbe forse con ragione rimproverare al legislatore di avergli teso un laccio terribile? Senza la vostra legge, potrebb' egli dire, senza l'assicurazione che la mia volontà una volta manifestata sarebbe ammessa, mi sarei ben guardato di formare una domanda in divorzio, avrei sopportato le mie pene senza lagnarmi, e non avrei aggiunto a tutti i dispiaceri che avvelenavano la mia vita questo torto irreparabile, irremissibile, risultante dalla domanda che ho formata.

Osservate, Legislatori, che se l'effetto retroattivo potesse annichilire così l'effetto delle domande introdotte, e che non sono giudicate, potrebbe per una necessaria conseguenza annichilire l'effetto di tutti i giudizj che non sono passati in forza di cosa giudicata, tutti i giudizj per difetto, se le dilazioni per formare opposizione non sono spirate; tutti i giudizj contradditorj, se si è ancora nella dilazione per l'appellazione. Calcolate tutto ciò che da una parte la vendetta, e dall'altra il timore potrebbero allora produrre di liti, di torbidi, di desolazione.

Non è già il tutto: e se la nuova legge dovesse sola regolare i diritti aperti per le domande formate prima della sua pubblicazione, se dovesse regolar sola i diritti non consumati che sono aperti dai giudizj renduti sotto l'impero dell'antica legge, due gravi inconvenienti, due ingiustizie manifeste sarebbero ancora la conseguenza di una somigliante teoria.

La nuova e l'antica legge annoverano l'adulterio fra le cagioni determinate del divorzio: ma la nuova legge infligge una

pena

pena di detenzione, di cui non parlava l'antica. Se dunque una domanda in divorzio fondata su questo motivo, introdotta prima della pubblicazione della nuova legge, fosse in oggi pendente avanti i tribunali, e se si applicasse alla contestazione la legge nuova, il giudizio infliggerebbe a un delitto commesso anteriormente alla legge la pena pronunciata da questa legge, cioè introdurrebbe l'effetto retroattivo nell' applicazione delle pene.

L'antica legge permetteva agli sposi divorziati di riunirsi col vincolo di un nuovo matrimonio. Questa disposizione era la sorgente di gravi abusi; ma essa era forse necessaria per correggere vieppiù la funesta facilità, colla quale la legge permetteva il divorzio. La nuova legge che ha riformato tutti gli abusi, la nuova legge che ha rigettato i motivi *d'incompatibilità d'umore*, e che ha circondato il divorzio di barriere, che il capriccio e la leggerezza non potranno più superare; questa legge che non vuole che si prenda giuoco del divorzio, perchè non vuole che si prenda giuoco del matrimonio, ha pronunciato che gli sposi una volta divorziati non potrebbero più riunirsi.

Regolare colla nuova legge i diritti risultanti dai giudizj che sotto l'impero dell'antica legge hanno pronunciato il divorzio, sarebbe consacrare una grande ingiustizia.

Non si può primieramente negare, che si darebbe alla nuova legge un effetto retroattivo evidente; fa d'uopo riconoscere in seguito, che si applicherebbero ad una legge troppo facile disposizioni che non convengono se non alla legge divenuta più severa; ciò sarebbe non conservare che gli abusi dell'antica legge, e privarla del solo mezzo che resta di diminuirne il numero.

A questi motivi ricavati dal diritto e dalla natura delle cose bisogna aggiungerne un altro non meno importante, desunto dalle circostanze e dagli avvenimenti della rivoluzione. Il Governo non ha potuto dissimulare, che sotto la fede di una riunione permessa dalla legge, alcuni sposi separati dalla tempesta rivoluzionaria non hanno avuto ricorso al divorzio, che per carpire la lor fortuna alla devastazione; molti fra loro si trovano ancora momentaneamente nella impossibilità di ristringere legami che la sola prudenza aveva disciolti: la pubblica

morale rigetta l'idea d'eternare una siffatta separazione, e la legge conserverà i nomi e i diritti di sposi a coloro, che il Governo giudica degni di ricuperare in fine i titoli e i diritti di cittadini.

Questi motivi sono stati esposti dal Consigliere di Stato Réal.

ESTRATTO

Del Discorso pronunciato li 28 Germile an. XI. al Corpo Legislativo dal C. SAVOYE-ROLLIN *Oratore del Tribunato, sul progetto di legge concernente gli effetti dei Divorzj pronunciati avanti la promulgazione del Titolo del Codice Civile sul* DIVORZIO.

La prima disposizione che garantisce ai divorzj l'amministrazione delle leggi sotto le quali si sono effettuati, porta seco un diritto così evidente per se stesso, che sembrerebbe di non avere bisogno d'essere espresso: però questa precauzione legislativa non è senza motivo. Possono esistere in quel momento divorzj che siano stati pro-

nunciati, e non ancora eseguiti; o altri ammessi per giudizio e non per anche pronunciati dall' uffiziale dello stato civile; può anch' essere che lo sposo postulante abbia trascurato di comparire avanti a lui nei termini prescritti; infine si potrebbero citare giudizj non ancora passati in forza di cosa giudicata: non è essenziale in queste diverse occorrenze di prevenire le controversie che l' interesse o le passioni non mancherebbero di suscitare? Una legge precisa fa tacere tutte le interpretazioni divergenti, soffoca il germe della contrarietà dei giudizj.

La seconda disposizione assoggettando alle antiche leggi la sorte delle domande in divorzio ch' esse hanno veduto nascere, tronca il nodo di una quistione litigiosa, e sulla quale importava di fissarsi. Si sarebbe forse sostenuto che annullare una semplice domanda non era retroagire, e che questa non formava un diritto acquistato se non in quanto questo diritto era già devoluto nella sua pienezza a quello che lo reclamava. Così per esempio la legge dei 17 nevoso aveva un effetto retroattivo, quando impadronivasi delle successioni aperte per ricom-

ricomporle a suo piacimento; ma la sua azione era regolare allorchè si limitava a cangiare i diritti puramente avventizj: nel primo caso essa distruggeva il possesso, o il formale diritto di possedere; nel secondo non troncava che una speranza. Questa distinzione non si applicherebbe alle domande in divorzio? E il progetto di legge non è una prova incontrastabile che si è temuto? Da ciò ne viene che bisogna esaminar meno la quistione della retroattività di quello che il progetto della stessa legge; poichè se questo è ammesso, la quistione è sciolta, e lo sarà se alte considerazioni, se l'ordine pubblico e la tranquillità delle famiglie la sollecitano. Riduciamoci dunque a quest' ultimo termine. La legge proposta è utile? Il Tribunato ha in essa riconosciuto questo doppio carattere.

La legislazione anteriore ammetteva diverse cagioni di divorzio, fra le quali particolarmente si nota l'allegazione d'incompatibilità d' umore. Si sa ch' essa ha fondato la maggior parte delle domande in divorzio; queste domande sarebbero ora distrutte e dalla proibizione della cagione e

dai cambiamenti intervenuti nel modo di procedere? Si riabiliteranno questi indistintamente e senza scegliere tra i divorzj reclamati dal profondo sentimento di una vita comune insopportabile e quelli che non sono che il desiderio di una vana leggerezza di cuore? L'impossibilità precisamente di un somigliante esame rendeva la domanda per incompatibilità così pericolosa: lo sposo capriccioso si presentava avanti i tribunali collo stesso apparecchio di dolore dello sposo realmente oppresso dal peso delle sue disgrazie; scoprivasi la falsità delle sue allegazioni, la menzogna superava l'evidenza, bisognava riceverla come la stessa verità. Se dunque sin dall'origine di queste sorte di domande non v'era alcun mezzo per verificarle, come si vorrebbe tentare al presente? D'altronde, non deesi convenire che la giudiziaria pubblicità che circonda le une e le altre, le mette allo stesso livello? Che cosa sperare dall'unione di quegli sposi che hanno apertamente manifestata la loro antipatía e la loro incostanza? Qual'è la pace durevole che potrebbe riattaccarsi a simili manifesti? Se i loro primi torti so-

no stati frivoli, non gli hanno essi aggravati col tentativo clamoroso di una eterna separazione? Furono certamente troppo deboli allorchè si abbandonarono all' impetuosità di un movimento non riflettuto; ma la loro imprudenza era l' opera della legge medesima: non imponendo alcun freno al diritto di ripudiare, gl' invitava a servirsene: affrettava la corruzione del loro cuore: gli traeva in un laccio funesto: e se tutt' ad un tratto una nuova legge lo stringeva irrevocabilmente sotto i loro passi, questa legge sarebbe così crudele per la sua aspra severità, come era immorale la prima per la sua eccessiva indulgenza. Sarebbe dunque inumano insieme ed ingiusto il punirli de' falli che la legislazione divideva con loro. Non separiamo gli errori che commettono gli uomini dalle circostanze che gli hanno prodotti, trascinati; e quando le leggi eccitano la depravazione generale de' costumi, le virtù private sono prodigi, pochi uomini ne sono capaci: la folla si precipita in disordini per così dire autorizzati, e che sembrano offrirgli tutte le gioie della vita.

È dunque giusto questo temperamento,

che va a rendere questi sposi i proprj arbitri della loro sorte: se alcuni atti di ostilità non cancellano in essi la memoria delle loro primiere affezioni, non useranno di un rimedio che la legge non ha intenzione di applicare se non a mali disperati; se una invincibile ripugnanza li domina, scioglieranno un legame fatale; e se sono ancora infelici non potranno imputarlo alle nostre leggi. L'oggetto del matrimonio è la felicità della famiglia, e la riproduzione degli esseri; sotto questi due rapporti la società ha il più grande interesse a favorire i matrimonj e a mantenerne i buoni. Dovrà essa egualmente perpetuare i cattivi? Non l'ha mai pensato. Ma l'inganno era di rimettere alle stesse passioni il giudizio di un fatto che esse sole oscurano. L'incanto dell'unione coniugale non si forma da que' piaceri tumultuosi che sono l'ebrietà nel godimento; ei si alimenta di quei sentimenti teneri e dilicati che sono il riposo nella felicità: il matrimonio non è uno stato felice che in quanto è uno stato permanente: non faceva dunque di mestieri l'abbandonarlo senza difesa alle volontà variabili del cuore umano.

Questa inavvertenza sarebbe prontamente riparata dalla vostra legge sul divorzio, se noi non fossimo ancora i tributarj dei nostri precedenti errori ; essi han penetrato nel corpo della legislazione ; sarebbe un nuovo male lo sradicarli con violenza. Si oppone il bisogno pressante di ristabilire i costumi : ah guardatevi di oltraggiarli rimettendo sotto un giogo indistruttibile gli sposi che lo avevano rotto per metà! Temete che passata l'antipatia e l'odio non ricorrano a passioni più perverse, e non andate ad esigere patiboli per punire delitti che voi avreste fatti commettere, non volendo vendicare che i costumi. Non consigliamo mai agli uomini questi passaggi improvvisi da un ordine di cose ad un altro tutto contrario. Il bene più positivo dell'organizzazione sociale è nell'incertezza che ha ognuno di noi di poter godere domani de'diritti de' quali ha fatto uso nella vigilia, di trovare nella permanenza delle leggi quella sicurezza che lo rende padrone del presente, e lo arricchisce di tutte le prospettive dell'avvenire, di essere almeno assicurato che se cangiano le leggi, esse non di-

struggeranno le vestigia delle leggi anteriori, e rispetteranno quanto avevan protetto.

Da queste diverse considerazioni si dee concludere che la proposta legge ha la sua utilità pubblica ed evidente in quanto essa evita le commozioni che d'ordinario producono le riforme inopinate, in quanto addolcisce e rende impercettibile il passaggio di una legislazione che cessa al cominciare di un'altra; essa è di una ingiustizia non meno palpabile in quanto conserva a quelli che hanno manifestato la volontà di divorziare, tutte le condizioni senza le quali non l'avrebbero forse intrapreso: questo è sopra tutto incontrastabile riguardo a quegl'individui che hanno intentato il divorzio per cagioni attualmente soppresse, quali sono l'abbandono e l'assenza.

Loi du 2 germinal an 11.

TITRE SEPTIÈME.

De la Paternité et de la Filiation.

CHAPITRE PREMIER.

De la Filiation des Enfants légitimes ou nés dans le mariage.

312. *L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari.*

Néanmoins celui-ci pourra désavouer l'enfant, s'il prouve que, pendant le temps qui a couru depuis le trois centième jusqu'au cent quatre-vingtième jour avant la naissance de cet enfant, il était, soit par cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

313. *Le mari ne pourra, en alléguant son impuissance naturelle, désavouer l'enfant: il ne pourra le désavouer même pour cause d'adultère, à moins que la naissance ne lui ait été cachée; auquel cas, il sera admis à*

proposer tous les faits propres à justifier qu'il n'en est pas le père.

314. *L'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour du mariage ne pourra être désavoué par le mari, dans les cas suivants :*

1. *S'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage;*

2. *S'il a assisté à l'acte de naissance, et si cet acte est signé de lui, ou contient sa déclaration qu'il ne sait signer;*

3. *Si l'enfant n'est pas déclaré viable.*

315. *La légitimité de l'enfant né trois cents jours après la dissolution du mariage, pourra être contestée.*

316. *Dans les divers cas où le mari est autorisé à réclamer, il devra le faire dans le mois, s'il se trouve sur les lieux de la naissance de l'enfant;*

Dans les deux mois après son retour, si, à la même époque, il est absent;

Dans les deux mois après la découverte de la fraude, si on lui avait caché la naissance de l'enfant.

317. *Si le mari est mort avant d'avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, les héritiers au-*

ront deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant se serait mis en possession des biens du mari, ou de l'époque où les héritiers seraient troublés par l'enfant dans cette possession.

318. *Tout acte extrajudiciaire contenant le désaveu de la part du mari ou de ses héritiers, sera comme non avenu, s'il n'est suivi, dans le délai d'un mois, d'une action en justice, dirigée contre un tuteur* ad hoc *donné à l'enfant, et en présence de sa mère.*

CHAPITRE II.

Des Preuves de la filiation des enfants légitimes.

319. *La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur le registre de l'état civil.*

320. *A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit.*

321. *La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir,*

Les principaux de ces faits sont, que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir;

Que le père l'a traité comme son enfant, et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société;

Qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

322. *Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre;*

Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

323. *A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit, soit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de filiation peut se faire par témoins.*

Néanmoins cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions

ou indices résultant de faits dès-lors constants, sont assez graves pour déterminer l'admission.

324. *Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.*

325. *La preuve contraire pourra se faire par tous les moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.*

326. *Les tribunaux civils seront seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état.*

327. *L'action criminelle contre un délit de suppression d'état, ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état.*

328. *L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.*

329. *L'action ne peut être intentée par*

les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclamé, qu'autant qu'il est décédé mineur, ou dans les cinq années après sa majorité.

330. *Les héritiers peuvent suivre cette action lorsqu'elle a été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en fût désisté formellement, ou qu'il n'eût laissé passer trois années sans poursuites, à compter du dernier acte de la procédure.*

CHAPITRE III.

Des Enfants naturels.

SECTION PREMIÈRE.

De la Légitimation des enfants naturels.

331. *Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront également reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.*

332. *La légitimation peut avoir lieu même en faveur des enfants décédés qui ont laissé des descendants; et, dans ce cas, elle profite à ces descendants.*

333. *Les enfants légitimés par le mariage subséquent, auront les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage.*

SECTION II.

De la Reconnaissance des enfants naturels.

334. *La reconnaissance d'un enfant naturel sera faite par un acte authentique, lorsqu'elle ne l'aura pas été dans son acte de naissance.*

335. *Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin.*

336. *La reconnaissance du père, sans l'indication et l'aveu de la mère, n'a d'effet qu'à l'égard du père.*

337. *La reconnaissance faite pendant le mariage, par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu, avant son mariage, d'un autre que de son époux, ne pourra nuire ni à celui-ci, ni aux enfants nés de ce mariage.*

Néanmoins elle produira son effet après la dissolution de ce mariage, s'il n'en reste pas d'enfants.

338. *L'enfant naturel reconnu ne pourra*

réclamer les droits d'enfant légitime. Les droits des enfants naturels seront réglés au titre des Successions.

339. *Toute reconnaissance de la part du père ou de la mère, de même que toute réclamation de la part de l'enfant, pourra être contestée par tous ceux qui y auront intérêt.*

340. *La recherche de la paternité est interdite.*

Dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant.

341. *La recherche de la maternité est admise.*

L'enfant qui réclamera sa mère sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins, que lorsqu'il aura déjà un commencement de preuve par écrit.

342. *Un enfant ne sera jamais admis à la recherche, soit de la paternité, soit de la maternité, dans les cas où, suivant l'article* 335, *la reconnaissance n'est pas admise.*

MOTIVI

Del settimo Titolo del Codice Civile.

Cittadini Legislatori.

Dee rincrescere che per istabilir le regole sui mezzi di comprovare la paternità, la natura sola non possa più servire per guida.

Sembrava aver essa segnato a caratteri indelebili i tratti della paternità allorchè aveva riempiuto il cuore de' genitori, e quello de' figli de' più profondi e manifesti sentimenti di tenerezza.

Ma troppo spesso i diritti della natura, che dovrebbero essere invariabili, sono alterati e distrutti da tutte le passioni che agitano l'uomo in società. I nascondigli del suo cuore non permettono più di conoscerlo; e come stabilire regole generali sopra sentimenti che si dovrebbero scoprire e comprovare in ciascun individuo?

Da un' altra parte la natura ha coperto di un velo impenetrabile la trasmissione della nostra esistenza.

Era però necessario che la paternità non

restasse incerta; per essa si perpetuano le famiglie, e si distinguono le une dalle altre; è una delle basi dell'ordine sociale; dee mantenersi e consolidarsi.

Ha bisognato, per arrivarci, attaccarsi a fatti esteriori e suscettibili di prove.

Trovasi un primo punto d'appoggio in questa istituzione, che consacrata da tutti i popoli civilizzati ha la sua origine e la sua causa nella natura medesima, che stabilisce, mantiene, e rinnova le famiglie; il cui oggetto principale è d'invigilare sull'esistenza e sull' educazione de' figli, la cui dignità inspira un rispetto religioso nel matrimonio.

I vantaggi che la società ne ritrae debbono essere principalmente attribuiti a ciò che, per fissare la paternità, stabilisce una presunzione ch'è quasi sempre bastante per allontanar tutti i dubbj.

Questa presunzione ammessa presso tutti i popoli è divenuta una regola di ordine pubblico, la cui origine come quella del matrimonio si perde nella notte de' tempi: *Pater est quem nuptiæ demonstrant.* Quali dunque potrebbero essere gl'indizj più gran-

di di quelli che risultano dalla fede promessa di due sposi, dalla coabitazione loro, dagli sguardi de' loro concittadini in mezzo ai quali passano la loro vita?

Ciononostante, allorchè si è costretti di confessare che questa regola, così necessaria al mantenimento della società, non è stabilita che sopra indizj, il legislatore si metterebbe in opposizione coi primi elementi del diritto e della ragione, se facesse prevalere una presunzione ad una prova positiva o ad una presunzione più forte. Invece di sostenere la dignità del matrimonio si avvilirebbe: si renderebbe odioso, se servisse di pretesto a legittimare un figlio che, agli occhi del pubblico, convinto da circostanze decisive, non appartenesse al matrimonio.

Tale sarebbe il caso, in cui il marito fosse stato nella fisica impossibilità di coabitar con sua moglie.

Questa impossibilità può avere per cagione l'allontanamento, o qualche accidente.

La distanza che ha separato il marito e la moglie dee essere sempre stata tale, che non vi resti alcun dubbio sulla impossibilità del loro riavvicinamento.

La legge non ha dovuto ammettere contro la presunzione risultante dal matrimonio se non che gli accidenti che rendono fisicamente impossibile la coabitazione. Essa ha così prevenuto tutte quelle liti scandalose, avendo per pretesto infermità più o meno gravi, o accidenti, da cui tutti quelli dell'arte non possono che ricavare congetture fallaci.

Il marito medesimo non sarà ammesso a rifiutare il figlio, allegando la sua naturale impotenza.

Celebri esempj hanno provato, che nè questa cagione d'impossibilità di coabitazione, nè la dichiarazione del marito che vuol prevalersene meritano confidenza. Quegli stessi dell'arte non hanno alcun mezzo per penetrare simili misteri; ed un marito, il cui matrimonio è stato sciolto a motivo d'impotenza, ha ottenuto da un altro matrimonio una immensa posterità.

Invano la voce del marito si alzerebbe contro sua moglie per la più grave accusa, quella dell'adulterio: questo delitto, benchè provato, non farebbe nascere contro il figlio che il padre volesse rifiutare se non una

presunzione che non può bilanciar quella che risulta dal matrimonio. La moglie può essere stata colpevole senza che la face dell' imeneo fosse ancora estinta.

Se però la moglie essendo stata condannata per adulterio avesse nascosto a suo marito la nascita di questo figlio, una tale condotta diverrebbe un testimone di un gran peso.

Non può esservi per parte di questa donna confessione più formale, che il figlio non appartiene al matrimonio.

Come presumere che la madre aggiunga al suo delitto verso suo marito quello d'ingannare il suo proprio figlio, ch'essa esclude dal numero de' figli legittimi?

Quando è così rigettato dalla famiglia, e dalla moglie che nasconde la sua nascita, e dal marito che ha fatto pronunciare la pena d'adulterio, questo forma un cumulo di presunzioni, che più non lasciano a quella che può ritrarsi dal matrimonio la sua decisiva influenza.

Anche allora il figlio in mezzo a queste discussioni, e ad onta della condanna di sua madre, può sempre invocar la regola

generale; ma non si è creduto che fosse possibile di ricusare al marito la facoltà di proporre i fatti proprj a giustificare che non è il padre. Come infatti rigettare un marito, che avendo fatto dichiarare sua moglie adultera, ed ignorato ch'ella avesse un figlio vedrebbe troppo tardi, e forse anche dopo la morte di sua moglie, questo figlio presentarsi come nato dal suo matrimonio?

In simili circostanze l'onestà pubblica e la dignità dell'unione coniugale reclamano in favore del marito il diritto di provare che questo figlio gli è straniero.

Vi è un'altra presunzione colla quale il marito può comprovare l'applicazione della regola generale; cioè, quando questa regola trovasi in opposizione colla marcia costante della natura. Si crede piuttosto all'umana debolezza, che all'inversione dell'ordine naturale.

La nascita dell'uomo è preceduta dal tempo in cui si forma nel seno della madre. Questo tempo è ordinariamente di nove mesi. Si veggono esempj molto frequenti dell'avanzamento o ritardo di questo tempo; ma è ben raro che un figlio sia nato prima

che sieno scorsi sei mesi di gravidanza, o cento ottanta giorni dopo il concepimento, o che sia rimasto nel seno materno più di dieci mesi, o di trecento giorni.

Le nascite anticipate o tardive sono state il soggetto di famose liti. È stato sempre riconosciuto, che la fisiologia non ha alcun mezzo per iscoprire la verità relativamente al figlio ch' è l'oggetto della contestazione; queste scandalose discussioni non si raggiravano che sopra ricerche non meno scandalose di esempj che da una parte e l'altra si allegavano sovente senza prove. I giudici non potevano ricevere alcun lume sul fatto particolare, e ciascun tribunale formavasi un sistema differente sull'estensione e sulla limitazione che dovea ammettere nel corso ordinario della natura. La giurisprudenza non aveva alcuna uniformità per lo stesso motivo che non poteva essere se non arbitraria.

Bisognava sortire da un simile stato: i redattori non avevano ad iscoprire una verità assoluta: bastava loro di dare ai giudici una regola che fissasse la loro incertezza, e dovevano prendere questa regola nella marcia

talmente uniforme della natura, che appena potesse opporlesi qualche eccezione, che non farebbe che confermarla.

Questi sono i motivi che hanno determinato a fissare il termine delle nascite premature a cento ottanta giorni, e quello delle nascite ritardate a trecento.

Non ne risulta che il figlio nato prima dei cento ottanta giorni o dopo i trecento debba anche per questo essere dichiarato non legittimo. Farà d'uopo che la presunzione risultante da una nascita troppo avanzata o troppo tardiva si trovi confermata, allorchè il marito vive, da una presunzione che sembrerà ancor più forte a chiunque osserva il cuore umano. Bisognerà che il figlio non sia riconosciuto dal marito. Come credere ch' egli soffochi tutti i sentimenti della natura, come credere che accenda nella sua casa la fiaccola della discordia, e che esteriormente si sacrifichi all'umiliazione, se non è nell'intima persuasione che il figlio non è nato dal suo matrimonio?

La legge non si limita che a scandagliare il cuore, e a calcolare i veri interessi del marito: essa si mette in guardia contro le pas-

passioni che potrebbero accecarlo; non ammette un rifiuto che non si trova d'accordo colla sua anteriore condotta. Se avesse sempre creduto che il figlio gli fosse straniero, alcun atto non ismentirebbe un'opinione, che dopo la nascita di questo figlio ha dovuto lacerargli l'anima. Se ha variato in questa opinione, non è più ammissibile a rifiutare al figlio lo stato che non gli ha sempre contestato.

Così nel caso in cui il figlio fosse nato prima dei cento ottanta giorni (sei mesi) dopo il matrimonio, la legge presume non essere stato concepito durante questa unione; ma il marito non potrà non riconoscere per suo il figlio, se prima di ammogliarsi ha avuto conoscenza della gravidanza. Si presume allora, che non abbia contratto il matrimonio se non per riparare il suo fallo personale; si presume che un somigliante imeneo non sarebbe mai stato concluso, s'egli non fosse stato persuaso che la donna portava nel suo seno il frutto dei loro amori; ed allorchè egli ha avuta nella condotta di questa donna una tal confidenza, sino a volere che fosse unito il loro destino, come potrebbe

ammettersi a smentire una simile testimonianza?

Il marito neppure potrà non riconoscere per suo il figlio nato prima dei cento ottantaquattro giorni di matrimonio, se ha assistito all' atto di nascita, e se quest' atto è segnato da lui, o contiene la sua dichiarazione che non sa scrivere.

Come infatti potrebbe ritrattarsi dalla sua propria dichiarazione data nell' atto medesimo destinato a comprovare lo stato civile del figlio?

Vi è una terza circostanza nella quale il marito non può essere ammesso ad un tal rifiuto, ed è quando il figlio non è stato dichiarato atto a vivere.

Bisogna che genti dell' arte pronuncino su questo riguardo.

Il figlio viveva nel seno della madre. Questa esistenza può prolungarsi per un numero di giorni indeterminato, senza che gli sia possibile il conservarla, ed è questa possibilità di percorrere la carriera ordinaria della vita, che intendesi per l'espressione esser *vivibile*.

Quando il figlio non è dichiarato atto a

vivere, la presunzione contro la donna non è più la stessa. Non v' è più certezza che questo sia un parto naturale che abbia dovuto essere preceduto dal tempo ordinario della gravidanza. Ogni ricerca sarebbe scandalosa e senza oggetto.

Quale scopo il marito potrebbe proporsi non riconoscendo per suo un figlio che non dee vivere, se non quello di offendere la riputazione della donna alla quale si è unito? Neppure può avere l'interesse del divorzio per cagione d'adulterio, poichè suppone che il fallo è anteriore al suo matrimonio. I tribunali non debbono ascoltarlo nel suo cieco risentimento.

La regola stabilita sulle nascite precoci o tardive, riceverà ancora la sua applicazione nel caso in cui il marito vorrà non riconoscere per suo il figlio per motivo d'impossibilità fisica di coabitazione. La legge esige che vi sia stata impossibilità per il tempo che sarà corso dopo il trecentesimo sino al cento ottantesimo giorno prima della nascita del figlio; il tempo più lungo della gravidanza essendo di trecento giorni, e il più breve di cento ottanta, se dopo l'epoca

in cui ha potuto incominciare il tempo più lungo sino a quello in cui ha potuto incominciare il più breve, vi è stata impossibilità, è evidente che la presunzione che nasce dal corso ordinario della natura ha tutta la sua forza.

In fine la nascita tardiva può essere opposta al figlio, se nasce trecento giorni dopo lo scioglimento del matrimonio.

Nulladimeno, la presunzione che ne risulta non sarà decisiva contro di lui, se non in quanto non verrà indebolita da altre circostanze.

Si è veduto che la legge dando al marito un diritto di rifiuto che la giustizia e la ragione non permettevano di negargli, ha respinto nel medesimo tempo qualunque attacco che fosse stato preceduto da atti incompatibili. Consultando ancora il cuore umano ha riguardato come non più ammissibile una siffatta azione giudiziaria, che non fosse stata intentata nel più breve termine.

Il sentimento naturale del marito che ha motivi sufficienti onde non riconoscere per suo un figlio che crede essergli straniero è

di rigettarlo sull' istante dalla famiglia: il suo dovere, l'oltraggio che ha ricevuto, tutto deve indurlo a rendere sul punto manifesta la sua querela. Se differisce si sente chiamare col nome di padre, e il suo silenzio equivale ad un' approvazione formale in favore del figlio: la qualità di padre che ha acconsentito una volta di portare è irrevocabile.

Dovrà reclamar dentro il mese se trovasi sul luogo della nascita del figlio: dentro due mesi dopo il suo ritorno, se nella stessa epoca trovasi assente; e dentro due mesi dopo lo scoprimento della frode, se gli si fosse occultata la nascita.

Se però il marito muore prima di aver fatta la sua dichiarazione, e quando il termine per formarla non fosse ancora spirato, l'azione che poteva intentare è nel numero dei diritti che la legge trasmette ai suoi eredi. Si è considerato che per lo più i figli, la legittimità de' quali può essere contrastata, non sono prodotti nella famiglia se non dopo la morte del marito che avrebbe avuto tutti i mezzi per rigettarli. D'altronde il marito che muore nel breve ter-

mine che gli dà la legge per reclamare, è stato al più delle volte nell'impotenza d'avere altre cure fuor di quelle di prolungare i suoi ultimi momenti. Le famiglie sarebbero espeste ad essere ingiustamente spogliate, se si fosse rigettata la loro azione contro il figlio che il marito avrebbe potuto non riconoscere per suo.

Ma nel tempo stesso la legge ha voluto che lo stato di questo figlio non restasse incerto, ed essa non dà agli eredi per contrastare la loro legittimità che due mesi decorrendi o dall'epoca in cui sarebbe messo in possesso dei beni del marito, o dall'epoca in cui gli eredi sarebbero molestati dal figlio su questo possesso.

Si è ancora preveduto che il marito, o i suoi eredi potrebbero cercare di prolungar questi termini, limitandosi a un atto estragiudiziario, contenente il rifiuto.

La legge dichiara che quest'atto non sarà di alcuna considerazione, se non sia seguito nel termine di un mese da un'azione in giudizio, diretta contro il tutore nominato al figlio, in presenza della sua madre.

Dopo di avere stabilito il picciol numero

d'eccezioni alla regola generale, *pater est quem nuptiæ demonstrant*, la legge indica ai figli legittimi le prove che debbono somministrare della loro filiazione.

Già avete veduto in un titolo precedente del codice quante precauzioni sono state prese per comprovare lo stato civile de' cittadini. Questi atti diretti a stabilire una prova completa sono iscritti sopra registri sempre aperti a coloro cui possono interessare.

Se esiste su questi registri un atto che comprovi lo stato reclamato dal figlio, non può sorgere alcun dubbio sulla sua filiazione. Questo è un atto pubblico ed autentico: fa fede quando non si asserisca che sia falsificato.

Ma è possibile che sia perduto il registro sul quale l'atto è stato inscritto, che sia stato bruciato, che i fogli ne siano stati lacerati o rosi: può anch'essere, e soprattutto in tempi di turbolenze o di guerra civile, che non siano stati tenuti i registri, e che non vi sia stato descritto alcun atto.

È una disgrazia pel figlio il restar privo di un titolo cotanto comodo.

Ma il suo stato non dipende da questo genere di prova.

L'uso de' pubblici registri per lo stato civile non è molto antico; ed anche ne' tempi più moderni si sono incominciati a tenere più regolarmente. Essi sono stati stabiliti in favore de' figli, e solamente per dispensarli da una prova meno facile.

Il più antico genere di prove, quello che hanno ammesso tutte le nazioni, quello che abbraccia tutti i fatti proprj a far risplendere la verità, quello senza del quale non vi sarebbe cosa alcuna di certo, nè di sacro fra gli uomini, si è la prova del possesso costante dello stato di figlio legittimo.

Differente dalle convenzioni, le quali nella maggior parte non lasciano altre tracce che l'atto medesimo che le comprova, il possesso di stato si fa constare con una lunga serie di fatti esterni e notorj, il cui complesso non potrebbe mai esistere se non fosse conforme alla verità.

Non si può più dubitare che il figlio non sia nato dal matrimonio, quando prova che i suoi genitori legittimamente congiunti lo hanno sempre trattato come tutti i figli legittimi.

Questa prova può comporsi di fatti sì numerosi e sì variati, che sarebbe stato impossibile l'enumerarli.

La legge si limita a indicare i principali.

L'individuo ha portato sempre il nome del padre al quale pretende di appartenere?

Il padre lo ha trattato come suo figlio, ed ha provveduto in questa qualità alla sua educazione, al suo mantenimento ed alla sua collocazione?

È stato riconosciuto costantemente per tale nella società?

È stato riconosciuto per tale nella famiglia?

La legge non esige che tutti questi fatti concorrano: l'oggetto è di provare che il figlio è stato riconosciuto e trattato come legittimo: non importa che la prova risulti da fatti più o meno numerosi, basta che sia certa.

Allorchè i due mezzi principali di comprovare lo stato civile di un individuo, che sono il titolo di nascita, e il possesso conforme a questo titolo, si riuniscono, il suo stato è irrevocabilmente fissato.

Neppure sarebbe ammesso a reclamare

uno stato contrario, e reciprocamente nullo non sarebbe ammissibile per contrastarglielo.

Il titolo e il possesso di stato non potrebbero essere smentiti dal figlio, che in quanto opponesse a questi fatti quello del parto della donna dalla quale pretendesse di esser nato, e che provasse esser egli quello ch'essa ha dato alla luce.

Come mai fra fatti contrarj quello che non è che oscuro ed isolato, come il parto, bilancerebbe il fatto litteralmente provato col titolo di nascita, o quest'ammasso di fatti notorj che stabiliscono il possesso di stato?

Quando il figlio non ha possesso costante, nè titolo, o allorchè è stato iscritto o sotto falsi nomi, o come nato da genitori incogniti, ne risulta una presunzione fortissima che non appartiene al matrimonio. Però alcune circostanze straordinarie, le passioni che avranno traviato gli autori de'suoi giorni, le loro dissensioni, motivi di timore, o altre maggiori considerazioni possono avere impedito che non sia stato abitualmente trattato come figlio legittimo. I fatti medesimi che vi avran fatto ostacolo diverranno prove in suo favore.

Ma fa d'uopo che la presunzione che sorge contro il figlio sia bilanciata da quella che presenteranno fatti registrati negli atti scritti, o che siano sin d'allora costanti.

Quando un figlio vuol comprovare il suo stato con un possesso che si compone di fatti non interrotti per un certo numero d'anni, la prova per testimonio non presenta alcun inconveniente: essa conduce al più alto grado di certezza a cui si possa arrivare; ma allorchè la questione di stato dipende da fatti particolari, sui quali testimonj subornati o creduli possono imporne alla giustizia, non dee essere ammessa la sola loro testimonianza. Una dura esperienza ha dimostrato che per alcune somme o valore poco considerabile, i testimonj non danno una garanzia sufficiente. Come vi si potrebbe aver confidenza, quando si tratta d'attribuire i diritti annessi alla qualità di figlio legittimo, diritti che prevalgono a tutti i generi di proprietà?

Possono però da un atto scritto, e del quale la fede non sia sospetta, risultare indizj che i giudici trovino abbastanza gravi, perchè tale verità debba essere profonda-

mente investigata con tutti i mezzi, nel numero de' quali si trova la prova testimoniale.

Quest' atto è ciò che chiamasi nel linguaggio della legge, *principio di prova in iscritto*. Bisogna che presenti i caratteri della verità, bisogna che derivi direttamente da quelli che pel loro interesse personale sono in salvo da qualunque sospetto. Non si ammetterebbe dunque il principio di prova in iscritto, se non si trovasse o nei titoli di famiglia, o negli atti pubblici ed anche privati di una persona impegnata nella controversia, o che vi avrebbe interesse se fosse viva.

Non sarebbe necessario che vi fosse un atto in iscritto, se il principio di prova, di cui si prevale il figlio, fosse fondato sopra un fatto, di cui tutte le parti riconoscessero la verità, o che fosse d'altronde evidente.

Che il fatto, che stabilisce il principio di prova, sia o no registrato in un atto scritto, basta che ne sia dimostrata l'esistenza ai giudici fuori dell'istanza fatta.

La legge teme talmente di far dipendere per intero le quistioni di stato da semplici

testimonianze, che impone ai giudici il dovere di proscrivere i mezzi indiretti che si volessero prendere per riuscirvi. Tali sarebbero le doglianze per soppressione di stato, che si portassero ai tribunali criminali prima che vi fosse stato in via civile un giudizio definitivo.

Siffatte lagnanze sono state rigettate sempre come fraudolenti, e sono state rimesse le parti avanti i giudici civili.

Questa decisione è contraria alla regola generale che, considerando la punizione dei delitti come il più grande interesse dello Stato, sospende le procedure civili, quando vi è luogo alla procedura criminale. Ma quando vi sia un interesse diverso da quello della vendetta pubblica; interesse, la cui importanza fa temere che l'azione criminale non sia stata intentata di buona fede: quando si presuma che quest'azione non abbia per oggetto che di eluder la regola del diritto civile, il quale in fatto di quistioni di stato allontana, come pericolosissima, la semplice prova per testimonio: quando la legge civile che rigetta questa prova anche per interessi civili, fosse in opposizione colla

legge criminale che l'ammettesse, benchè dovesse avere per risultato il disonore e una pena afflittiva, non può rimanere alcun dubbio sulla necessità di far giudicare le quistioni di stato nei tribunali civili, prima che le procedure criminali possano essere esercitate.

Non si può dissimulare che con queste precauzioni non sia ancora possibile che in casi rarissimi la religione de' giudici sia ingannata. Ma non è da dubitarsi che vi sarebbero numerose vittime, se spietatamente si rigettassero i figli, che privi di titolo e di possesso di stato, o iscritti, sia sotto falsi nomi, sia come nati da genitori incogniti, si presentassero coi mezzi che si sono indicati. Alla saviezza de' tribunali spetterà l'apprezzare la fede che meritano le testimonianze, e di mettersi in guardia contro l'intrigo.

La legge veglia abbastanza sull' interesse delle famiglie, quando in tutti i casi nei quali il figlio può chiamar testimonj, sono autorizzate a far la prova contraria con tutti i mezzi proprj a stabilire, che il reclamante non è il figlio della madre che pretende di avere.

La legge non riguarda come prova di paternità contro un marito, la prova di maternità che fosse stata fatta contro sua moglie. Infatti, fondandosi la prova della maternità sul fatto del parto di un figlio (ch'è quanto fa il reclamante), da ciò non risulta alcun possesso di stato, alcuna ricognizione del padre, alcun titolo.

Se la legge si mostra severa sul genere di prove che ammette, essa vuole che l'accesso ai tribunali sia sempre aperto al figlio che reclama. Essa rimove gli ostacoli che si opporrebbero ad intentare azioni ordinarie. Quella di reclamo di stato sarà imprescrittibile riguardo al medesimo.

La prescrizione è fondata sul pubblico interesse, ch'esige che le proprietà non restino incerte.

Qui non si tratta di una semplice proprietà, lo stato civile comprende la persona e i beni. È un interesse che dee prevalere a tutti gli altri.

Perchè una proprietà ordinaria cessi di essere incerta, basta che dopo un certo tempo non possa più mettersi in lite.

Perchè lo stato civile cessi d'essere in-

certo, bisogna che per fissarlo si possa ricorrere ai tribunali.

Lo stesso favore non dee estendersi agli eredi. Non si tratta per loro d'ottenere il grado di figli legittimi, e le loro pretensioni contro la famiglia nella quale vogliono entrare debbono dipendere dalla condotta che ha tenuto verso questa famiglia colui ch'essi rappresentano.

Se l'azione è stata intentata dal figlio, gli eredi la trovano nel numero dei diritti che hanno da esercitare nella sua successione.

Ma se può indursi dalla condotta del figlio che non abbia creduto di avere diritti, o che abbia dai medesimi desistito, gli eredi non debbono più essere ammessi ad introdurlo in una famiglia, alla quale il loro autore stesso si è riguardato come estraneo.

Non vi sarà alcun dubbio in proposito, se il figlio dopo d'avere intentata la sua azione, abbia da quella formalmente desistito.

L'intenzione di desistere sarà presunta rispetto agli eredi, s'egli ha lasciato passare tre anni senza dar corso alla procedura incominciata.

Sarà

Sarà egualmente reputato di non aver giammai avuta intenzione di reclamare, se sia morto senza averlo fatto, spirati cinque anni dopo la sua maggiorità.

In tutti questi casi, l'azione non potrà essere intentata da' suoi eredi.

In questo modo si è cercato nella legge proposta di conciliare l'interesse di quelli che reclamano il loro stato, e quello delle famiglie. Non vi è domanda più favorevole di quella di un figlio che vuol ricuperare il suo stato civile. Ma parimente gli esempj de' figli che si trovano ingiustamente in questa infelice posizione sono meno numerosi di quelli degl'individui che turbano ingiustamente il riposo delle famiglie. Vi sono più persone eccitate dalla cupidigia, di quello che v' abbiano genitori snaturati.

Dopo avere stabilito le regole sulla filiazione de' figli legittimi, la legge si occupa della sorte dei figli nati fuor di matrimonio.

Essa mette in una classe a parte, quelli che essendo nati da liberi genitori possono essere elevati al grado di figli legittimi, allorchè i loro genitori si uniscono coi vincoli del matrimonio.

La legittimazione, mediante il matrimonio susseguente, fu nel numero delle leggi romane.

Il diritto canonico, seguito a questo riguardo in Francia da molti secoli in qua, annoverò ancora fra questi principj, che la forza del matrimonio rendeva legittimi i figli che gli sposi avevano avuti insieme anteriormente.

L'ordine pubblico, il dovere di padre, l'interesse della madre, il favore dovuto al figlio, tutto concorre a far mantenere questa specie di legittimazione.

L'ordine pubblico è interessato, perchè l'uomo e la donna che vivono nel disordine abbiano un mezzo di evitare l'uno e l'altro di questi due scogli, quello di separarsi per malcontento, o quello di continuare un commercio illecito. La legge offre loro in un'unione santa e rispettabile vantaggi assai preziosi per indurli a contrarla.

Fra questi vantaggi l'uomo avrà quello di procurare al figlio, per cui la natura dee avergli inspirato sentimenti di tenerezza, tutte le prerogative che dà nella società il carattere di figlio legittimo. È anche un

dovere per sua parte, che la sua coscienza dee continuamente rammentargli.

Questa legittimazione è per la donna il più felice mezzo di riparare al suo fallo, di ricuperare il suo onore, e di rendersi degna dei titoli onorevoli di sposa e di madre.

I figli nati da genitori che divengono in seguito sposi legittimi, non potranno essere più da favorirsi che quando invochino gli effetti di un' unione che ha rapporti così intimi colla loro nascita anteriore.

Ciononostante, se l'interesse dei costumi ha fatto ammettere la legittimazione pel matrimonio susseguente, questo interesse medesimo si oppone perchè essa abbia luogo, se i figli non sieno nati da liberi genitori. I frutti dell'adulterio, o dell' incesto non potranno essere in seguito paragonati a quelli di un imeneo legittimo.

Vi è ancora per la quiete delle famiglie una condizione voluta dai genitori: debbono riconoscere prima del matrimonio, o nell' atto della sua celebrazione, i figli che hanno da legittimare.

Quelli che si lagnano che la ricognizio-

ne posteriore alla celebrazione non ha lo stesso effetto, pensano che la legittimazione sia una necessaria conseguenza del matrimonio, e temono che il pudore o l'interesse di non alienare il cuore de' parenti austeri non abbia impedito agli sposi di fare a tempo gli atti di ricognizione.

La regola, secondo la quale il matrimonio legittimava di pieno diritto, era stata ammessa nel sistema in cui non era interdetta la ricerca della paternità. Allora il figlio conservava sempre il diritto di provare contro i suoi genitori l'origine della sua nascita; non aveva bisogno d'essere riconosciuto. Ma quando non vi è paternità evidente che per la stessa ricognizione del padre, come si spiegherà in seguito, è indispensabile che il figlio sia prima riconosciuto per essere poscia legittimato.

La legittimazione non è un effetto necessario del matrimonio: non è che un beneficio della legge. Altre volte pure in molti paesi doveva essere renduta solenne da pubbliche cerimonie al momento della celebrazione.

In alcuni altri, come in Inghilterra, non si

è adottata: vi è stata considerata come favorevole al concubinato.

Nella legge proposta, se riguardasi come utile all' ordine pubblico, non è che con precauzioni dettate dall'esperienza.

I figli nati fuori di matrimonio non hanno in loro favore presunzione legale della loro nascita: non hanno che una testimonianza, la quale deve esser prodotta in un tempo non sospetto. La legge non può lasciare agli sposi la facoltà d'attribuirsi figli mediante il loro consenso reciproco. Le famiglie non debbono essere in una continua incertezza.

Il pudore, o il timore co' quali si suppone che i genitori abbiano potuto essere vincolati avanti il matrimonio, e all' epoca della sua celebrazione, non sono motivi per ammettere una tarda ricognizione.

La legge non può far entrare in considerazione un falso pudore, e mire d' interesse. All' opposto è ne' suoi principj che nulla può dispensare dall' obbedire alla sua propria coscienza, e dall' adempire i doveri della natura.

Questa legittimazione è ammessa anche

in favore de' figli morti che hanno lasciato una posterità, e in questo caso essa giova ai suoi discendenti.

L'equità ha prescritto questa misura. La legittimazione del padre avrebbe avuto sulla sorte e sulla fortuna de' suoi figli una tale influenza, che non potrebb' essere riguardata come un benefizio che gli sia personale. La legge ha voluto creare un capo di famiglia: se questo capo non esiste più, i suoi discendenti debbono essere ammessi a rappresentarlo.

Una dichiarazione del 20 novembre 1639 aveva dichiarato incapaci di ogni successione i figli nati da donne che i padri avevano mantenute, e sposate poi sul fine della vita.

Questa disposizione, che non fu dapprincipio applicata che ai padri, venne in seguito estesa alle donne con un editto del 1697, e l'incapacità di succedere fu resa comune anche ai figli che nascessero dopo questi matrimonj, e alla loro posterità.

Alcuna legge somigliante non era stata ancor proclamata. Essa fu determinata da alcune ordinanze, di cui le più antiche so-

no di pochi anni anteriori alla dichiarazione del 1639. Essa derogava al diritto comune, che dava in allora al matrimonio la forza di legittimare i figli. Essa ha trovato sempre numerosi contradditori. L'esperienza di un secolo e mezzo prova che la società non ha ritratto reali vantaggi, e possono risultarne gravissimi inconvenienti.

E primieramente non havvi contraddizione nel permettere il matrimonio in qualunque epoca della vita, e nel privare questo matrimonio di un effetto così importante, com' è quello della legittimazione de' figli che potessero nascerne, o che fossero nati anteriormente?

Questo contratto esige formalità e cerimonie esteriori, che assicurano che gli sposi vi hanno acconsentito con riflessione e con perseveranza.

Come supporre che siano stati capaci di riflessione pel loro matrimonio, e che siano stati incapaci di fare con discernimento la ricognizione di figli che avessero avuti anteriormente?

Il matrimonio nella sua istituzione e nel suo fine è tutto in favore de' figli. Quale

sarebbe dunque questa specie di matrimonio incompatibile colla loro legittimità?

Si è conosciuto che nella legge del 1639 vi era una inconseguenza, in quanto che il matrimonio contratto sul finir della vita era bastante per legittimare i figli nati posteriormente, mentre questo matrimonio era dichiarato insufficiente per legittimare figli, de' quali la nascita fosse anteriore. Nella legge del 1697 si è fatto cessare questa contraddizione con una disposizione più strana ancora e più distruttiva di tutti i principj. Si sono inviluppati nella medesima prescrizione i figli nati dopo un matrimonio legittimo, come quelli anteriormente nati.

Se si possono citare alcuni esempj di ricognizioni fatte per suggestione, quanti altri dettati dalla coscienza saranno stati soffocati? Il solo timore della frode non dee essere un motivo per proibire atti comandati dalla giustizia.

Si è temuto che il concubinato non fosse incoraggiato, se le donne che si abbandonano a questo disordine potessero maritarsi all' epoca, in cui l'uomo vicino alla tomba non fosse più trattenuto da alcuna considerazione.

L'esperienza ha provato che le ricerche sul concubinato di una donna divenuta sposa legittima non hanno presentato che scene scandalose, senza utilità pei costumi: l'onestà pubblica non può permettere che per sacrificar de' figli si cominci dal disonorare la madre. Il suo matrimonio non sarebbe annullato; verrebbe decorata del titolo di moglie: la sua anteriore condotta sarebbe coperta da questo velo rispettabile; e una tale condotta non potrebbe più essere opposta se non a quelli che non ne hanno colpa.

I matrimonj sul fine della vita sono rarissimi; il che prova, non essere nel cuore dell'uomo, soprattutto allorchè vi sono figli, l'attendere i suoi ultimi momenti per assicurare la loro sorte.

Il rispetto dovuto ai costumi, la giustizia che dee rendersi ai figli, la disperazione di un uomo che sorpreso dai mali forieri della morte non potrebbe più riparare a' suoi torti; la disgrazia di una donna ch' è stata il più delle volte sedotta da promesse troppo lungamente ritardate; tutti questi motivi hanno fatto rigettare nel nuovo Codice la legislazione sull' effetto dei matrimonj contratti nel terminar della vita.

Un' altra specie di legittimazione aveva luogo nell' antico governo. Essa facevasi coll' autorità del principe ; ma non attribuiva tutti i diritti della legittimità. Il principale oggetto di questa prerogativa reale si era di far cessare, per quelli che ottenevano questo favore, l'incapacità di coprire dignità ed impieghi.

Questa incapacità è stata riguardata come una proscrizione inutile ed anche nocevole all'ordine sociale. Da lungo tempo il pregiudizio che teneva i figli naturali nell'avvilimento è stato distrutto dalla ragione e dall' umanità.

Questa specie di legittimazione non ha dovuto ricomparire nel nuovo codice.

Dopo aver regolato la sorte dei figli naturali che possono essere legittimati col matrimonio susseguente, la legge si occupa di quelli che non possono aspirare ai diritti di figli legittimi.

Sono questi vittime innocenti della colpa de' loro padri. L'ordine sociale ha voluto che fossero accordate alcune prerogative ai figli nati da matrimonj legittimi. La necessità di mantenere la barriera che li separa

è stata riconosciuta da tutti i popoli; ma la dignità del matrimonio non esige che siano stranieri a quelli da' quali ripeton la nascita. Sarebbe impotente e barbara insieme la legge che volesse soffocare il grido della natura fra quelli che danno, e quelli che ricevono l'esistenza.

I genitori hanno verso i loro figli naturali doveri tanto più grandi, quanto ch'essi hanno a rimproverarsi la loro disgrazia. La legge ha solamente obbligato a stabilire i limiti, al di là de' quali l'instituzione del matrimonio sarebbe compromessa.

Quando si tratta di fissar la sorte de' figli naturali non v'è cosa più difficile quanto il conservare un giusto equilibrio fra i diritti che ripetono dalla loro nascita, e le misure ch'esige la necessità di mantenere l'organizzazione delle famiglie. Sembra che sia questo uno scoglio, in cui i legislatori sin qui si sono arenati; hanno voluto troppo per l'ordine sociale, o l'hanno troppo trascurato.

Nell'antico governo si dava ai figli naturali che non erano riconosciuti dai loro padri troppa facilità d'inquietar le famiglie,

alle quali erano estranei, e sotto i rapporti della fortuna erano trattati con un eccessivo rigore.

Durante la rivoluzione l'antica legge è stata riformata, in quanto essa ammetteva odiose ricerche sulla paternità: ma ci siamo lasciati strascinare da sentimenti di beneficenza: sono ad essi stati accordati alcuni diritti che li assomigliano sotto un soverchio numero di rapporti ai figli legittimi.

Si è cercato nel nuovo Codice di emendar questi errori, e di stabilir finalmente i giusti limiti, fra i quali nè i diritti della natura, nè quelli della società saranno violati.

La parte che i figli naturali avranno nei beni de' loro genitori, e le qualità in cui potranno reclamarla saranno determinati nel titolo *delle successioni*. Qui si tratta soltanto di stabilire le regole per riconoscere il vincolo che li unisce agli autori dei loro giorni.

Da lungo tempo, nell' antico governo, si era sollevato un grido generale contro le ricerche della paternità. Esse esponevano i tribunali alle dispute le più scandalose, a

giudizj i più arbitrarj, alla giurisprudenza la più variabile. L'uomo della più pura condotta, quello stesso i cui capelli si erano incanutiti nell'esercizio di tutte le virtù non erano esenti dall'attacco di una donna sfacciata, o di figli che gli erano estranei. Questo genere di calunnia lasciava sempre tracce afflittive. Insomma le ricerche di paternità erano riguardate come il flagello della società.

Una legge favorevolissima ai figli naturali fu promulgata dalla Convenzione il 12 brumale anno II; intanto essa credette di dover far cessare l'abuso delle liti, colle quali i figli vorrebbero ancora tormentare le famiglie senza plausibili motivi.

Fu per l'addietro regolato, che » la prova
» del loro possesso di stato non potrebbe
» risultare se non dalla riproduzione di
» scritti pubblici o privati del padre, o
» dalla serie delle attenzioni prestate a ti-
» tolo di paternità, e senza interruzione
» tanto pel loro mantenimento, quanto per la
» loro educazione, e che lo stesso sarebbe
» riguardo alla madre ».

In quanto all' avvenire fu stabilito che

» lo stato e i diritti dei figli naturali, i di
» cui genitori sarebbero ancora esistenti in
» tempo della promulgazione del Codice ci-
» vile, verrebbero in tutti i punti regolati
» dalle disposizioni di questo Codice, e che
» nulladimeno in caso di morte della ma-
» dre prima della promulgazione, la rico-
» gnizione del padre fatta avanti un offiziale
» pubblico basterebbe per comprovare lo
» stato di questo figlio ».

In questa stessa epoca una parte del Codice civile era preparata, e si disponeva a promulgarla da un giorno all'altro. Si era in essa stabilito, che la legge non ammette la ricerca della paternità non riconosciuta, e che la prova della ricognizione del padre non può risultare che dalla sua dichiarazione fatta davanti a un ufficiale pubblico.

Nella legge proposta questa saggia disposizione, che proibisce le ricerche della paternità, è stata mantenuta. Essa non potrà mai essere stabilita contro il padre che colla sua propria ricognizione, e bisognerà ancora, affinchè le famiglie siano a questo riguardo esenti da ogni sorpresa, che questa ricognizione sia stata fatta, o coll'atto stesso della nascita, o con un atto autentico.

La legge proposta non ammette che una sola eccezione: ed è il caso di ratto, la cui epoca si riferisce a quella del concepimento. Allora il rapitore potrà sulla domanda delle persone interessate essere dichiarato padre del figlio.

In questo caso il delitto del rapitore, e la forte presunzione ch'egli è l'autore della gravidanza della donna, allorchè il ratto si riferisce all'epoca del concepimento, sono motivi sufficienti perchè ei possa, se non ha validi mezzi di difesa, essere dichiarato padre del figlio. S'indurrà meno facilmente a questo genere di delitto, e ne subirà la pena più naturale, se può così chiamarsi l'adempimento dei doveri di un padre.

La regola esclusiva della ricerca della paternità non si applica alla madre. Non si tratta di penetrare i misteri della natura a suo riguardo: il suo parto, e l'identità del figlio sono fatti positivi, e che possono essere comprovati.

Frattanto la legge ha creduto di dover prendere alcune precauzioni contro il genere di prove che potrà essere ammesso. Se il timore delle vessazioni, e la diffama-

zione ha fatto rigettar le ricerche della paternità, ciò sarebbe per le donne una disgrazia ancora più grande, se il loro onore potesse essere compromesso da qualche testimonio compiacente o subornato. Non si presume che un figlio sia stato messo al mondo senza che vi siano alcune tracce in iscritto o del parto, o delle cure prestate a questo figlio. Era dunque insieme di giustizia particolare e di onestà pubblica il non ammettere il figlio a provare ch' egli è identicamente quello stesso di cui la madre che reclama si è sgravata, se non nel caso in cui avrà già un principio di prova per iscritto.

La ricognizione dei figli adulterini o incestuosi sarebbe per parte dei genitori la confessione d' un delitto. È stato ordinato che questa non potrebbe aver luogo se non a profitto di figli nati da un commercio libero.

Si è voluto egualmente evitare lo scandalo pubblico che cagionerebbe l'azione giudiziaria di un figlio adulterino, o incestuoso che ricercasse il suo stato nella prova del delitto di quelli, ch' ei pretendesse nel tempo

po stesso essere gli autori de' suoi giorni. Non saranno ammessi in alcun caso alla ricerca della paternità, o della maternità.

La dichiarazione della madre sulla paternità non potendo divenire un titolo per inquietar colui che avrebbe contrassegnato, doveva esser deciso dalla reciprocanza e dallo stesso motivo di onestà pubblica, che quegli che si riconoscesse per padre non potrebbe dare diritti contro la donna che indicherebbe. La ricognizione del padre senza l'indicazione e la confessione della madre non avrà effetto se non riguardo al padre.

Sembra a prima vista che la ricognizione del padre non dovrebbe essere di alcun effetto, quando non è approvata dalla madre. Ella dee avere anche più di quello che si riconosce per il padre, il secreto della paternità. Ma è possibile che la madre, o per odio contro il padre ch'è stato riconosciuto, o per altre considerazioni ricusi questa ricognizione. Si è trovato che sarebbe troppo duro, che il grido della coscienza e della natura per parte del padre fosse soffocato

da una sola testimonianza, che sovente potrebbe anch' essere sospetta.

Fa d'uopo ancora osservare che sarebbe contrario ai costumi, che la ricognizione del padre non potesse esser fatta senza indicar la madre, affinchè ella approvi o disapprovi. Potrebbe inoltre accadere ch' ella morisse prima d'aver fatta la sua dichiarazione. Il padre dee dunque avere il diritto di riconoscere il figlio senza indicare la madre; e poichè non ha bisogno del suo concorso, è un motivo di più, perchè il rifiuto della madre indicata non possa nuocere ai figli.

Vi è un caso in cui un figlio naturale non potrebbe prevalersi della ricognizione del padre; ed è quello nel quale fosse stata data da uno degli sposi a pro d' un figlio naturale che avesse avuto durante il suo matrimonio da un altro fuori che dal suo sposo. Una simile ricognizione non potrà nuocere all' altro sposo, nè ai figli nati da questo matrimonio. Non può dipendere dall' uno degli sposi il cangiare dopo il suo matrimonio la sorte della sua famiglia legittima, chiamando de' figli naturali che doman-

dassero una parte nei beni. Questo sarebbe violar la fede, sotto la quale il matrimonio era stato contratto. Se l'ordine pubblico non permette agli sposi di riconoscere dopo il loro matrimonio i loro proprj figli che vorrebbero legittimare, con più forte ragione i figli che sono stranieri ad uno di loro non possono acquistare dopo il matrimonio diritti contrarj a quelli dei figli legittimi.

Nondimeno può accadere che all'epoca dello scioglimento di questo matrimonio non restino discendenti. Allora non vi sono motivi perchè eseguita non venga la ricognizione, come lo sarebbe se non vi fossero stati figli del matrimonio.

Un' ultima precauzione presa dalla legge, si è che ogni ricognizione per parte dei genitori, come qualunque reclamo per parte del figlio, potrà essere contestata da tutti quelli che vi avranno interesse.

I figli legittimi sono sotto lo scudo del matrimonio. Il loro stato civile non è suscettibile d'essere attaccato nei casi in cui può esserlo una semplice ricognizione di figli naturali. Nessuno colla sua sola testimonianza può essere utile all'uno facendo un' ingiustizia all' altro.

Finalmente è stato riguardato come importante il richiamare e consacrare la massima, che ai soli tribunali appartiene di stabilire sui reclami di stato. Questa è una delle principali garanzie della libertà civile.

Tali sono, cittadini Legislatori, i motivi delle disposizioni contenute nel titolo *della paternità e della filiazione*.

Era necessario di riempire nella legislazione il voto immenso che lasciava il difetto di regola generale e positiva su d'una materia così importante, e quasi sempre esposta alle variazioni di giurisprudenza dei tribunali. Sarà senza dubbio un gran benefizio della legge, allorchè ognuno vi troverà la sua sorte chiaramente fissata su principj che il suo cuore e la sua ragione non potranno a meno di non riconoscere.

Questi motivi sono stati esposti dal Consigliere di Stato Bigot-Préameneu.

ESTRATTO

Del Rapporto fatto li 28 ventoso anno XI *al Tribunato dal C.* Lahary *(de la Gironde) in nome della sezione di legislazione, sul progetto di Legge, Titolo VII del Codice Civile, relativo alla* Paternità *ed alla* Filiazione.

Il titolo *della Paternità e della Filiazione* si divide in tre capitoli.

Il primo tratta *della filiazione de' figli legittimi, o nati nel matrimonio.*

Il secondo, *delle prove della filiazione dei figli legittimi.*

Il terzo si suddivide in due sezioni relative: la prima *sulla legittimazione dei figli nati fuori di matrimonio*, la seconda *sulla ricognizione de' figli naturali.*

Questo piano è sembrato alla vostra sezione tanto più saggiamente concepito, in quanto che abbraccia nel quadro più ristretto tutto ciò ch' è relativo alla paternità ed alla filiazione nell' ordine della natura. Dico nell' ordine della natura, perchè la pater-

nità d'adozione dee fare il soggetto di un titolo partioolare. Essa ha egualmente applaudito all'estrema precisione colla quale gli articoli sono redatti, e che non nuoce in conto alcuno all'ordine, nè alla connessione delle idee, nè tampoco allo sviluppamento e alla chiarezza delle diverse disposizioni.

Alcuni hanno creduto di osservare una sorta di contraddizione fra gli articoli, in quanto che l'uno ammette generalmente e senza restrizione la prova *dell' impossibilità fisica* come mezzo assoluto di rifiuto, e che l'altro al contrario dichiarando ammissibile la prova della non paternità nei due casi ch' esprime, sembra subordinare la stessa prova a queste due condizioni.

Ma questa pretesa contraddizione svanirà ben presto, se si consideri che il primo articolo non ammette che la *fisica impossibilità*, e l'ammette in tutti i casi, senza che vi sia neppur bisogno di ricorrere all' eccezione d'adulterio; e che il secondo articolo ammette (nel caso dell' adulterio provato, e dell' occultamento della nascita del figlio) non solamente la prova della *impossibilità*

fisica, ma eziandio quella di una sorta d'*impossibilità morale*. Io tronco la difficoltà, perchè questo è il nodo dell'apparente contraddizione che gli si rimprovera.

In verità, le due circostanze che fanno ammettere quest'ultima prova, per gravissime, per forti che sieno ambidue, non sono capaci a bilanciare la presunzione legale che risulta dal matrimonio. Ma se il marito fonda il suo rifiuto sopra queste due probabilità, e che provi tutti i fatti proprj a giustificare ch'ei non è il padre del figlio, allora questo cumulo di fatti e d'indizj *forma*, come lo ha giudiziosamente osservato l'Oratore del Governo, *un ammasso di presunzioni, che non lascia più a quella che può ritrarsi dal matrimonio la sua decisiva influenza*.

Così dunque il primo e secondo articolo si conciliano perfettamente, poichè l'uno non fa che una sola eccezione alla regola generale, e l'altro vi appone molte restrizioni; giacchè la prima disposizione si applica a tutti i casi, e la seconda è limitata alle due circostanze, ch'essa ha prevedute non già per fondare il rifiuto, ma unica-

mente per fare ammetter la prova che lo autorizza (1).

La massima che il figlio concepito durante il matrimonio ha per padre il marito, desunta dalla ragione, e adottata da tutti i popoli civilizzati era tanto più degna d'essere raccolta nel nostro Codice, quanto che essa è fondata *sull' utile pubblico, sul riposo delle famiglie, e sulla tranquillità de' matrimonj.*

Un altro motivo rende questa massima *quasi inviolabile*, ed è l'impossibilità nella quale si è sovente ridotto di provare il contrario; e nel dubbio, la saviezza del legislatore *presume sempre in favore dell' innocenza della madre e dello stato del figlio.*

---

(1) Se si ammettesse ogni altra interpretazione fuori di quella che io do, e che lo stesso Oratore del Governo ha data su questi due articoli, ne risulterebbe che l'articolo 307, lungi dal contenere una nuova disposizione più lata ed estesa di quella portata dall'articolo 306, al contrario la modificherebbe e la restringerebbe, non rendendola applicabile se non ai casi dell' *adulterio provato e dell' occultamento della nascita del figlio*; mentre indipendente da qualunque circostanza essa si applica necessariamente a tutti i casi.

Questa regola generale, bisogna confessarlo, non è uno di quei principj, la cui verità sia matematicamente dimostrata; ma infine è una presunzione legale che dee avere tutta la forza di una prova, sino a tanto che sia distrutta da una prova contraria.

Prevedesi anticipatamente perchè la legge si fonda qui sopra una presunzione, e non sopra un principio; la ragione è che dovendosi statuire in una materia che non è di sua giurisdizione, e sopra un fatto così incerto come la paternità, non era una sola regola di prima verità che potesse servir di base alla sua disposizione.

La natura avendo coperto l'atto della generazione dei più impenetrabili misteri, la legge è stata dunque costretta di stabilire, in difetto di principio invariabile, una presunzione di diritto che divenisse la garanzia di un fatto, di cui era impossibile acquistar altrimenti la certezza. Ma questa presunzione essendo rivestita dell' autorità della legge, acquista, mediante la forza della legge stessa, un grado di probabilità equivalente alla verità che qui si nasconde a quasi tutte le ricerche.

Senza dubbio, come ho già osservato, questa presunzione che deferisce al marito la paternità *del figlio concepito durante il matrimonio,* non può portare il carattere dell' infallibilità. Tuttochè ammessa dalla legge, sebbene ripeta da essa tutto il suo ascendente e il suo impero, non per questo cessa di essere una presunzione, ed ogni presunzione, qualunque siasi, dee sparire a fronte di una prova positiva.

Ma non è meno chiaro secondo tutti gli autori che hanno scritto su questa materia » che se la presunzione legale non è in- » fallibile, essa è almeno molto legittima, » e che se da una parte soffre essa una » prova contraria, perchè non è infallibile, » è considerata dall'altra come la verità, » finchè non resti distrutta, precisamente » perchè dessa è legittima », e perchè nell' assenza del principio dee forzatamente tenerne il luogo.

Da ciò risulta, come si vede, l'indispensabile necessità d'ammettere alcune eccezioni alla regola generale; imperocchè dappoichè vi sono alcuni casi, ne' quali può essere evidentemente provato che il padre *non è*

quello che il matrimonio dimostra, bisogna pure che questa regola, per potente che sia, ceda sotto la prova di un fatto più potente di essa.

Ma qual è il genere, la natura e il numero dell' eccezioni da introdursi in questa regola generale per adattarla senza pericolo, e con tutto il possibile vantaggio alla legislazione di un popolo che vorrà farne una massima del suo Codice civile?

Ecco uno de' grandi problemi che il Governo doveva risolvere, ed è quanto ha fatto coll' articolo 307 che mi sembra rinchiuder la più bella, come la più ardita delle innovazioni.

I legislatori di Roma non ammisero altre eccezioni alla regola *Pater est quem nuptiæ demonstrant*, fuori di quelle che risultavano *dalla impossibilità fisica della coabitazione degli sposi, e dall' impotenza naturale del marito, continua, o passaggera*: e si fondarono a questo riguardo sul principio di eterna ragione, che vuole che la presunzione legale stessa ceda all' evidenza del fatto contrario.

Filium eum definimus (dice la legge 6

nel Digest., De his qui sui vel alieni juris sunt) *qui ex vero et uxore ejus nascitur; sed si fingamus abfuisse maritum, verbi gratia per decennium . . . vel si ea valetudine fuit, hunc qui in domo natus est, licet vicinis scientibus, filium non esse.*

» La presunzione capace di attaccare quel-
» la della legge, diceva *d'Aguesseau*, dee
» essere scritta nella stessa legge; essa debbe
» esser fondata su d'un principio infallibile
» per poter distruggere una probabilità così
» grande, come quella che serve di fonda-
» mento a questa prova.

» Ora è evidente, che se ci attacchiamo
» a queste massime, non si possono tro-
» vare che due eccezioni a questa regola
» generale, *fondate tutte due sopra una im-*
» *possibilità fisica e certa di ammettere que-*
» *sta presunzione.*

» Quest'eccezioni sono proposte nella leg-
» ge che definisce cosa è un figlio legit-
» timo. . . .

» Non vi sono dunque che due prove
» contrarie che possono essere opposte ad
» una presunzione così favorevole ».

» *La lunga assenza del marito*, e noi pos-

» siamo aggiungere conformemente allo spi-
» rito della legge, *che fa di mestieri che*
» *quest' assenza sia certa e continua.*

» *L'impotenza o perpetua o passaggera*
» è la seconda. La legge non ne ascolta di
» più; ed è evidente ch' è impossibile il
» fingerne altre, poichè sino a tanto che
» l' assenza, o alcun altro ostacolo non
» avrà separato quelli che il matrimonio
» unisce, *non si presumerà mai che quello*
» *ch' è il marito non sia il vero padre.* . . .

» Si è preteso, aggiunge *d'Aguesseau*,
» che l'unione di tutte le presunzioni che
» si traggono dal fatto potrebb' essere para-
» gonata a queste eccezioni generali che
» propone la legge. . . .

» L'assenza del marito, la presenza dell'
» adultero, *il secreto della gravidanza e*
» *della nascita del figlio*, l'oscurità della
» sua educazione, la dichiarazion della ma-
» dre, il rifiuto del padre, sono i princi-
» pali mezzi pe' quali si è creduto di poter
» attaccare la più rispettabile e la più im-
» ponente qualità di figlio legittimo ». . . .

» Non abbandoniamo però, esclama egli,
« l'autorità de' *soli principj che possono as-*

» *sicurare la nascita degli uomini*, e non
» ci lasciamo talmente colpire da quella
» moltitudine di presunzioni, *che offendia-*
» *mo i fondamenti della società civile* ».

Nondimeno l'opinione che *d'Aguesseau* si era formata della rigorosa massima consacrata dalle leggi romane, non sembra assolutamente incompatibile coi nostri costumi, e la sua ammissione fra noi in tutto ciò che ha di assoluto non darebbe luogo ai più strani abusi, ed a gravissimi inconvenienti?

Certamente, tolga il cielo che io voglia calunniare la natura umana, e soprattutto quel sesso interessante che Dio creò per piacerci e per renderci migliori; ma mi sia permesso il dirlo, siamo noi ciò ch'erano i Romani, ed i Romani erano ciò che noi siamo? Avevano eglino a temer come noi, ovvero vedevano come noi i colpi portati alla fede coniugale?

Se la loro legislazione tanto più severa per il marito, quanto era indulgente per la moglie (della quale presumeva così favorevolmente) si adattava perfettamente al carattere ed ai costumi di quel popolo gra-

ve, è saggio il pensare, sarebbe egli ragionevole il credere ch'essa potrebbe egualmente convenire al nostro carattere nazionale?

Questa legislazione, la quale nel punto principale emancipa in qualche modo il sesso più debole in pregiudizio del più forte, e gli lascia (fuori di due casi infinitamente rari) lo strano privilegio di nascondere i suoi delitti e la sua impunità sotto lo scudo sacro del matrimonio, una tale legislazione sarebbe bene appropriata ai nostri gusti, alle nostre inclinazioni, ai nostri attuali costumi? Non sarebbe in contraddizione diretta colle nostre maniere e colle nostre abitudini? Infine, non è pressochè evidente ch' essa favorirebbe soverchiamente questo spirito di leggerezza e di galanteria che si fa rimarcare fra noi, e che distinguendo eminentemente le donne francesi è anzi piuttosto un garante delle loro amabili qualità, che delle loro austere virtù?

» Le leggi, dice Montesquieu (1), debbono essere talmente proprie al popolo pel quale son fatte, *ch' è un caso rarissimo,*

---

(1) *Esprit des lois*, tom. I, cap. 3.

se quelle di una nazione possono convenire ad un' altra.

» Bisogna che si riferiscano alla natura
» ed al principio del governo ch'è stabilito,
» o che vuole stabilirsi, o esse lo formino
» come fanno le leggi politiche, o lo man-
» tengano, conforme fanno le leggi civili.

» Esse debbono, soggiunge egli, essere
» relative al *fisico* del paese, al clima gela-
» to, ardente o temperato, alla qualità del
» terreno, alla sua situazione e grandezza.
» Deggiono riferirsi al grado di libertà, che
» la costituzione può permettere; alla reli-
» gione degli abitanti, *alle loro inclinazioni,*
» alle loro ricchezze, al loro numero, al
» loro commercio, *ai costumi loro, ed alle*
» *loro maniere* ».

Così dunque io oppongo qui l'autorità di *Montesquieu* a quella d'*Aguesseau* per giustificare le restrizioni che il governo ha poste ad un principio che gli è sembrato troppo assoluto; o per parlare più esattamente, io non le invoco amendue se non per conciliare l'una e l'altra; perciocchè questi due grandi uomini non potevano essere di un sentimento contrario in materia di legi-

legislazione; e se una leggera divergenza d'opinione si fa qui rimarcare, la ragione è che *Aguesseau* parlando come magistrato in un secolo che non è più il nostro, si limitava a rammentare ai giudici la rigorosa applicazione della legge, e *Montesquieu* scrivendo per tutte l'età e per tutti i popoli, presentava ai legislatori stessi i grandi principj del diritto civile e della costituzione degli Stati.

Ho già osservato che le leggi romane avevano ammesso per seconda eccezione, fondata sulla impossibilità fisica, quella risultante *dall' impotenza naturale, continua o passaggera*: questa senza dubbio era un nuovo omaggio renduto all' inviolabilità del matrimonio. Ma quanta incertezza ed abusi, quanti inconvenienti, ed anche scandali risultavano da questa straordinaria eccezione?

Lo sposo era sottomesso a prove non meno crudeli che illusorie; egli non poteva sottrarsi ad esami, a visite, a verificazioni che offendevano la decenza e il pudore. E qual era il risultato di questa procedura scandalosa, se non quello di non produrre cosa alcuna di certo, e di abbandonare il

marito (riconoscito o no impotente) anche al disprezzo dell' infelice sua sposa, di esporlo alla pubblica derisione, e ad un perpetuo ludibrio?

La legge proposta, più grave e più verecconda, se così mi è permesso di esprimermi, previene tutti questi abusi, rimedia a quest' inconvenienti ed allontana questi scandali. Essa toglie alla maligna censura il pretesto di porre in ridicolo e di avvilire gli sposi; dispensa la giustizia dal faticoso dovere che non poteva adempire senza compromettere la sua dignità. Insomma lascia sepolto nei misteri del letto nuziale ciò che il suo vigile sguardo non può penetrare, e la cui manifestazione sarebbe non meno inutile che odiosa.

Dopo avere ammesso le nuove eccezioni, avanti alle quali dee cedere la regola generale (poichè non può essa far presumere la paternità del marito, quando è incontrastabilmente provato ch' egli non è il padre del figlio); dopo di avere, dico, consacrato quest' eccezioni, divenute necessarie, era indispensabile, come ho già osservato, di circoscriverne l'uso in giusti limiti. Ora

questi limiti non potevano trovarsi, se non nel tempo che scorre fra il momento della concezione e quello del parto; ovvero, ciò ch' è lo stesso, nelle diverse epoche più o meno prossime, o più o meno remote dei diversi termini della gravidanza.

Scorgesi ch' era d'uopo qui il prevedere due distintissimi casi, assai differenti l'uno dall' altro, ed alle volte prodotti da certi traviamenti della natura che si prende giuoco, a seconda de' suoi capricci, nelle sue misteriose operazioni. Bisognava ancora, per non ingannarsi nelle false congetture, concentrar questi due termini in un circolo che fosse insieme assai ristretto ed assai esteso, per abbracciare ed afferrare, quasi precisamente, l'intervallo che questi stessi traviamenti non sorpassano. Era di mestieri finalmente sciogliere il problema delle nascite precoci e tardive, affine di rendere applicabili o nell'uno o nell' altro caso le eccezioni che la legge riserva al marito per autorizzarlo a non riconoscere per suo il figlio concepito durante il matrimonio.

Ora, cittadini Tribuni, ciò è quanto è stato regolato con una prudenza consumata

dalle disposizioni degli articoli 306, 308 e 309, le quali fissano a 180 *giorni* il termine fatale delle nascite precoci, e a 300 *giorni* quello delle nascite tardive.

Si sa che nel sistema della legislazione romana, il marito non poteva in verun caso espellere dalla sua famiglia il figlio che avesse dovuto la nascita al delitto della sua sposa, se non che dopo averla fatta condannare come adultera.

Il progetto di legge, al contrario, più morale e più giusto nelle sue disposizioni permette al marito (in tutti i casi ne' quali può provare *l'impossibilità fisica*) di respingere lungi da se il figlio che non gli è giammai appartenuto, senza assoggettarlo ad intentare una così odiosa accusa.

Tuttavolta il progetto che noi discutiamo non ha inteso di proscriver l'azione in delitto d'adulterio. Una tale non curanza non poteva entrar nelle viste del legislatore. Essa avrebbe troppo incoraggiato quelle donne ardite che non possono contenere il freno del pudore, nè il sacro vincolo del matrimonio.

Ma il progetto neppure ha dovuto attri-

buire alla sola eccezione d' adulterio lo stesso effetto che produce la prova dell'*impossibilità fisica* della coabitazione, e far risultare unicamente da questo delitto un mezzo di rifiuto? Imperocchè sarebbe stato in qualche sorta abbandonar le donne in balia de' capricci o delle passioni dei loro mariti che, per arrivare a un tal rifiuto, non avrebbero mancato di ricorrere a questa grave accusa.

Così ha espressamente deciso che l' eccezione d' adulterio non autorizzerebbe il marito a non riconoscere per suo il figlio, se non nei casi preveduti dall' articolo 308. Ora questo articolo esige, che una prova positiva, venendo ad avvalorare tutte le presunzioni contrarie, faccia sparire quella della paternità che risulta dal matrimonio.

È allora, ma soltanto allora, ch'ei crede di dover fare spiegare l' inflessibilità della regola; perchè bisogna pure che ceda all' evidenza di un fatto distruttivo di quello ch' essa presume, mentre non è più possibile di riputar padre quegli che prova di non esserlo.

Relativamente alle nascite tardive, oggetto

dell' articolo 309, i naturalisti, i filosofi, gli antichi legislatori, persino i medici, così sovente divisi su tanti punti di controversia, tutti si accordano in questa comune opinione, *che dieci mesi sono il più lungo termine che si possa assegnare alla gestione della donna.*

I Romani avevano adottato la trentunesima disposizione della legge delle dodici tavole, la quale decide che il figlio nato nel decimo mese dalla morte del padre è legittimo.

Questa decisione è ancora consacrata dalla legge III, §. 11, al Digesto, *De suis legitimis heredibus*, nella quale Vulpiano decide, che il figlio che nasce dopo i dieci mesi compiuti non può essere ammesso alla sua successione.

Plutarco, nella vita d'*Alcibiade*, c'insegna che *Leotichide* fu privato del regno di suo padre *Agide*, perchè sua madre aveva partorito da più di dieci mesi dopo l'assenza del re.

Se, ad onta di questi fatti e di questi principj, si possono non pertanto citare fatti contrarj e leggi che sembrano legittimare

una nascita più tardiva, si debbono senza dubbio o alla maniera colla quale si contavano i mesi nelle differenti età, o al desiderio di coprire il delitto di una donna potente, e di far passare una ricca successione sopra un' altra testa, fuori di quella a cui era devoluta.

Infatti si sa quanti esempj di così gravi ingiustizie ci somministra la storia de' tribunali. Neppure s'ignora che i mesi de' Romani erano mesi lunari, dieci de' quali bastavano per compimento dell'anno, e senza dubbio, secondo questo calcolo gli storici hanno osservato che *Vestilia*, moglie di *Pompeo*, mise al mondo *Suilio Ruffo* nell'undecimo mese della sua gravidanza.

Ma è così certo che l'opinione generale è la più vera, e che dieci mesi sono il più lungo termine della gravidanza, che uno de' più grandi poeti latini ne ha fatto egli stesso l'osservazione. Chi di voi, miei colleghi, non si ricorda di quel verso della quarta egloga di Virgilio:

Matri longa decem tulerunt fastidia menses.

» Mediante l'iscrizione sui pubblici regi-
» stri, dice ingegnosamente *Cochin*, si fa

» il suo ingresso nel mondo; col favore di
» questo *passaporto* si può essere ammesso
» e riconosciuto in una famiglia ».

Perciò dopo l'ordinanza del 1539, che ha stabilito fra noi i pubblici registri, le leggi susseguenti e i tribunali aggiungevano a questi registri una tal confidenza che non era permesso di esibire, per provare la filiazione, alcun altro genere di prova, se non nel caso in cui non esistesse registro nel luogo della nascita, oppure nel caso in cui quelli che avevano esistito fossero stati perduti o distrutti.

In quest' ultimo caso, per non lasciare all'arbitrio del giudice la facoltà di supplire a questi documenti legittimi, il legislatore ha dovuto determinare, in un modo soddisfacente per la ragione e per la giustizia, un secondo mezzo di stabilire la filiazione; ed è ciò che è stato preveduto dagli articoli 314, 315 e 316.

» In mancanza di titolo, dice l'articolo
» 314, il possesso costante dello stato di
» figlio legittimo basta ». Ma un fatto solo ed isolato non potrà bastare per provare un possesso di stato, come si ricerca per

istabilirsi in una famiglia. Vi vuole un cumulo, *una riunione sufficiente di fatti che indichino il rapporto di filiazione e di parentela fra l' individuo e la famiglia, alla quale pretende di appartenere.*

Se la legge dee proteggere il figlio che vuol ricuperare il suo stato, dee egualmente invigilare affinchè gli eredi non siano turbati nel godimento de' loro beni. La famiglia è ugualmente una sacra proprietà, e non vi si può essere ammesso, se non quando si ha un titolo legittimo, o un possesso che vi equivalga.

Se la regola fondamentale, che dichiara figlio legittimo colui ch' è nato durante il matrimonio, suppone e fa presumere la paternità del marito, questa regola cessa di avere la sua applicazione, quando il figlio presentasi privo del titolo della sua filiazione. Senza questo autentico titolo, senza questo *passaporto*, come potrebbe provare che la sua nascita rimonta all' epoca del matrimonio de' suoi genitori?

Ha potuto però accadere, per negligenza o per altra cagione qualunque, che la nascita del figlio non sia stata inscritta sui

registri; e siccome questa inesattezza non è di suo fatto, non dee essergli imputata; imperocchè ciò sarebbe punirlo di un fallo che gli è straniero, e di cui sarebbe stato egli stesso la prima vittima.

È dunque giusto di facilitargli il mezzo di conservare uno stato del quale ha già goduto, allorchè moltissime presunzioni sorgono in suo favore, e garantiscono la sua legittimità.

Determinare e precisare i soli fatti che potevano contestare il possesso di stato, sarebbe stato un esporsi al rischio di allontanarne alcuni, talmente decisivi, che si sarebbe privato il figlio di tutti i soccorsi che gli accorda la legge, e che per rendere la sua prova più concludente si sarebbe renduta sovente difficilissima, per non dire impossibile.

In questa circostanza la saviezza del giudice deve supplire al silenzio della legge; giacchè è di principio in legislazione, che le leggi non possono prevedere tutti i casi e tutte le circostanze. La sola cosa che possa fare il legislatore a questo riguardo, si è d'illuminare la religione del giu-

dice, proponendogli esempj che possano servire come di modello ai suoi giudizj. Ora, cittadini Tribuni, l'articolo di cui vi ho rammemorato i termini non lascia che desiderare in proposito, poichè contiene l'enumerazione de' *principali fatti* che servir possono a provare la filiazione.

Non è dunque *la sola*, e nemmeno *l'intera riunione* dei fatti indicati dalla legge che stabilirà il possesso di stato; essa potrà egualmente essere stabilita da fatti simili, da fatti della stessa natura, insomma, da fatti i quali, senza essere esattamente i medesimi dei precisati nell'articolo, sieno nondimeno assai numerosi ed assai gravi, onde ne risulti un vero possesso di stato.

Se la legge avesse voluto che questi fatti fossero i soli, o che componessero il tutto di quelli che debbono comprovare la filiazione, non avrebbe detto che questi fatti sono *i principali*; ma, dacchè li qualifica così, è evidente che sono piuttosto *esempj* che propone, di quello che *un limite* che abbia voluto stabilire.

Secondo l'articolo 317, in mancanza di titolo e di possesso costante, o se il figlio

è stato scritto sotto nomi falsi come nato da genitori incogniti, si può far la prova della filiazione con testimoni quando vi è principio di prova per iscritto, o quando le presunzioni o gl' indizj risultanti da fatti sin d'allora costanti, sono abbastanza gravi per determinarne l'ammissione.

Per antica che sia la prova testimoniale, non ve n' è pertanto alcun' altra più fragile e più pericolosa: quindi i Romani l'avevano interamente rigettata sul fatto di cui si tratta. Se si attacca il vostro stato (dice la legge II, al codice, *De Testibus*), difendetevi come potrete, ma con atti, e colle solide conseguenze che ne risultano. La sola prova per testimoni non può bastarvi: *soli enim testes ad ingenuitatis probationem non sufficiunt.*

Le nostre ordinanze avevano egualmente rigettato la prova de' testimoni in materia di possesso di stato.

» Se si ammette la prova testimoniale in
» favore di coloro che non hanno titolo,
» nè possesso, dicea *Cochin*, lo stato degli
» uomini, questo bene prezioso, che fa,
» per dir così, una porzione di noi stessi,

» ed al quale con vincoli così sacri siamo
» attaccati, nulla avrà più di certo. Si ve-
» drà sempre in preda alle più strane rivo-
» luzioni. La società civile non sarà più
» che un caos, nel quale non si potrà di-
» stinguersi, nè riconoscersi ».

Ma intanto come negarla al figlio che non ha potuto procurarsene un'altra? Questo rifiuto non lo renderebbe vittima della non curanza, e forse ancora del delitto dell' autor de' suoi giorni? E la legge non ha dovuto cercare di prevenir questo delitto accordando al figlio, aiutato da una testimonianza scritta, la facoltà di ricuperare uno stato che si sarebbe tentato di rapirgli? I Romani, come si è veduto dalle espressioni della legge già citata, avevano conosciuto questo bisogno della giustizia; imperciocchè se le loro leggi non ammettevano i soli testimoni, nondimeno non gli escludevano: *soli testes*, dicevano, *non sufficiunt*.

Le nostre ordinanze egualmente non la rigettavano che nei casi, in cui fosse stato impossibile di *procurarsi principj di prove per iscritto*. Ma ogni volta che questi prin-

cipj di prove si riunivano a testimonianze non sospette, le leggi accordavano loro la confidenza ad esse dovuta.

Tale è ancora il voto ben espresso dall' articolo, la cui disposizione si è rammentata. E come ricusarsi a un simil atto di giustizia verso un essere debole ed isolato, ch' è privo di ogni mezzo di difesa? Infatti non è in potere del figlio di tradurre nel momento della sua nascita i suoi genitori avanti il pubblico uffiziale per provare questo avvenimento. Allorch' ei vegeta fuori della casa paterna, e nell' ignoranza di coloro dai quali ha ricevuto il tristo dono della vita; quando non può rifuggirsi nelle braccia di suo padre, nè chiamarlo in suo soccorso, quando neppure può procurarsi alcun indizio su gli autori de' suoi giorni, può nondimeno succedere che quelli i quali avevano rapporti co' suoi genitori si trovino averne ancora con lui. Può accadere ch' egli trovi nella casa paterna documenti che indichino e facciano già presumere lo stato di cui cerca la prova. Sarebbe giusto, in questo caso, che un tal favore della providenza gli divenisse inutile e fosse per lui perduto?

L'articolo 319 riserba ai parenti o del padre o della madre, la facoltà di provare contro il figlio, ch'ei non è *il figlio della madre, nè il figlio di suo marito;* questo è un principio di giustizia fondato nella reciprocanza. L'antica giurisprudenza non accordava, è vero, lo stesso vantaggio agli eredi; ma per giustificare questa leggera innovazione basta osservare, ch' essa ha per base i principj della giustizia e l' interesse dell' ordine sociale.

L'articolo 325 deroga all' antica giurisprudenza costantemente stabilita dai tribunali, non relativamente ai figli *adulterini ed incestuosi*, perchè questi sono stati sempre considerati come una mostruosità tale nell' ordine sociale, che si è giunto persino a negar loro gli alimenti; ma in quanto che il progetto non accorda la legittimazione a que' figli, eccetto che nel caso in cui i genitori li avranno riconosciuti, o prima del matrimonio, o nell'atto della celebrazione.

Sino al presente l'universalità de' giureconsulti romani o francesi aveva riguardato questo genere di legittimazione come una necessaria conseguenza del matrimonio, e

questo principio era tanto più rigorosamente osservato, in quanto ch'era consacrato da uno dei capitoli delle decretali (1).

Se si può ancora opporre contro questa innovazione, è che gli sposi, in tal circostanza, o per vergogna, o per timore d'alienare il cuore di parenti austeri, e da' quali hanno tutto a sperare, non oserebbero fare una simile dichiarazione, o avanti l'atto della celebrazione, o in quest'atto medesimo; ma l'oratore del Governo che ha presentato questo progetto di legge al Corpo Legislativo, non ha dissimulata questa difficoltà, e vi ha fatto una solida risposta.

Infatti questo preteso falso timore di verecondia è del pari chimerico, quanto quello che si potrebbe avere d'alienare il cuore di parenti troppo austeri: poichè l'atto di ricognizione del figlio può restare secreto; poichè senza determinar l'epoca in cui deve esser fatto, basta che lo sia in un tempo anteriore al matrimonio; giacchè l'esistenza

(1) *Tanta est vi matrimonii, ut qui antea sunt geniti, post contractum matrimonium legitimi habeantur.*

stenza di questo figlio dev' essere una nuova ragione per determinare i parenti a consentire al matrimonio; poichè in fine questa obbligazione di contestare con un atto qualunque la nascita di questo figlio, può sola essere una salvaguardia contro i tentativi della seduzione.

E la prova che la legittimazione non è una conseguenza necessaria del matrimonio, si è che nel sistema dell'antica legislazione, come in quello del progetto, tutti i figli nati anteriormente a questo matrimonio neppure possono godere di questo benefizio della legge, come i figli che non sono nati da persone libere.

Nulla di più frequente altre volte quanto questi audaci reclami di stato, co' quali si assediavano per ogni parte i tribunali. Quante donne imprudenti osavano pubblicare la loro debolezza sotto pretesto di ricuperare il loro onore! Quanti intriganti nati nella condizione più abbietta avevano l'inconcepibile sfrontatezza di pretendere d'introdursi nelle famiglie le più distinte, e soprattutto le più opulenti! Si può consultare a questo proposito la raccolta delle Cause celebri, e

si resterà indeciso se debba maggiormente sorprendere, o l'insufficienza delle nostre leggi su questo importante oggetto, o la temerità di coloro che se ne facevano un titolo per traviare la giustizia, e perturbare la società.

Essa terminerà finalmente quella lotta scandalosa e troppo funesta ai costumi: *la ricerca della paternità è proibita.*

Non havvi eccezione a questa regola salutare se non nel caso di ratto, allorchè l'epoca di questo ratto si riferirà a quella del concepimento. Il rapitore allora, sull'istanza delle parti interessate, potrà essere dichiarato padre del figlio.

Quanto una tal legge avrebbe potentemente influito sui nostri costumi un mezzo secolo fa, e perchè ci avrà da rincrescere che non sia stata promulgata se non ai nostri giorni! Ma, quantunque tarda, essa non opererà meno i felici risultati che se ne debbono attendere, poichè l'effetto delle buone leggi è di condurre insensibilmente i buoni costumi.

Il progetto *ammette*, al contrario, *la ricerca della maternità*, perchè questa es-

sendo stabilita da fatti certi e positivi; sembra difficile di traviar la giustizia a questo riguardo, attese soprattutto le precauzioni che la legge ha preso, di non permettere una tale ricerca fintanto che non vi fosse già *un principio di prova per iscritto, e che il figlio che reclamerà sua madre proverà ch' è identificamente quel medesimo che ha partorito.*

Se la legge dee proteggere il figlio che non domanda se non di godere i diritti che gli dà la natura, essa dee egualmente garantire la madre da quegli attacchi e da quelle ricerche, le quali non possono essere dirette contro di lei senza nuocere alla sua riputazione, il più prezioso di tutti i beni per una donna virtuosa. Più l'onor delle donne sarà protetto dalla legge, più saranno gelose e fiere di conservarlo.

Ma un figlio, frutto dell'incesto o dell' adulterio, *non sarà mai ammesso alla ricerca, o della paternità, o della maternità.*

Vi sarebbe cosa più immorale e più contraria alle convenienze sociali, quanto l'assicurare la protezione della legge a quel figlio mostruoso che, per pochi alimenti

che può procurarsi altrove, accusasse gli autori de' suoi giorni di avergli data la nascita con un delitto?

ESTRATTO

Del Rapporto fatto il dì 2 germinale anno XI *al Corpo Legislativo dal cittadino* DUVEYRIER, *uno degli Oratori del Tribunato, sul Titolo VII del Codice Civile, relativo alla* Paternità *ed alla* Filiazione.

La presunzione legale che ai figli di matrimonio dà per padre il marito della madre loro, posta in luogo del segno materiale, cui la natura non accorda, ha due caratteri di verità egualmente imponenti; l'autorità di tutti i secoli, e l'esempio di tutti i popoli.

Nella più lontana antichità e presso le moderne popolazioni delle estremità del globo, non si citerà una unione d'uomini formata in corpo sociale, la quale abbia introdotto nelle sue leggi un altro mezzo di regolare la serie delle discendenze e l'ordine delle generazioni.

Più si penetra nella oscurità dei tempi, più si scopre il potere del segno legale della paternità nelle auguste solennità del matrimonio, e nell'immensa autorità sui figli data allo sposo della loro madre.

Se ne ritrova chiaramente la traccia in quella legge egizia, la quale per assicurare il pagamento dei debiti, senza autorizzare contro il debitore la violenza e l'inumanità, non permetteva di prendere imprestiti che dando in pegno il corpo imbalsamato del proprio padre.

I Romani sono debitori ai Greci della saviezza degli Egizj. Si sa che la loro legislazione è composta coi lumi sparsi in tutti i secoli che gli han preceduti, e presso tutti i popoli sottoposti al loro dominio. A questa circostanza, più che a tutt'altro, debbono essi l'autorità di dottrina che hanno esercitata sulla legislazione degli altri popoli, anche dopo la loro politica decadenza e la ruina del loro impero. Le leggi romane su questa materia sono ancora oggigiorno l'unica regola delle moderne società; e noi stessi sul progetto di legge che voi esaminate, non abbiamo avuto a consultare

che queste leggi per imitarle, o contraddirle, secondo quello che esigono le nostre località, i nostri costumi e le nostre attuali istituzioni.

I Romani della presunzione della paternità legale fondata sul matrimonio han fatto un precetto letterale, divenuto assioma legislativo. Nulla si ammette contro di questa regola: in suo favore si ammette tutto, eccetto l'impossibile e l'assurdo.

Ogni legge che imponesse l'obbligo di credere ciò ch'è in opposizione colle leggi fisiche della natura, e colle leggi morali dell'intelligenza, sarebbe fuori dei limiti del potere legislativo civile; ed ogni legge che desse alla menzogna evidente il titolo e il potere della verità non sarebbe che uno scandalo sociale.

Così nel matrimonio lo sposo della madre sarà sempre il padre del figlio, eccettuatine i casi, in cui sarà impossibile di supporlo e di crederlo.

Tre cause di differente natura possono imporre alla credenza, e formano qui tre specie di eccezioni alla presunzione legale di paternità:

L'impossibilità fisica.

L'impossibilità morale.

L'impossibilità legale.

La prima, l'impossibilità fisica, è assoluta; e trae da se stessa tutta la sua forza: è un fatto materiale di cui consta, e che non ammette verun' altra supposizione.

L'impossibilità morale è relativa; è la conseguenza d'un fatto già abbastanza grave per indurre la dubitazione, ed urtare l'opinione, ma che imperiosamente la soggioga, se vien fortificato da qualche circostanza decisiva.

L'impossibilità legale è la conseguenza immediata della legge; è l'inesistenza del titolo medesimo, su cui si fonda la presunzione.

Così la presunzione legale dee sparire, se nel punto del concepimento del figlio, il marito della madre si ritrovava notoriamente in una situazione tale, che lo impossibilitasse fisicamente di essere il genitore di quel figliuolo.

La presunzione legale dee indebolirsi, se nel punto del concepimento del figliuolo, una riunione di circostanze decisive sforza

la ragione a trasportar l'opinione sicura della paternità sovra altri che il marito della madre.

Finalmente, la presunzione legale non esiste, se nel punto del concepimento del figliuolo, il matrimonio, ch'è il solo fondamento della presunzione, non esisteva ancora, o più non esiste.

Ma siccome per giudicare con certezza, e per istabilire con precisione l'una e l'altra di queste tre eccezioni, il momento, in cui è d'uopo collocarsi, è sempre quello del concepimento del figlio, egli era indispensabile di rischiarare prima di tutto una quistione finora oscura, e fissare un punto, di cui la scienza colla instabilità delle sue congetture, e l'esperienza colla moltiplicità dei suoi rapporti, sembravano avere aumentata l'incertezza.

Era d'uopo assegnare il momento possibile del concepimento: ma dopo *Ippocrate*, la scienza, ad onta de' suoi diffusi e numerosi trattati; dopo *Giustiniano*, la legislazione, ad onta degl'interminabili suoi commentarj, non han fatto su questo punto un solo passo verso la precisione.

È necessario il dirlo: i Romani, maestri nella scienza legislativa, come nell'arte di vincere e di dominare, hanno posto eglino stessi un ostacolo quasi invincibile alla soluzion del problema, attesa una di quelle contraddizioni letterali, delle quali presenta più d'un esempio il caos delle loro compilazioni.

Son note quelle due leggi romane, le quali, con altrettanta precisione l'una che l'altra, ammettono per la legittimità del figlio una rimarchevole differenza nell'intervallo di tempo che può decorrere fra il matrimonio, vale a dire fra il momento presente del concepimento e quello della nascita.

La legge VII nel Digesto, *De suis et legitimis hæredibus*, decide che un fanciullo può nascere sei mesi e due giorni dopo il suo concepimento, e fonda questa decisione sull'autorità d'Ippocrate.

La legge XI nel Digesto, *De statu hominum*, esige all'opposto un intervallo di sette mesi compiuti fra il concepimento e la nascita, e si fonda ugualmente sull'autorità d'Ippocrate.

Voi comprendete che mille volumi di commentarj non hanno potuto accordare queste due leggi, e non hanno servito che a farci sapere che Ippocrate non si era nè ingannato, nè contraddetto.

Tuttavia ciascuna di dette due leggi ha avuto i suoi settatori. Gli uni hanno severamente richiesto il settimo mese compito; gli altri si sono contentati del settimo mese cominciato. La diversità delle opinioni si è accresciuta e fortificata nel venir fino a noi. Le discussioni medico-legali e i trattati di giurisprudenza hanno esaltato le teste fino alle supposizioni stravaganti; e in questi ultimi tempi si è veduto, avanti il primo tribunale di Francia, lo scandalo d'un processo suscitato per la legittimità d'un fanciullo nato nel sesto mese del matrimonio.

Oggigiorno si è generalmente d'accordo a pensare che, malgrado le innegabili variazioni della natura, havvi un termine, oltre il quale altro non si trova che l'impossibile e il mostro. Era certamente preferibile di conoscere e precisare invariabilmente un tal termine, a rischio di sbagliare in alcuni

casi improbabili, piuttosto che di lasciare tutte le vertenze relative allo stato degli uomini sotto la dipendenza d'un calcolo arbitrario. Attirati dalla grande importanza della cosa, ed illuminati dallo scandalo delle precedenti controversie, gli autori del progetto presentato hanno adottato la più comune e la più autorizzata opinione: ed hanno stabilito che una nascita precoce sarebbe legittima, se avesse luogo almeno nel principio del settimo mese, vale a dire 180 giorni almeno dopo il momento presunto del concepimento.

Le nascite ritardate hanno del pari agitato e diviso gli spiriti. Si direbbe che in tal materia le leggi romane si faceano un gioco della contrarietà.

La legge delle dodici tavole, e la legge III, nel Digesto, *De suis et legitimis hæredibus*, non dichiarava legittimi che i fanciulli nati al più tardi nel decimo mese dalla morte del loro padre, e dallo scioglimento del matrimonio.

Successivamente l'imperatore Adriano fondandosi sull'opinione dei giureconsulti e dei filosofi del suo tempo dichiarò in un edit-

to, del quale Aulo Gellio ci ha trasmesso il testo, che un fanciullo potea nascer legittimo nell'undecimo mese dalla morte di suo padre.

Giustiniano adottò questa decisione nella sua novella 39: e quindi ne vennero fino a' nostri tempi le variazioni della giurisprudenza, e quelle decisioni dei nostri tribunali, i quali ora sopra un' autorità, ed ora sull' autorità contraria hanno dichiarato bastardi o legittimi dei fanciulli nati nell' undecimo mese dopo la morte del padre.

Era ancor qui necessario fissare un termine invariabile, ed era facile lo sceglier quello, cui l'esperienza e l'opinione generale del pari indicavano. Conseguentemente il progetto di legge stabilisce che potrà essere messa in disputa la legittimità d'un fanciullo nato nell' undecimo mese dopo lo scioglimento del matrimonio.

Sarà già un miglioramento sensibile nella nostra legislazione l'aver annientato e prevenuto tutte le dispute sovra un punto, da cui partono tutte le quistioni relative allo stato dei figli, l'aver fissato e ristretto il circolo, entro il quale la natura potrà an-

dar producendo i suoi capricci maravigliosi, ma da cui non si farà più sortire alle spese della società.

Questo circolo è chiaramente segnato nell' intervallo del tempo che passa dal centottantesimo al trecentesimo giorno avanti la nascita. È uno spazio di 120 giorni dato alla possibilità variabile del concepimento. La legge decide che un figlio può esser concetto al più presto sette mesi, e al più tardi dieci mesi avanti la sua nascita. Il figlio del matrimonio è quello in fine, che viene alla luce al più presto nel principio del settimo mese dopo la celebrazione del matrimonio stesso, e al più tardi dieci mesi dopo il suo scioglimento.

L'impossibilità fisica non può esistere che per due cause, *l'assenza del marito, e la sua impotenza accidentale.*

Qui gli antichi principj, conformi alla ragione ed all'equità, non soffrono alterazione veruna. Bisogna che l'assenza sia fuori di dubbio, continua, e di tal natura, che l'intervallo di tempo dato alla possibilità del concepimento, vale a dire l'intervallo di centoventi giorni che passa fra il cento ottan-

tesimo e il trecentesimo giorno avanti la nascita del fanciullo, non possa mente umana immaginare la possibilità d'un solo istante di riunione fra i due sposi.

Alcuni autori, per ammettere l'eccezione di assenza, esigevano fra i due sposi lo spazio immenso de' mari.

Questa precisione era affettata e scolastica; non era nè giusta, nè corrispondente al principio; e non soddisfaceva all'oggetto proposto. L'assenza reale può essere modificata da altre cagioni, può venir determinata con altre prove nullameno decisive: basta esigere ch'essa sia tale, che nel punto del concepimento ogni riunione fra i due sposi, anche momentanea, sia stata fisicamente impossibile.

Si è dimandato se la prigione, che separasse due coniugi, potrebbe parificarsi all' assenza.

Egli è chiaro che è l'assenza medesima, semprechè per altro la separazione sia stata talmente esatta e continuata, che al tempo del concepimento la riunione di un solo istante fosse fisicamente impossibile.

Dicasi lo stesso della seconda causa d'im-

possibilità fisica, l'impotenza accidentale del marito. Irragionevole sarebbe di volere individuare le specie, i casi, gli accidenti che possono produrla, sia che si tratti d'una ferita, o d'una mutilazione, o d'una lunga e grave malattia. Basta sapere che la causa dev' esser tale, e siffattamente provata, che nell' intervallo del tempo presunto della concezione suppor non si possa un istante solo, in cui avesse potuto il marito divenir padre.

Voi avete trovato, cittadini Legislatori, ed oso dire avete trovato con ripugnanza nei nostri libri, e fors'anche nei nostri tribunali, una terza causa d'impossibilità fisica, quella ch'era chiamata impotenza naturale: è questa una supposizione più o men probabile, poichè dieci secoli di sforzi, di dispute, di ricerche non hanno ancor fatto che una supposizione, che un uomo fosse stato prodotto senza aver ricevuto dalla natura la facoltà di produrre.

La legge romana ammetteva l'impotenza naturale: ma questo popolo, per cui l'onestà pubblica e il rispetto dei costumi erano la suprema legge, non ha a noi trasmesso un solo esempio di applicazione.

Solamente nell'ottavo secolo la religione l'introdusse nella sua dottrina e nelle sue decisioni, ma con quella osservabile restrizione, ch'essa non emanò giammai che decisioni provvisorie, sul motivo candidamente dichiarato, che potea la chiesa essere stata ingannata, e decisioni suscettibili di riforma, se l'uomo tacciato d'impotenza dava in seguito delle prove contrarie e materiali in un successivo matrimonio.

Dalle indicate decisioni l'hanno adottata i nostri tribunali, ma senza la restrizione che ne moderava l'inconseguenza. Questa restrizion religiosa non potea conciliarsi con quel principio sociale di una massima forza, che l'ordine delle famiglie e lo stato dei matrimonj debbono essere immutabili. Più si sentiva il bisogno di apprendere la verità, più si moltiplicavano i mezzi insensati di discoprirla; e dieci secoli impiegati a ricercar follemente la causa misteriosa d'un effetto incerto non han prodotto che contraddizioni, scandali e giudicati smentiti dalla natura medesima, sebben fondati sulle più speciose verosimiglianze.

Da lungo tempo la gran rarità di simili

casi

casi mostruosi, seppure esistono, l'infamia e l'insufficienza delle prove, l'oscurità insuperabile della causa e dell'effetto, avean fatto condannare da tutte le savie menti questo mezzo ridicolo di combattere e distruggere una presunzione giusta e favorevole, innalzata dalla legge stessa al grado di verità.

E voi non avrete senza soddisfazione osservato nella legge del divorzio, che questa causa, detta impotenza naturale, non è ascritta nel numero delle cause che conducono allo scioglimento del matrimonio.

Qui non si tratta di scioglimento di matrimonio: si tratta della legittimità del figlio nato nel matrimonio; e un particolar motivo di giustizia e di pudore fa proscrivere con maggior forza la vergognosa allegazione, di cui parlo.

Io non ho bisogno di dire che tutte le eccezioni che possono combattere la presunzione legale della paternità, non sono stabilite che in favor del marito. Il solo marito e i suoi eredi saranno ammessi a proporle in casi determinati. Per motivi di

piena evidenza, siffate eccezioni saranno interdette ad ogni altro.

Sarebbe dunque in questo caso il solo marito (poichè i suoi eredi nol potrebberó mai) che verrebbe a proporre pubblicamente la sua impotenza per far dichiarare illegittimo il figlio del matrimonio. E come immaginare, senza esser ributtato, l'impudente cinismo di un uomo che rivelar potrebbe la sua turpitudine e la sua infamia per disonorare la sua compagna e la sua vittima? imperocchè voi osserverete, che qui la donna sarebbe stata la prima vittima della furberia di quest'uomo impotente che si è presentato al matrimonio con tutte le speranze della paternità.

No, la castità della legge riprova queste confessioni infamanti e queste vergognose dichiarazioni. I mostri, se esistono nella natura, non debbono esser nella legge. No, la giustizia eterna, quella voce maestosa di ogni coscienza pura, dice che in questo caso, se questo caso può darsi, l'uomo dee sopportare tutti i pesi della paternità, della quale egli ha temerariamente affettata la potenza, e divorar la vergogna d'un figlio

ch'egli può non aver generato, ma che ha avuto la fraudolenta audacia di promettere alla sua sposa ed alla società.

Il progetto di legge non introduce che una causa d'*impossibilità morale*, nè l'ammette che sottoposta a tre condizioni precise e letterali.

Questa è l'adulterio.

I Romani aveano proscritto questa eccezione in tutti i casi. È celebre la decisione portata nella legge II del Digesto, *Ad legem Juliam: Cum possit et mater adultera esse, et impuber defunctum patrem habuisse.* Bastava ad essi che fosse possibile, sebben contrario ad ogni verosimiglianza, che la moglie adultera abbandonata agli abbracciamenti d'un altr'uomo, avesse sostenuto le testimonianze di tenerezza di suo marito.

La nostra giurisprudenza ha portato egualmente lungi questo eccesso di affettato pirronismo. I nostri tribunali hanno costantemente rigettato, in favore della presunzione legale, e la prova e il giudizio di adulterio, fortificati ancora dalla dichiarazione della madre colpevole.

E fin nel mezzo del decimosettimo seco-

lo, il parlamento di Parigi, sulle conclusioni di *d'Aguesseau*, amò piuttosto dichiarar legittimi dei fanciulli nati undici mesi dopo ogni momento possibile di concepimento legale, e le cui madri adultere altamente li confessavan bastardi, che urtare, senza causa fisica, quella presunzione di paternità matrimoniale, che deesi infatti considerare come inviolabile.

L'eccesso non è mai la verità; ed era ben fatto ritornare con precauzione e scrupolosità alle ordinarie leggi della ragione.

Per verità, non esiste nella natura impossibilità fisica, che una moglie infedele debba il concepimento del fanciullo, di cui divien madre, al marito ch' essa odia ed evita, e non all' uomo, di cui l'amore la rende schiava, tutta addetta e sottomessa. Ma tutti i calcoli del ragionamento, e tutte le affezioni morali della natura medesima rigettano una tale possibilità. Il dubbio almeno è inevitabile, e, diciamolo senza timore, neppure il dubbio esisterebbe senza cotesta presunzione della legge, sì rispettabile, ma che non esercita alcun' influenza sui motivi della convinzione interna.

E se questo dubbio, già comandato dalla legge piuttostochè dalla ragione, si trova ancor combattuto non dalla dichiarazione della madre, di cui mille motivi han potuto corrompere l'attenzione, e possono indebolire l'effetto, ma per una confessione tacita, spontanea e continuata, ben più forte che una dichiarazion passaggera e concertata, non saremo strascinati verso la verità, o per lo meno verso il bisogno di ricercarne l'evidenza?

Se la moglie adultera ha nascosto al marito la sua gravidanza, il suo parto, la nascita del fanciullo; il sentimento che le ha dettato questo mistero, ed imposto le cure e l'imbarazzo che desso esige, è d'una tale preponderanza, che sarebbe ingiusto di non chiamarlo in testimonio sulla quistione della vera paternità.

Una donna in questo caso non dice nulla, non dichiara nulla; ma tace e si cela. Suo malgrado, il suo cuore medesimo sviluppa le più nascoste sue piaghe; la sua coscienza lascia apparire il suo più misterioso giudizio. Dessa si mostra interamente dominata da quell'intima convinzione, alla

quale sagrifica il suo proprio figlio, e ciò che questi ha di più caro, la legittimità.

Allora ciò che può esigere la presunzion legale del matrimonio, è che la presunzione contraria giunta a un sì alto grado di forza non sia sufficiente ancora a distruggerla; ma non si può ricusare al marito, che ha già provato il delitto della sua moglie, e il mistero di cui la medesima ha circondato il frutto del suo delitto, la facoltà di presentare alla giustizia le altre prove che possono completare la dimostrazione, e sottrarlo ai pesi e alla vergogna d'una falsa paternità.

Il progetto di legge non ammette l'eccezione dell'impossibilità morale fondata sull' adulterio che sotto tre condizioni formali.

È necessario che consti dell'adulterio, e ciò non può essere che in forza di un pubblico giudicato.

È necessario che la donna abbia celato al suo marito la nascita del figlio adulterino.

E adempiute queste due condizioni, è necessario eziandio che il marito esibisca la prova dei fatti proprj a giustificare che un altro è il padre del fanciullo.

Rimane a segnare il circolo della terza eccezione, quella che si fonda sull'*impossibilità legale.* La medesima non è che la conseguenza immediata della legge: non può infatti esistere la presunzione fondata sul matrimonio, se al punto del concepimento del fanciullo, il matrimonio, che solo stabilisce la legittimità, non esisteva ancora o più non esiste.

Ben si vede che questa eccezione cade sulle nascite precoci e sulle tardive; e dappoichè abbiam calcolato e segnato l'intervallo di tempo, entro il quale può aggirarsi la possibilità naturale del concepimento, divien facile l'intelligenza della eccezione medesima in entrambi i casi, e precisa la sua applicazione: ma la sua azione sulle nascite precoci non è decisiva, come lo è sulle nascite tardive.

Per esempio, la nascita precoce è quella del fanciullo che viene al mondo nei primi mesi del matrimonio, e in epoca tale, che niun possibile concepimento sia supponibile in tempo di matrimonio. È stabilito frattanto che il termine della nascita più vicino al concepimento non può essere che il set-

timo mese incominciato; talmentechè un fanciullo nato avanti questo settimo mese incominciato, o per parlare con più aritmetica precisione, nei 180 primi giorni di matrimonio può essere rigettato dal marito di sua madre.

Ma questa nascita precoce basterà ella per autorizzare il rifiuto del marito di riconoscere il figlio, e il disonore della moglie?

No: vi sarebbe inconseguenza ed ingiustizia in due casi.

Primieramente, il parto può essere stato accelerato per un accidente di poco rimarco; il fanciullo può nascere immaturo e privo delle facoltà della vita.

Secondo, quantunque il fanciullo nasca a un termine, che mette ogni possibile concepimento al di là del matrimonio, egli può ancora appartenere al marito, se il matrimonio è stato preceduto da una frequenza intima fra i due sposi.

Perchè adunque il rifiuto del marito non sia un' azione scandalosa leggermente ammessa, bisogna da un lato che il medesimo non si sia lasciato fuggire, sia al momento

del matrimonio, sia a quello della nascita del fanciullo, alcun atto, alcun segno, alcuna attestazion volontaria, espressa o tacita della sua paternità: bisogna dall'altro lato, che il fanciullo sia nato senza accidenti, e fornito di tutte le facoltà della vita.

Tutto questo è espresso nel progetto di legge con altrettanta precision che chiarezza, prescrivendo che il fanciullo nato avanti il centottantesimo giorno di matrimonio non potrà essere rigettato dal marito, se questi ha avuto cognizione della gravidanza prima del matrimonio, se ha assistito all'atto di nascita, se ha firmato quest'atto o dichiarato di non saper firmare, se il fanciullo infine non è dichiarato capace di vita, *viable*, termine che la legislazione ha preso in prestito dalla medicina.

Si è cercato di evitare le verificazioni, le dichiarazioni di capacità di vita, *viabilité*, e tutte le difficoltà, tutte le procedure, alle quali darà luogo lo stato fisico d'un fanciullo, cui due opposti interessi giudicheranno bene e male costituito. Si è creduto che un fanciullo portava egli stesso nascendo, e nel corso più o men limitato

della sua esistenza, la prova sufficiente della sua perfetta o imperfetta costituzione. Si pensava in conseguenza, che fissando il termine d' esistenza il più lungo che potea scorrere un fanciullo imperfettamente organizzato, si renderebbe più pronta e più sicura ogni decisione; e si sarebbe potuto in questo senso decidere, che il rifiuto del marito non sarebbe ammesso, se il fanciullo morisse nei dieci giorni dopo la nascita.

Ma si dava origine ad una lotta ben pericolosa fra la vita del figlio e l'onor della madre. Bisognava che il figlio morisse nei dieci giorni, perchè la madre di lui vivesse senza taccia e senza vergogna. Quindi il timore ingegnoso, ma ragionevole, che una negligenza affettata o dei mezzi più colpevoli non venisser forse a supplire alla supposta imperfezione della natura, e a portare una fatale influenza sulla vita del fanciullo, la cui esistenza esser dovea l'obbrobrio di sua madre, e il titolo della sua condanna.

Un tal sentimento era ben degno di toccar gli uomini virtuosi occupati di questa operazione: e senza bilanciare eglino hanno proferito, a rischio di alcune inevitabili

contestazioni, il partito adottato nel progetto di legge.

Le nascite tardive non esigono alcuna disposizione condizionale. Egli è chiaro che potrà mettersi in disputa le legittimità d'un fanciullo nato nell'undecimo mese dopo la dissoluzione del matrimonio, o, per meglio dire, trecento giorni almeno dopo disciolto il matrimonio, poichè allora non può più egli porre nel matrimonio nè il suo concepimento, nè per conseguenza la presunzion legale della sua legittimità.

Perchè non è desso illegittimo di diritto e posto nel numero de' figli naturali?

Perchè ogn'interesse privato non può essere combattuto che da un interesse contrario. La legge non è chiamata a riformar ciò che ignora; e se lo stato del fanciullo non vien combattuto, egli resta al coperto del silenzio, cui nessuno ha interesse di rompere.

Perchè d'altronde, nel caso dello scioglimento di un matrimonio per divorzio, il marito che solo avrebbe il diritto del rifiuto, può non aver nè motivo, nè volontà di esercitarlo, e dev' essere, se lo esercita

sottoposto all'obbligazione di allontanare da se stesso ogni prova della paternità del fanciullo ch'egli rigetta.

Dopo aver regolato con una saggia severità i casi, in cui la presunzione legale di paternità potea venir combattuta dall' evidenza, o da presunzione contraria; dopo aver sottoposto queste eccezioni pericolose, ma indispensabili, a condizioni che possano in tutti i casi appalesarne la giustizia, è d'uopo ancora circoscriverne l'uso nei più ristretti limiti, e nei termini i più brevi.

È evidente il motivo di quest'ultima precauzione.

La legge non dà a queste eccezioni alcun effetto in loro stesse. Affinchè le medesime operino, è necessario che siano messe in azione col rifiuto del fanciullo, che il solo marito, se esiste al punto della nascita, ha il diritto di fare.

Il sentimento che porta un marito a rigettare il fanciullo, di cui la moglie di lui è divenuta madre, è vivo, impetuoso, finanche violento, come il trasporto eccitato dalla convinzion d'un oltraggio. Non è des-

so un sentimento che il tempo conferma, e la riflessione fortifica; la riflessione lo modera, il tempo lo cancella. Un padre che ha tollerato accanto a se, nella sua casa senza pena e senza ripugnanza, o che ha conosciuto senza indignazione l'esistenza d'un fanciullo, che la legge e la società chiaman suo figlio, è ragionevolmente supposto non aver ricevuto offesa, o averla perdonata; e in tutti i casi la legge al pari della ragione preferisce alla vendetta il perdono.

Quanto ai mezzi di stabilir la prova della legittimità, e ricuperarla allorchè è perduta, dissimulata, o distrutta, i principj finora osservati erano savj, e le regole giudiziosamente prefisse. Una lunga esperienza ne avea giustificato l'applicazione. Una costante dottrina dettata dalla giustizia e dalla ragione ha dato sempre allo stato dei cittadini due generi di prove, il titolo ed il possesso.

La riunione di queste due prove è superiore ad ogni attacco e ad ogni contraddizione. Così la legge proposta offre primieramente questa regola infallibile, e in tutti i casi fermamente eseguita, che niuno può

reclamare uno stato contrario a quello che gli danno il suo titolo di nascita, e il possesso conforme al titolo stesso; e, per una conseguenza di questo principio, che niuno può contrastare lo stato di colui che ha un possesso conforme al suo titolo di nascita.

Il titolo è nei pubblici registri destinati ad autenticare le nascite.

Mancando il titolo, mancando l'iscrizione sui pubblici registri, qual mezzo rimane alla prova dello stato civile?

Il possesso, vale a dire il godimento pubblico, che ogni individuo può avere del posto che occupa nella sua famiglia e nella società.

Cotesta dimostrazione che si compone di fatti pubblici, e ripetuti ogni giorno, è la più forte che si possa immaginare. Se si vuol prendere una giusta idea di questa forza, si può leggere l'aringa del celebre Cochin, che ha poi servito di testo a tutte le discussioni su questa materia.

» Di tutte le prove che assicurano lo
» stato degli uomini, la più solida e la
» meno dubbiosa, è il possesso pubblico.
» Lo stato non è altro che il posto che

» tien ciascuno nella società generale e nelle
» famiglie; e qual prova più decisiva può
» fissare un tal posto, che il possesso pub-
» blico che se ne gode dacchè si è al
» mondo?

» Gli uomini non si conoscòn fra loro
» che per questo possesso. Si è riconosciu-
» to il suo padre, la sua madre, il suo
» fratello, i suoi cugini; si è stato da essi
» egualmente riconosciuto. Il pubblico ha
» veduto questa costante e notoria relazio-
» ne. Come cangiar queste idee dopo molti
» anni, e distaccare un uomo dalla sua fa-
» miglia? Sarebbe un disciogliere ciò che,
» per così dire, è indissolubile; un separare
» gli uomini fin nelle società, le quali non
» sono stabilite che per riunirli ».

Questi principj che non sono mai stati contrastati nè modificati, hanno dettato nel progetto di legge la regola: *In mancanza del titolo è sufficiente il costante e notorio possesso dello stato di figlio legittimo.*

Il che vuol dire, che se i registri pubblici non hanno esistito, se si sono perduti, se è stato omesso d'inscrivervi l'atto di nascita, il solo possesso proverà lo stato, purchè sia pubblico e non interrotto.

E dal che deriva per un'egual conseguenza, che se vi è nei registri errore o frode, il possesso dello stato basta ancora per condurre alla necessaria riforma.

Quali sono i fatti che costituiscono il possesso dello stato? Sono i risultati giornalieri di tutti i rapporti che ho indicati, di tutte le relazioni di famiglia, di vicinanza, di società; i rapporti di un figlio verso i suoi genitori, di un fratello verso i suoi fratelli e sorelle, d'un nipote, d'un cugino verso i suoi zii, zie e loro figliuoli, di ogni individuo verso i vicini, gli amici della famiglia, di cui è membro.

Non era proponibile di ricercare e classificare in una legge tutti i rapporti di tal natura. La legge indicandone i principali, non vuol già dire, che per dimostrare il possesso dello stato sia indispensabile la loro riunione, dimanierachè in difetto d'un solo tutti gli altri insieme dovessero essere rigettati.

No; essa ha voluto soltanto mostrare cogli esempj il carattere e la natura dei rapporti, da cui deesi trarre la conseguenza esatta, e la prova del possesso dello stato.

Tra

Tra i fatti proposti in esempio ve ne ha di quelli, che se son continui e manifesti, possono soli completare la dimostrazione senza il soccorso di verun altro.

Poste queste regole sul possesso dello stato, e ridotti i suoi effetti in prova sicura di paternità e di figliazione, bisognava provvedere alla sorte di chi non può reclamare nè il titolo autentico della sua nascita, nè il possesso dello stato, di chi è stato iscritto sui pubblici registri sotto un falso nome, di colui finalmente, il cui atto di nascita non indica nè padre, nè madre, poichè non annunzia che un padre e una madre ignoti.

Il primo sentimento è di portare a questi sfortunati tutti i soccorsi della giustizia; ma qui la legislazione necessariamente divien circospetta, perchè l'esperienza ha dimostrato, nella diversità delle circostanze, il doppio pericolo d'una incredulità troppo cieca, e d'una facilità che troppo si fida.

Simili casi son rari, e sono quasi sempre il prodotto di un delitto. È la soppression dello stato, l'omicidio sociale.

Non v'ha dubbio che allor sia giusto di chiamare in testimonio della verità tutte le

prove capaci di manifestarla, la prova scritta e la prova testimoniale.

Ma una quistione aveva in ogni tempo diviso i tribunali, i magistrati, i legisti sulla facoltà appunto di proporre la prova.

Le due specie di prova, la scritta e la testimoniale, non possono elleno presentarsi senza concorrere insieme? e s'egli è vero che gli scritti provano senza l'assistenza dei testimoni, non sarà vero egualmente che i testimoni possono provare senza il soccorso degli scritti?

O, per parlare il linguaggio usitato, sopra un reclamo di stato, allorchè il reclamante non ha nè titolo, nè possesso, puossi ammetterlo alla prova testimoniale senza un principio di prova in iscritto?

Le leggi romane sulla presente quistione, come su molte altre, lasciano un' incertezza imbarazzante. Dessa non vien tolta dalle nostre ordinanze.

La legge II nel Codice, *De testibus*, decide formalmente ch' è necessario produrre delle ragioni e dei titoli, che i testimoni non bastano.

La legge VI nel Codice, *De fide instru-*

-*mentorum*, fa intendere chiaramente, e la legge VII, ivi, *De nuptiis*, dice espressamente che la perdita di tutti i titoli non può pregiudicare alla prova di legittimità.

Ora, come produrre un principio di prova in iscritto, allorchè non vi è nulla di scritto?

La nostra ordinanza del 1667 permette bensì la prova della figliazione per testimoni, allorchè non esistono pubblici registri: ma sembra esigere il concorso d'un principio di prova scritta, poichè dice, tanto per mezzo dei registri e carte domestiche dei genitori, quanto per mezzo di testimoni.

I nostri tribunali erano siffattamente divisi, che alcuni parlamenti non aveano giammai ammesso la prova testimoniale, benanche assistita dalle più forti presunzioni, senza un principio di prova in iscritto; mentre altri dichiaravano con decreti, che per essere ammesso nelle quistioni di stato alla prova testimoniale non era necessario il principio di prova in iscritto.

Egualmente gravi erano le contrarie ragioni: da un lato il riposo delle famiglie troppo interessante, e la prova testimoniale

troppo sospetta. Tali reclami di stato non erano il più delle volte che un' operazione d' intrigo e di cupidigia. Allorquando nulla fa travedere una verità ignota fino a quel punto, nè titoli, nè possesso, nè atti pubblici, nè scritti privati, basterebbero alcuni testimoni corrotti o facili, ingannatori o compiacenti per gettare un audace straniero, come un flagello, in una tranquilla e rispettabile famiglia.

Dall' altro lato, il figlio che reclama eccita il più dolce sentimento, la compassione: il bene ch' egli reclama, è il primo bene, il solo che possa compensar tutti gli altri. Egli è quasi sempre vittima innocente e senza difesa del più riprovevole delitto. Uno sciocco orgoglio, delle divisioni di famiglia, la gelosia, l'avidità, l'hanno spogliato del suo stato. Il delitto ha potuto non trascurare veruna delle precauzioni che doveano assicurargli l' impunità. E allorchè questo figlio denunzia il delitto, voi, per ammetterlo soltanto ad essere ascoltato, gli dimandate precisamente gli scritti che il delitto stesso gli ha tolti!

D'Aguesseau mise il primo un peso sen-

sibile nella bilancia, additando un termine medio, il quale rendeva almen possibile la giustizia in tutte le circostanze.

Certamente la prova testimoniale è di sua natura troppo leggera ed imperfetta per non confidare che ad essa un interesse sì grande e sì delicato. Ma perchè gli scritti soli avrebbero il privilegio di formare un principio di prova? E non possono combinarsi delle presunzioni, degl'indizj, e un certo insieme di circostanze che non abbiano minor forza degli scritti, quando non n'è contrastata la verità?

Ammettendo come principio di prova queste presunzioni, quest' indizj risultanti da fatti già non contrastati o incontrastabili, si concilia l'interesse pubblico ed il privato. La società è soddisfatta, poichè la prova per testimoni non s'introduce leggermente; e gl'individui della società non hanno a lagnarsi, poichè non son ridotti all'impossibilità di provare il loro stato, quando sono stati soppressi gli scritti che potean fissarlo.

Non si potea con più saviezza determinare il dubbio; e questo è il partito che gli autori del progetto hanno adottato, per-

fezionandolo ancora con una precisione nei termini che non isfuggirà certamente la vostra attenzione, e che quind' innanzi non lascia ai giudici che quell' arbitrio, cui si è quasi sempre costretto di lasciar loro nelle materie le più positive.

Il progetto di legge decide, nei casi indicati, che la prova per testimoni non può ammettersi se non quando vi è un principio di prova in iscritto, o quando le presunzioni o indizj risultanti da fatti, de' quali già consti, sono gravi abbastanza per determinare l'ammissione.

Parlandosi di principio di prova in iscritto era ancor ragionevole di por fine a tutte le controversie sul vero senso di questa espressione.

Che cosa è un principio di prova?

Che cosa è una prova che comincia mediante degli scritti, o piuttosto quali sono questi scritti che cominciano una prova?

Sono certamente degli scritti, i quali senza costituire una prova intera, forniscono degl' indizj, delle congetture probabili, e che (è uopo dirlo) nulla portan seco che possa rendere sospetta la loro testimonianza.

L'ordinanza del 1667 non parla che dei registri e delle carte domestiche dei genitori: ma essa li suppone come elementi di una prova completa, e qui non si tratta che di un principio di prova.

Dopo la morte dei genitori, gli scritti anteriormente sortiti dalle mani dei parenti eredi, vale a dire di persone direttamente interessate a contraddire il reclamo dello stato, pesano nella bilancia quanto le carte paterne.

E poichè è giusto ammettere le presunzioni e gl'indizj risultanti da fatti, di cui già consti, gli è giusto egualmente di non rigettare le conseguenze necessarie emananti da scritti direttamente relativi all'oggetto, quando sono visibilmente l'opera della buona fede, e di una necessità diversa da quella della circostanza.

Ciò è stato precisato nel progetto di legge in modo da togliere ogni dubbio e prevenire ogni pericolo, dicendosi formalmente che il principio di prova in iscritto risulta dai titoli di famiglia, dai registri e carte domestiche dei genitori, dagli atti pubblici ed anche privati emananti da una parte

avente interesse, o che avrebbe interesse se fosse viva.

Finalmente ogni pericolo della prova testimoniale, se può trovarsene ancora, sparisce a fronte della giusta disposizione che autorizza la prova contraria con tutti i mezzi proprj a mettere in chiaro non solamente che il reclamante non è figliuolo della madre ch'egli reclama, ma eziandio, e quando anche fosse provata la maternità, che non è figliuolo del marito della madre, mentre in questo caso non si tratta più di combattere la presunzione che non esiste, non esistendo nè titolo, nè possesso dello stato, nè contratto di matrimonio, nè atto di nascita, nè relazioni note di parentela e di famiglia.

Le altre disposizioni del capitolo secondo sono presso a poco regolamentarie.

Io ho detto che un delitto, la soppressione dello stato, era non di rado l'origine di siffatti reclami. Esempj non pochi, principalmente negli ultimi tempi, hanno messo in vista un abuso che il carattere criminoso del fatto originariamente sembrava giustificare.

Privo il reclamante della facoltà pericolosa di comporsi una prova avanti ai tribunali civili col mezzo di testimoni, per non avere nè titoli, nè possesso, nè principio di prova, portava il fatto originario sotto qualificazion di delitto, dinanzi i tribunali criminali, e così rimpiazzava un'istanza impossibile con una informazione indispensabile.

Ciò era una sovversione di ogni ordine giudiziario, e un fatale strumento messo a portata di chiunque per iscuotere dai loro fondamenti le famiglie più pure e più rispettate.

D'altronde il fatto che dà luogo al reclamo, può essere certamente un fatto colpevole: ma l'oggetto del reclamo è meramente civile; ma la parte civile non può avere l'azione reprimente i delitti.

È sicuramente interesse della società che siano repressi i delitti, e che non periscano le prove che conducono alla repressione. Ma un più grande interesse comanda che non si turbi il riposo della società col pretesto di assicurarlo.

Era desiderabile la riforma di un simile

abuso; ed era generalmente desiderata. Dopo avere stabilito pertanto, che i soli tribunali civili sono competenti per decretare sui reclami di stato, il progetto di legge, con una disposizione contraria al diritto comune, ma unicamente applicabile a questo caso ed evidentemente utile, dispone che l'azione criminale contro un delitto di soppressione di stato non potrà cominciare che dopo il giudizio definitivo della contestazione civile.

Un figlio spogliato del suo stato, del titolo che dovea fissarlo, del possesso che dovea assicurarlo, e delle prove che possono metterlo in chiaro, vivrà lungamente, e morrà forse in questa privazione assoluta, perchè le fortuite combinazioni dell'avvenire posson sole condurnelo alla scoperta.

Sarebbe assurdo l'assegnare al suo reclamo un termine rigoroso, cui non è nelle sue facoltà personali di rendere utile. La regola su ciò stabilita dal progetto di legge non è stata mai contraddetta. L'azione per reclamare lo stato è imprescrittibile: ma questo privilegio non è stabilito che in favore del figlio.

Havvi un termine, in cui dee cessare ogni incertezza pel riposo sociale, sempre intimamente legato al riposo delle famiglie: una inquietudine prolungata saria più funesta che il mal medesimo, cui vorrebbesi por riparo.

La trasmissione creditaria fa passare agli eredi l'azione del reclamo di stato, ma colle restrizioni volute dall'ordine pubblico, e giustamente opposte ad un'azione privata, che non ha più altro motivo che un interesse pecuniario.

Se il figlio non ha reclamato per ammettere i suoi eredi ad intentare l'azione non principiata, bisogna che il medesimo sia morto minore, o nei cinque anni della sua maggiorità: s'egli è morto nel 27.mo anno della sua età senza aver reclamato, è abolita ogni azione.

Se il figlio ha cominciato il processo possono i suoi eredi riprenderlo, proseguirlo e farlo giudicare. Ma eglino perdono ancora questa facoltà, quando vi è desistenza data dal figlio o con un atto formale, o con un lasso di tre anni di silenzio.

Non abbisogna di spiegazione, nè d'apo-

logia la saviezza di queste disposizioni.

In ogni società, in cui la legge sola governa lo stato dei cittadini, niuna autorità può accordare i diritti di legittima figliazione in tutti i casi in cui la legge li ricusa.

Un successivo matrimonio neppur potrebbe legittimar dei figli nati anteriormente, se un tal privilegio non fosse testualmente stabilito dalla legge, perchè nell'ordine naturale e nell'ordine sociale nulla può produrre effetto o conseguenza prima di esistere.

Ma tanti motivi d'onore e di utilità dettano alla legge il bisogno di creare questa giusta retroattività, che si è potuto talor pensare ch'essa esisteva per se stessa, e senza la disposizione legale.

La morale e l'onestà pubblica la sollecitano per la riparazione del disordine, e la cessazione dello scandalo.

La società la vuole per moltiplicare le generazioni legittime, ed accrescere le famiglie che la compongono.

Il padre e la madre la chieggono come il solo mezzo di rientrare in tutte le dol-

rezze di una unione onorevole, e di ristabilirne i diritti e gli effetti sopra i figliuoli ch'essi debbono amare.

I figli finalmente l'esigono come l'unico rimedio al male di cui sono vittime senza loro colpa.

Quel popolo che non ha adottato la legittimazione per successivo matrimonio, sotto pretesto che la medesima favorisce il concubinato, affetta dunque di credere che la riforma sia l'alimento del disordine, e il pentimento l'esca del vizio.

Giustificati da tutti questi motivi di giustizia e d'interesse pubblico, non dee la legge occuparsi che degli effetti di questa istituzione, affinchè l'abuso non possa dilatarli, e delle sue condizioni per renderla così pura come i motivi che la dettano, e gli effetti ch'essa produce.

La prima condizione è che i due sposi sieno liberi, vale a dire che abbiano la facoltà legale di maritarsi al momento della nascita dei figli, che il posteriore lor matrimonio dee legittimare.

Se fosse altrimenti, cotesti figli sarebbero il frutto dell' adulterio o dell' incesto, e

quanto a loro la fiamma legale sarebbe non solamente rigettata dalla prudenza pubblica, ma impossibile nei calcoli più esagerati della ragione.

In fatti la legittimazione per successivo matrimonio dei figli nati anteriormente al matrimonio stesso è del tutto fondata sulla supposizione graziosa che questi son nati da quel matrimonio che li legittima.

E se nel momento della loro nascita il padre o la madre loro erano stretti da vincoli di un altro matrimonio, la legge supporrebbe che nel momento suddetto il padre avea due mogli, o la moglie due mariti legittimi; il che sarebbe assurdo ed impossibile.

La seconda condizione è che i figli sieno riconosciuti dai lor genitori prima del matrimonio che li legittima, o nell'atto medesimo della sua celebrazione.

La legge vuole far certa la società che eglino sono realmente nati dal padre e dalla madre che contrattano matrimonio. Qualunque altra supposizione sarebbe contraria ai buoni costumi.

E in un sistema di legislazione in cui la

paternità legittima non è consacrata che per mezzo del matrimonio, e la paternità naturale, come or or vedrete, non può essere assicurata che pel riconoscimento del padre, si richiede necessariamente il concorso di questi due titoli per fondare nel tempo stesso e la fissazione e la legittimità di cui l'una non può esistere se non esiste l'altra.

Se non altro questa obbligazione produrrà sovente l'effetto di onorar la legge, mostrandola sempre consentanea al suo principio: giacchè appena è possibile d'immaginare un motivo legittimo che porti un padre e una madre a nasconder d'accordo, nel momento del lor matrimonio, i frutti anteriori della lor tenerezza. Il matrimonio è sempre contrattato per questi figli.

E se, per un impossibile, una forte ragione li costringesse a questo mistero inesplicabile, l'ostacolo posto dalla legge che esaminiamo, va presto ad esser tolto con pochissima differenza in forza di altra legge. Questi figli misteriosi, sottratti alla legittimazione del matrimonio successivo, potranno essere quasi sempre adottati; il che

pei diritti e gli effetti della figliazione, pei rapporti del padre verso il figlio, è la medesima cosa.

I diritti della legittimazione per successivo matrimonio sono i medesimi che quelli della legittimità.

È necessario solamente osservare che il loro effetto non risale all' epoca della nascita dei figli, ch' esso non può operare che dal momento che esiste, e che non esiste che col matrimonio che lo produce. Tutto quello ch' è succeduto nella famiglia del padre o della madre prima del lor matrimonio è estraneo ai figli, cui questo matrimonio legittima. E ciò è ben espresso nel progetto di legge, dicendosi che i figli legittimati per successivo matrimonio avranno gli stessi diritti come se fossero nati da questo matrimonio.

Finalmente ogni matrimonio successivo, fedele alle imposte condizioni, dee legittimare anche i figli morti avanti il matrimonio, se lasciano dei discendenti. La giustizia lo esige come un attributo inseparabile della trasmissione ereditaria. La società non vede che il capo di famiglia, ch'essa reclama, e che non vuol perdere.

Voi avete osservato, cittadini legislatori, in una semplice omissione del progetto di legge, un felice miglioramento comandato dalla morale e dall'equità, e sopra di cui il relatore del consiglio di Stato ci ha dato sì luminose spiegazioni, che sarebbe inutile di ripeterle, e ridicolo di ampliarle.

La dichiarazione del 1639 avea riconosciuto incapaci di ogni successione, vale a dire illegittimi, i figli nati da concubine, le quali il padre dei medesimi sposava negli ultimi istanti di vita.

L'editto più duro ancora del 1697 estese una tale incapacità fin sui figli che nascer poteano da questi matrimonj.

Siffatte leggi, conseguenza sino allora non conosciuta dei più assurdi pregiudizi, non poteano esistere cha con due o tre ributtanti contraddizioni.

Supponeasi un matrimonio colpevole, e si dichiarava legittimo ed indissolubile.

Si dichiarava legittimo un matrimonio, e si privava di tutti gli effetti della legittimità.

Si volea punir la colpa del matrimonio,

e si riuniva tutto il gastigo sopra di quelli che non l'aveano commessa.

Non sarà più possibile di rinnovare queste insensate eccezioni, poichè il progetto attuale omettendo d'inserirle riconosce che se alcuni successivi matrimonj hanno in se stessi un motivo riprensibile, non possono avere, riguardo ai figli, che una causa onorevole e legittima.

Quanto ai figli naturali, che pretender non possono ai diritti della legittimità, se non ritrovano alcun posto nella famiglia, ne debbono almeno avere uno nella società: la legge sola può fissarlo.

Non può la società soffrir cosa che urti la sua principale istituzione, il matrimonio.

Il natural sentimento che lega e confonde insieme il padre, la madre e i figli, è al disopra del matrimonio e di ogni istituzione sociale.

La politica stende il suo rigore calcolato sopra tutto ciò che è contrario alle sue massime, ed estraneo alle sue leggi.

L'umanità abbraccia tutta la natura, e protegge tutto ciò che respira.

La ragione è fredda, e vede con chiarezza le cose.

Il sentimento è cieco ed impetuoso; e se l'uno tiranneggia con violenza, l'altra resiste con impassibilità.

Consisteva dunque la somma del lavoro nel combinare alcune regole, la cui bilancia ingegnosa potesse conciliare e soddisfare insieme la natura e la società, il sentimento e la ragione, l'umanità e la politica.

Era necessario, in una parola, dare alla società ciò ch'essa esige senza ferir la natura, ed alla natura ciò ch'essa dimanda senza urtare la società.

Questa contrarietà, la più forte per avventura sulle facoltà dell'uomo sociale, è l'origine di tutte le variazioni che presenta la legislazione relativa ai figli naturali presso tutti i popoli nei diversi tempi, ed anche presso di noi prima e dopo la rivoluzione.

Egli è inutile di riandar più addietro per riconoscere i veri principj, e fissarne le conseguenze.

I Romani aveano distinto tutte le specie di figli naturali con una diligenza che citar si potrebbe in prova del grado di corruzione a cui eran giunti.

I figli di donne libere o schiave, di concubine domestiche o prostitute, del semplice o del doppio adulterio, dell'incesto civile diretto o collaterale, e dell'incesto religioso.

Noi non abbiamo mai conosciuto che due classi di figli naturali. Nella prima, i figli puramente naturali, nati da persone libere, *ex soluto et soluta* : nella seconda, gli adulterini e gl'incestuosi; ed essendo quindinnanzi estraneo alla legge civile l'incesto religioso, quest'ultimo genere diviene quasi insensibile, se si osserva specialmente che non vi sarà incesto civile, neppure ne' gradi proibiti, ai quali il governo può applicar la dispensa.

Coteste minuziose distinzioni dei Romani non han dunque servito presso di noi che ad adombrare la turpezza e lo scandalo, ed a confondere i principj e le conseguenze, talmentechè lo stesso principio dava due contrarie conseguenze, o la stessa conseguenza derivava da due principj diversi.

Si può osservare primieramente che questa distinzion generale dei bastardi, ammessa ancora dalla nostra giurisprudenza piut-

tostochè dalle nostre consuetudini, due delle quali soltanto l'hanno stabilita, non influivano con una egual forza, riguardo al figlio naturale, sulle attribuzioni onorifiche, e sulle attribuzioni pecuniarie.

Il figlio adulterino, per esempio, non poteva esser legittimato per successivo matrimonio.

Egli poteva esserlo col beneficio delle lettere del principe. Si era contenti solamente di non far menzione dell'adulterio.

Un padre non avrebbe potuto riconoscere e dichiarare in un atto pubblico il frutto dell'adulterio, ed ogni giorno un figlio pubblicava questo delitto avanti ai tribunali per ritrovare un padre.

Si conveniva che la natura avea ricoperto la paternità con un velo impenetrabile: si conveniva che il matrimonio era stabilito per mostrare, in mancanza di segno naturale, questa paternità misteriosa, ed era precisamente fuori del matrimonio che si pretendeva penetrare il mistero, e discoprire la paternità.

Cause siffatte erano il disdoro della giustizia e la desolazione della società.

Le presunzioni, gl' indizj, le congetture convertite in prove, e l' arbitrio in principio; il traffico più vergognoso calcolato sovra i più dolci sentimenti; tutte le classi, tutte le famiglie abbandonate all' obbrobrio o al timore. Al fianco d' una disgraziata che reclamava soccorso in nome ed alle spese dell' onore, mille prostitute speculavano sulla pubblicità dei loro disordini, e metteano all' incanto la paternità di cui esse disponevano. Si cercava un padre a un figlio, cui potean reclamar venti padri, e si cercava sempre, per quanto era possibile, il più virtuoso, il più onorato, il più ricco per tassare il prezzo del silenzio alla tariffa dello scandalo.

La stessa distinzione facеasi all' opposto sentire efficacemente nella distribuzione legale dei vantaggi reali accordati a queste due specie di figli naturali.

Gli uni e gli altri erano per verità privati del titolo di eredi, e di ogni porzione nelle successioni legittime a titolo ereditario.

Per verità gli uni e gli altri, se venivano dimenticati, non avean diritto di diman-

dare alla successione paterna che gli alimenti.

Ma il padre poteva esercitare in favore de'suoi figli puramente naturali, nati *ex soluto et soluta*, una facoltà che per gli altri venivagli interdetta.

Egli poteva, quando era senza figliuoli legittimi, lasciare a' suoi bastardi semplici, anche a titolo universale, quasi la totalità della più facoltosa successione.

Ma non poteva in favore di un adulterino o d'un incestuoso strappare a' suoi collaterali i più lontani, nella maggiore opulenza, altro che degli alimenti limitati al più stretto necessario.

Nella rivoluzione, in quei tempi, in cui l'esaltazione ha oltrepassato tutti gli estremi, la riforma di un abuso esser non poteva se non che un eccesso.

Furono posti dei confini alla facilità delle prove della paternità, e un termine allo scandalo dei processi di cui era essa il pretesto; e fin nel primo progetto di Codice civile, opera di lumi immaginata ed abbozzata in mezzo alle tenebre, era già fissata la regola che proibisce ogni ricerca della paternità.

Ma d'altra parte l'entusiasmo delle idee naturali, e l'ebbrezza dell'eguaglianza fecero prodigare, ai bastardi riconosciuti, vantaggi tali nelle successioni dei loro genitori, che quasi insensibile era la differenza tra loro e i figliuoli legittimi.

La novella legislazione dei figli naturali presenta più d'un rimarchevole cangiamento su questo punto.

Avendo la natura celato il mistero della paternità alla cognizione dell'uomo, alle sue fisiche e morali facoltà, alle più sottili percezioni de' suoi sensi, egualmente che alle ricerche più penetranti della sua ragione; e il matrimonio essendo stabilito per dare alla società non la prova materiale, ma in difetto di questa la presunzion legale della paternità; egli è evidente che quando non esiste matrimonio, non vi è nè segno materiale nè segno legale. Nulla vi ha che possa far supporre neppur la finzione convenzionale e sociale. La paternità rimane ciò ch'ella era agli occhi della legge, come agli occhi dell'uomo, un impenetrabile mistero; ed è ingiusto insieme ed insensato il voler che un uomo sia convinto suo mal-

grado d'un fatto, la certezza del quale non si trova nè fra le combinazioni della natura, nè fra le istituzioni della società.

Così risalendo ad una verità fondamentale, arriviamo naturalmente e senza sforzo a questa prima regola, all'impossibilità di simili dichiarazioni di paternità congetturali ed arbitrarie, alla irrevocabile soppressione di quelle inquisizioni scandalose, le quali poco giovevoli al figlio abbandonato, portavan sempre la discordia nelle famiglie, e il disturbo nel corpo sociale.

Contrarj sono il principio e la conseguenza per riguardo alla maternità. La ricerca della maternità e la sua prova evidente trovansi nelle leggi naturali e nelle leggi sociali. È un fatto che cade sotto i sensi, e che spessissimo neppure abbisogna di prova. Sarebbe in tutti i casi altrettanto barbaro che impolitico rifiutare al figlio il diritto di ritrovare la propria madre, che si tien celata, ma cui la natura non rifiuta mai di scoprire.

S'egli è fisicamente impossibile, e politicamente convenevole che non sia alcuno follemente convinto di una paternità sem-

pre ignorata, quando egli non la confessa, quando la nega, e se la società esige fermamente la proibizione di ogni ricerca su tal proposito; d'altra parte la natura ha messo nel cuore d'un padre una secreta voce, vaga per certo ed indeterminata, ma l'illusion della quale e l'allettamento hanno per così dire la forza della convinzione, ed il potere della verità. Cotesta voce ne assicura incessantemente dei rapporti interni e secreti che esistono tra il figliuolo ed il padre. Dessa fissa e sanziona fra di loro la reciprocità di quei diritti e di quei doveri, de'quali la società medesima impone il rispetto e l'osservanza per la conservazione delle prime sue leggi.

Sarà dunque conforme ad ogni giustizia, e potrà con qualche precauzione essere conforme ad ogni social convenienza il permettere a un padre, a una madre di riconoscere i loro figli naturali, e di dar loro con questo riconoscimento un carattere sociale.

Queste due regole principali, la prima che proibisce ogni ricerca di paternità, la seconda che permette il riconoscimento dei

figli naturali, sono le basi della nostra legislazione su questa materia.

Le altre disposizioni del progetto di legge non sono che eccezioni inevitabili, o condizioni necessarie per combinarle coi precetti dell' onestà pubblica, colle leggi della società, colla necessità e col favore del matrimonio.

La regola che proibisce ogni ricerca della paternità fuori del matrimonio non avrà che una eccezione pel caso di un ratto, allorchè sarà provato che l'epoca del medesimo si riferisce all'epoca del concepimento.

Quest' è la conseguenza di un delitto, e di un delitto provato. Non esiste matrimonio; ma esiste necessità, o piuttosto supposizione necessaria di matrimonio. Non vi è coabitazione pubblica, ma coabitazione forzosa. La violenza da un canto, l'oppressione dall'altro suppliscono al mutuo ed autentico consenso. La paternità non si dichiara qui pure che sopra indizj e congetture: ma le congetture e gl' indizj si riuniscono tutti sopra un solo, e sopra un uomo reo di un delitto. È dovuta la riparazione alla vittima, ed al colpevole il gastigo.

Non ostante però sì possenti motivi, la legislazione resterà sempre fedele al principio fondamentale che la dirige. Nè la prova del ratto, nè la coincidenza dell'epoca di esso con quella del concepimento, non saranno sufficienti per provare la paternità ancora incerta. Elleno basteranno solamente per autorizzare il giudice a ricercare la sua convinzione in tutti i rapporti, in tutte le circostanze, in tutti i fatti che hanno preceduto e seguito il delitto.

La regola che permette la ricerca della maternità avrà pure un'eccezione voluta da un dovere più santo e più utile che la regola stessa, la conservazione dell'onestà pubblica e dei buoni costumi, sì necessaria alla conservazione delle buone leggi.

La ricerca della maternità non sarà più permessa, quando sarà diretta sulla traccia di un adulterio e d'un incesto, ogniqualvolta per dimostrarla bisognerà render pubblici e certi quegli scandalosi attentati, la cui misteriosa possibilità, e i cui esempj impuniti corrompono e guastano i costumi pubblici. La manifestazione di un disordine nascosto non è mai, per l'interesse sociale,

compensata dalla riparazione di un danno individuale.

Questa sì forte ragione porrà necessariamente un ostacolo alla facoltà sì naturale e sì giusta data a un padre, a una madre di riconoscere i loro figliuoli naturali. Cotal riconoscimento sarà impossibile, s'è d'uopo appoggiarlo sull'incesto o sull'adulterio. Il pubblico uffiziale non potrà riceverlo; e se, senza sua saputa, l'atto contiene il vizio che l'infetta, cotesto riconoscimento nullo non potrà essere d'alcun profitto al figlio adulterino o incestuoso, pel quale sarà stato praticato.

Questa innovazione morale separa da una legge pura nella sua sorgente e nel suo oggetto quelle vacillazioni perniciose d'infamia, quelle rivelazioni mortali pel pudore sociale. Per passioni individuali, e per particolari interessi non si strapperà più il denso velo, col quale l'interesse pubblico ricopre questi scandalosi traviamenti; e fin l'espressioni che servono ad indicarli, non verranno più pronunziate che nei giudizj destinati a colpir coloro, i quali oseranno mostrarsene colpevoli.

Liberato il riconoscimento dei figli naturali dal solo ostacolo che lo rende impossibile, non ci rimane che ad esporre i suoi effetti, calcolati mai sempre sull' interesse pubblico, e ristretti da alcune condizioni, cui la giustizia impone.

La restrizion principale è quella che impongono la dignità del matrimonio e il privilegio della legittimità. Il riconoscimento di un figlio naturale manifesta e rende certi agli occhi della società i rapporti che ha posti la natura fra lui e suo padre. Dessa stabilisce dinanzi alla legge i loro reciproci diritti e doveri; per il padre l'obbligo di somministrare al figliuol suo i mezzi di sussistere; pel figliuolo l'obbligo d'ubbidire a suo padre, di rispettarlo e di soccorrerlo.

Ma qui si ristringono gli effetti del riconoscimento. Tutti quelli del matrimonio, i quali dà solo la legittimità, sono estranei al figlio naturale, nè in verun caso può questi, sebben riconosciuto, pretendere ad alcuno dei diritti assicurati ai figli legittimi.

Il solo matrimonio fonda e distingue le famiglie. I rapporti naturali consacrati dal riconoscimento non esistono che fra il pa-

dre o la madre e il figliuolo. I medesimi non possono toccare i parenti del padre, nè quei della madre. Il figlio naturale non è nella famiglia.

La seconda restrizione che dee limitar gli effetti del riconoscimento, è quella, cui la giustizia impone alla libera facoltà di tutte le umane azioni, al libero esercizio di tutti i diritti; che l'interesse legittimo di un altro non ne sia pregiudicato; e questa restrizione ha luogo sotto diverse modificazioni.

Il riconoscimento di un figlio naturale, fatto da chi si crede suo padre, può recar nocumento alla madre, la quale non avrà fatto l'atto medesimo.

Nei precedenti progetti di codice civile erasi chiaramente manifestata l'intenzione, attesa l'incertezza della paternità, di non dare alcuna fede, alcun effetto al riconoscimento d'un figlio naturale fatto dal padre, se non veniva confermato dalla confession della madre.

Ma si è conosciuto che ciò era un far dipendere lo stato e la sorte di un figlio da una rivelazione difficile, qualche volta

impossibile, e sempre sconveniente al pudore di una donna. Si è conosciuto che per non rapire al figlio il primo suo bene, la sua esistenza sociale, si sarebbe dovuto in questo caso aprirgli l'accesso a quelle vergognose inquisizioni, ed a quei processi ributtanti, de' quali stimavasi indispensabile seccar la sorgente.

La saviezza di questo motivo ha illuminato: e dall'impossibilità di ottenere senza un grave inconveniente la dichiarazione o la confession della madre, si è passato naturalmente alla conseguenza contraria, cioè alla necessità di non esigere nè la dichiarazione, nè la confessione, e neppure l'indicazion della madre, prescrivendo soltanto che in questo caso il riconoscimento non avrà effetto che riguardo al solo padre.

Ben si vede ciò che può derivare da questa facoltà di una dichiarazion solitaria. Ma ripetasi ancora una volta, è meglio per la società tollerare ciò ch'essa ignora, che saper quello che dee punire.

Il riconoscimento fatto da uno dei coniugi durante il matrimonio, d'un figlio naturale anteriore, può pregiudicare all'altro, ed ai figliuoli legittimi di tal matrimonio.

Volea dunque una rigorosa giustizia la disposizione precisa, che il riconoscimento fatto durante il matrimonio, da uno dei coniugi, di un figlio naturale avuto prima del suo matrimonio da terza persona, non potrebbe pregiudicare nè all'altro dei coniugi, nè ai figliuoli nati da questo matrimonio.

E per lo stesso motivo il riconoscimento riprenderà ogni suo effetto, se questo doppio interesse, questo doppio ostacolo vengono a cessare per la morte dei figli e per lo scioglimento del matrimonio.

Il riconoscimento di un figlio naturale può pregiudicare ad ogni altro che avesse maggior tenerezza e più ragioni per dirsi padre di quel figlio.

Il medesimo può pregiudicare al figlio, il quale ha già ritrovato o reclama un altro padre.

Il riconoscimento fatto dal padre, o il reclamo messo in campo dal figlio possono sì l'uno come l'altro pregiudicare i legittimi eredi.

Cotesti diversi interessi, e tutti gli altri ch'è impossibile di prevedere e d'indicare,

hanno additato la giustizia e la necessità di una disposizione generale, la quale dà a tutti coloro che vi hanno interesse il diritto di contraddire sia il riconoscimento fatto dal padre o dalla madre, sia il reclamo messo in campo dal figlio.

E noi non temeremo che questa disposizione generalmente espressa possa estendere la facoltà di contraddire fino all'abuso sempre troppo facile in tal materia, e specialmente fino all' uso indiretto di quelle eccezioni odiose, di quelle obbrobriose inquisizioni, di cui l'atto medesimo non conterrebbe alcuna prova, alcun indizio, e di cui il progetto di legge, nel suo spirito, ne' suoi principj, ne' suoi precetti, non cessa di segnalare l'assoluta proscrizione.

Semplice è l'oggetto, e il senso è chiaro. Si tratterà di combatter l'atto medesimo; la sua forma, se non è autentica, o s'è irregolare; il suo contesto, se l' hanno dettato la menzogna e la frode.

Ma che vogliasi affievolare il credito di quest' atto, o cangiarne i risultati con una ricerca scandalosa di un fatto che sarebbe estraneo all' atto contraddetto; che, per

esempio, dei collaterali per diminuir la porzione, che darà la legge al figlio naturale nella successione del padre, e ridurlo agli alimenti caritatevoli riserbati al figlio del delitto, pretendano che questo figlio riconosciuto da un padre libero sia intaccato d'adulterio dalla parte della madre di lui, ignota, o non indicata nell'atto; noi dobbiamo pensare ch'eglino non saranno ascoltati.

LOI

Relative à l'état et au droit des enfans nés hors mariage, dont les pères et mères sont morts depuis la loi du 12 brumaire an II jusqu'à la promulgation des titres du Code civil sur la paternité et la filiation, et sur les successions.

Du 14 Floréal an 11.

Art. 1. *L'état et les droits des enfans nés hors mariage, dont les pères et mères sont morts depuis la promulgation de la loi du* 12 *brumaire an* 2, *jusqu'à la promulgation des titres du Code civil sur la paternité et la filiation et sur les successions, seront réglés de la manière prescrite par ces titres.*

Art. 2. *Néanmoins les dispositions entre-vifs ou testamentaires, antérieures à la promulgation des mêmes titres du Code civil, et dans lesquelles on auroit fixé les droits de ces enfans naturels seront exécutés, sauf la réduction à la quotité disponible aux termes du Code civil, et sauf aussi un supplément, conformément à l'article* 51 *de la loi sur les successions, dans le cas où la portion donnée ou léguée seroit inférieure à la moitié de ce qui devroit revenir à l'enfant naturel, suivant la même loi.*

Art. 3. *Les conventions et les jugemens passés en force de chose jugée, par lesquels l'état et les droits desdits enfans naturels auroient été réglés, seront exécutés selon leur forme et teneur.*

MOTIVI

Del progetto di legge relativo allo stato e ai diritti de' figli nati fuori di matrimonio, i di cui genitori son morti dopo la promulgazione della legge del 12 brumale anno 2 sino alla pubblicazione dei titoli del Codice civile.

Il progetto di cui avete udito la lettura non presenta che tre articoli, il primo de' quali solamente esige una spiegazione.

» Lo stato e i diritti de' figli naturali,
» de' quali i genitori son morti dopo la
» promulgazione della legge dei 12 bruma-
» le anno 2 sino alla promulgazione dei
» titoli del Codice civile sulla paternità e
» filiazione, e sulle successioni, saranno
» regolati secondo la maniera prescritta da
» questi titoli.

La prima questione che si presenta è di sapere se le leggi anteriori avevano già pronunciato su quest'oggetto. Se esiste effettivamente su questo punto qualche disposizione legale, noi non abbiamo più da occuparci

di questo. Se al contrario non conosciamo alcuna regola che abbia fissato lo stato e i diritti de' figli naturali, i di cui genitori fossero morti dopo li 12 brumale dell'anno 2 noi dobbiamo procurare che sollecitamente sia provveduto. La legge che noi proponiamo è incontrastabilmente la più giusta, la più naturale, ed ancora la sola che possa ragionevolmente presentarsi. Se, come non può dubitarsi, voi avete regolato con saviezza i diritti de' figli naturali sulle successioni avvenire, perchè fareste un regolamento contrario pe' diritti tuttora indecisi sulle successioni aperte per lo passato?

Qui non ci resta dunque che un fatto da verificare: esiste o non esiste una disposizione sullo stato e sui diritti de' figli naturali, i genitori de' quali son morti dopo la legge delli 12 brumale an. 2, e anteriormente alla pubblicazione del Codice?

Coloro che suppongono l'esistenza di una legge su questa materia la trovano, o per parlare più giustamente, la cercano in un decreto della Convenzione dei 4 giugno 1793, anzi nella legge delli 18 brumale.

Il decreto delli 4 giugno 1793 dice, che

i figli naturali succederanno ai loro genitori, *nella forma che verrà determinata.*

Ecco, dicesi, un diritto di successibilità acquistato dai figli nati fuori di matrimonio. Ma da un' altra parte si risponde: il modo di successibilità dev' essere regolato da leggi posteriori; se non lo è stato ancora sino al presente giorno, bisogna provvedervi. Dunque la quistione di fatto è intatta ancora.

Esaminiamo attualmente le disposizioni della legge delli 12 brumale.

L'articolo primo è così concepito:

» I figli *attualmente esistenti*, nati fuori
» di matrimonio, saranno ammessi alle suc-
» cessioni dei loro genitori, *aperte dopo li*
» 14 *luglio* 1789.

» Saranno egualmente ammessi a quelle che
» si apriranno in avvenire, *sotto la riserva*
» *portata dall' articolo* 10, *come appresso* ».

Così l' articolo distingue molto espressamente i *figli attualmente esistenti e le successioni aperte dopo li* 14 *luglio* 1789, dai figli che potranno nascere e dalle successioni che si apriranno in avvenire.

I figli naturali *attualmente esistenti* sono

ammessi dal primo paragrafo *alle successioni già aperte:* non sono ammessi alle successioni che *s' apriranno in avvenire se non che sotto le riserve contenute nell' articolo* 10, come appresso. Fa dunque d'uopo ricorrere all' articolo 10 per conoscere i loro diritti.

Gli articoli 2 e seguenti regolano il modo di successibilità dei figli naturali nelle successioni già aperte, come pure la maniera colla quale potranno comprovare il loro stato e i loro diritti a queste successioni.

Viene infine l'articolo 10, che dee pronunciare *sulle successioni non peranche aperte, e sui figli non esistenti* a quest' epoca. Ecco questo articolo.

» Riguardo ai figli nati fuori di matri-
» monio, i di cui genitori saranno ancora
» vivi al tempo della promulgazione del
» Codice civile, il loro stato e i diritti lo-
» ro saranno in ogni punto regolati dalle
» disposizioni del Codice.

È evidente che questo articolo non presenta alcuna disposizione sullo stato e i diritti de' figli naturali, i cui genitori saran-

no morti fra la pubblicazione della legge delli 12 brumale e la pubblicazione del Codice; e siccome non è meno chiaro che l'articolo primo non ha disposto che sulla sorte de' figli naturali *allora esistenti*, e i cui genitori *eran già morti*, il voto della legge è sensibile. Essa ha pronunciato sulle successioni aperte prima delli 12 brumale, e sopra quelle che si apriranno dopo la pubblicazione del Codice; ma essa è muta sopra quelle che nell' intervallo potevano aprirsi.

Domandasi com' è possibile che la legge presenti un voto di questa natura, e che abbracciando nelle sue disposizioni le successioni aperte prima delli 12 brumale, e quelle aperte dopo la pubblicazione del Codice, nulla abbia stabilito sulle altre?

Cittadini legislatori, non tocca a me lo spiegar la cagione di questo silenzio; basta che sia reale per meritare la vostra attenzione. Potrei intanto osservare che a primo aspetto questo silenzio non è così sorprendente come può comparire. Allorchè la legge delli 12 brumale fu pubblicata esisteva un progetto di Codice; era discusso, ed

ancora in qualche maniera adottato, e la pubblicazione pareva tanto vera e vicina, che potevasi riguardare come inutile qualunque disposizione sulle successioni dei genitori di figli naturali, che si aprissero fra la pubblicazione della legge delli 12 brumale, e quella del Codice: ma l'avvenimento deluse le speranze dei legislatori, e la legge delli 12 brumale che avrebbe potuto esser bastante, se fosse stata seguita immediatamente dal Codice, come erasene lusingato, trovasi realmente insufficientissima, ed offre in fatto un gran voto, poichè non contiene disposizione alcuna sullo stato e i diritti de' figli naturali nati dopo li 12 brumale, nè sulle successioni dei genitori morti dopo quest'epoca, e prima della pubblicazione del Codice.

Si propone di empiere questo voto che non può dissimularsi in nessuna maniera, e ch'è ancora più dimostrato dagli sforzi stessi di quelli che hanno sostenuta l'opinione contraria. Eglino non indicano nella legge delli 12 brumale in appoggio del loro sistema altri testi fuori di quelli de' quali ho parlato; eglino non pretendono che alcune

leggi posteriori abbiano supplito al silenzio della legge delli 12 brumale. Se avessero in fatti qualche disposizione in loro favore, basterebbe loro il mostrarla, e sarebbe decisa affatto la quistione. Con alcune induzioni soltanto, con ragionamenti, con fatti sopravvenuti dopo cercano eglino di giungere a mostrare, nella legge delli 12 brumale, ciò che in fatti non è. Ma i ragionamenti, le induzioni ed i fatti non possono tener luogo in una legge di una disposizione che non vi è scritta; potrei anche dire di una disposizione che non si è avuta l'intenzione d'inserirvi, perchè giudicavasi inutile colla speranza di una legge che si credeva allora vicinissima, ma che non si è fatta.

Accadde dopo, come in mille altre occasioni, che alcuni particolari interessi, alle volte di grande importanza, hanno prodotto sopra certe quistioni motivate dal silenzio della legge, discussioni più o meno luminose, più o meno sottili; e vi è stata per confessione di tutti una grande diversità d' opinioni sullo stato e i diritti de' figli naturali, i cui genitori sono morti dopo li

12 brumale. I tribunali hanno giudicato diversamente: alcuni d'essi si sono astenuti dal giudicare, ed hanno domandato spiegazioni. Anche il tribunale di Cassazione ha variato sopra una tale quistione. Il Direttorio ha fatto dei messaggi al corpo legislativo; il consiglio dei cinquecento, e quello degli anziani sono stati d'accordo: infine dopo alcuni anni sono state sospese le decisioni definitive in attenzione di una legge.

Che cosa risulta da tutto ciò? Che non vi è in effetto nella legge delli 12 brumale disposizione alcuna sui diritti dei figli naturali, i cui genitori son morti dopo questa epoca. Se ve ne fosse stata una, tante persone commendevoli pei loro talenti, pei loro lumi e per la loro moralità non sarebbero state divise sul fatto della sua esistenza. Ha bisognato dunque presentarvi un progetto che terminasse una volta su tal particolare qualunque quistione. La sorte de'cittadini non può essere regolata da leggi presunte; e per quanto sia duro il difetto di una disposizione nella legge del 12 brumale, per la lunga incertezza nella quale i cittadini furono in seguito ritenuti, la sup-

posizione di una legge che non ha effettivamente esistito sarebbe ancora più dura.

Non ho più dunque attualmente da occuparmi che della disposizione della legge in se stessa, perchè è dimostrato che ve ne vuole una. Se voi applicate ai figli naturali nati dopo la legge delli 12 brumale, ed alle successioni dei genitori aperte da quel momento, le disposizioni di questa legge fatte unicamente pei figli naturali *allora esistenti e per le successioni di già aperte,* voi eccitate i reclami degli eredi legittimi che pretendono che i loro diritti non furono abbastanza rispettati. Se applicate al contrario le disposizioni del codice già sanzionate, eccitate i reclami de' figli naturali che sarebbero trattati con maggior favore da disposizioni simili a quelle della legge delli 12 brumale an. II.

In questa circostanza qual partito dee prendere il legislatore? Innalzarsi al disopra di tutte le considerazioni particolari, e non consultare nel regolamento che va a fare se non che il più grande interesse della società.

Con questo voi venite a fissare per l' av-

venire lo stato e i diritti de' figli naturali; voi avete pronunciato dopo le più profonde riflessioni, e circondati dai lumi di dieci anni d'esperienza.

Non sarebbe strano che nel momento, per così dire, in cui venite a stabilire la regola per l'avvenire, poteste determinarvi a darne una differente per somiglianti interessi, rimasti indecisi sino al presente? Sarebbe questa una contraddizione, nella quale voi siete incapaci di cadere; sarebbe anche uno screditare in qualche maniera la legge da voi sanzionata.

Giustificata una volta questa prima disposizione del progetto, poco mi resta a dire sulle altre due: potrei ancora dispensarmi dal rammentarle.

L'articolo 2 mantiene le disposizioni trai vivi, o testamentarie, colle quali i genitori de' figli naturali avessero potuto fissare i loro diritti. Noi abbiamo pensato che conveniva rispettare la sollecitudine de' genitori, i quali nel silenzio della legge delli 12 brumale avessero provveduto alla sorte de' loro figli: pertanto ci è sembrato conveniente il preparare un ricorso contro gli eccessi ne'

quali avesse potuto gettare una passione disordinata: le liberalità eccessive saranno ridotte alla somma disponibile nei termini del Codice civile, e le disposizioni troppo scarse saranno aumentate secondo le disposizioni dello stesso Codice relative ai figli naturali.

Finalmente le convenzioni delle parti, e i giudizj passati in forza di cosa giudicata sono conservati: è cosa saggia l'ordinare l'esecuzione di tutto ciò ch'è stato regolato definitivamente, quando non v'era una legge. Quella che voi farete regolerà tutto ciò che non è ancora determinato: sarebbe contraria alla tranquillità delle famiglie e al buon ordine se attentasse ai diritti irrevocabilmente acquistati prima della sua pubblicazione.

Tali sono, cittadini legislatori, i motivi del progetto che siamo stati incaricati di presentarvi, e questi si riducono ad una parola: non havvi legge che abbia regolato lo stato e i diritti dei figli naturali, i di cui genitori son morti tra la pubblicazione della legge delli 12 brumale an. 2, e quella del Codice: bisogna dunque farne una.

È saggia la legge che noi proponiamo, poich'è la stessa che quella da voi già adottata pel regolamento di somiglianti diritti: la vostra sanzione porrà un termine ad incertezze troppo prolungate, e a questioni troppo sgraziatamente moltiplicate.

Questi motivi sono stati esposti dal Consigliere di Stato Treillhard.

ESTRATTO

Del Rapporto fatto li 12 fiorile anno XI *in nome della Sezione di legislazione dal C.* HUGUET *(de la Seine), sul progetto di legge relativo allo stato ed ai diritti dei figli nati fuori di matrimonio, i cui genitori sono morti dopo la promulgazione della legge delli 12 brumale anno 2.*

I figli nati fuori di matrimonio hanno molto occupato i precedenti legislatori.

Una eccessiva filantropía sollecitò, ed ottenne per loro uno stato ed alcuni diritti, ai quali non dovevano aspirare.

Intro-

introdotti nel seno delle famiglie sono stati allevati nel grado de' figli legittimi, e rivalizzando con loro sono stati ammessi alla parte eguale di ogni successione.

Il sistema era fatto per distruggere l'ordine sociale, *poichè toglieva al matrimonio il solo premio d' incoraggimento che gli restava per lottare contro la depravazione dei costumi.*

Le nuove leggi per una saggia combinazione hanno saputo unire ciò che l'umanità e i sentimenti tratti dalla natura potevano reclamare per questi figli, con quello che la ragione ed una severa giustizia esigevano per la pace delle famiglie, per la dignità del matrimonio, e pe' sacri diritti della morale pubblica.

Se pertanto è possibile il dire che questa legislazione ha esistito, o piuttosto che era nella mente dei legislatori d'allora, bisogna nel medesimo tempo convenire che nella sua applicazione essa ha sofferto molte difficoltà e differenti interpretazioni; sorte assai comune alle cattive leggi.

Senza dubbio se queste leggi fossero state positive, redatte in termini chiari, pre-

cisi, senz'alcuna ambiguità e senza lacune, gli attuali legislatori rettificando, o facendo meglio soltanto per l'avvenire, si troverebbero nell'impotenza di distruggere certi diritti veramente acquistati in virtù di queste leggi.

Ma siccome esse sono state interpretate in diverse maniere, e la loro imperfezione è evidente, ed innoltre da lungo tempo la spiegazione del legislatore è divenuta necessaria, non si può temere, facendola, d'essere accusato di retroattività: disposizioni oscure o contradditorie in una legge sono riputate non iscritte.

Fu nelli 4 giugno 1793 che la convenzione nazionale si occupò della sorte dei figli nati fuori di matrimonio. In quel giorno essa decretò *che succederebbero ai loro genitori nella forma che verrebbe determinata.*

Non vi fu questione allora che delle successioni dei genitori: il principio fu decretato; ma fu preventivamente sottomesso a formalità e condizioni, che non erano ancora determinate.

Li 24 agosto seguente 1793 si decretaro-

no alcuni articoli di un Codice civile, coi quali si davano a tali figli non solamente le successioni dei loro genitori, ma si ammettevano ancora ad egual porzione coi figli legittimi, e si conferivano loro diritti ereditarj nelle successioni collaterali.

Sopravvenne quindi la legge delli 12 brumale anno 2.

Essa contiene nel primo articolo: » i fi-
» gli attualmente esistenti, nati fuori di ma-
» trimonio, saranno ammessi alle successio-
» ni dei loro genitori, *aperte* dopo li 24
» luglio 1789, e saranno egualmente am-
» messi a quelle che si apriranno in avve-
» nire *sotto la riserva portata dall' articolo*
» *susseguente.*

L'articolo 2 dice: » i loro diritti di suc-
» cessibilità sono gli stessi che quelli de-
» gli altri figli.

Gli articoli 3, 4, 5, 6, 7 e 8 regolano le forme e le condizioni delle parti fatte e da farsi con differenti modificazioni, le quali allora parve essere convenienti.

L'articolo 9 dice: » i figli nati fuori di
» matrimonio, la cui figliazione sarà pro-
» vata nella maniera stabilita, non potran-

» no pretendere alcun diritto nelle succes-
» sioni de' loro parenti collaterali, aperte
» dopo li 14 luglio 1789; ma a contar da
» questo giorno vi sarà successibilità reci-
» proca fra essi e i loro parenti collaterali
» in mancanza d'eredi diretti ».

Finalmente l'art. 10 contiene: » riguar-
» do ai figli nati fuori di matrimonio, i cui
» genitori saranno ancor vivi alla promul-
» gazione del Codice civile, *il loro stato e*
» *i loro diritti saranno regolati in ogni pun-*
» *to dalle disposizioni del Codice* ».

Gli altri articoli di questa legge sono estranei all'oggetto che ci occupa.

Dipoi vi è stata una legge che ha riferite le disposizioni retroattive di quella di brumale.

Tali sono le disposizioni principali di questa legge delli 12 brumale, e che non era se non transitoria agli articoli del Codice civile decretati li 24 antecedente agosto.

Ma il giorno susseguente a questa legge transitòria, li 13 brumale, la Convenzione nazionale sospese la promulgazione di questo Codice civile, rimettendolo ad una commissione di sei membri *per rivederlo e ritoccarlo:* tali sono i termini del decreto.

Sembrava naturale, poichè la promulgazione di questo Codice era sospesa, che il decreto transitorio delli 12 brumale dovesse avere per una necessaria conseguenza la medesima sorte. Intanto il Potere esecutivo d'allora lo fece promulgare, il che obbligò i tribunali a riconoscerlo per legge.

Ora è tempo di ragionare delle diverse difficoltà che questa legge fece nascere.

Si sostenne prima che vi era una contraddizione manifesta fra il 9 e il 10 articolo, in quanto che l'articolo 9 diceva, che a contare dal detto giorno 12 brumale vi sarebbe successibilità reciproca fra i figli naturali e i loro parenti collaterali, e che intanto l'articolo 10 voleva che lo stato e i diritti de' figli, i cui genitori erano vivi, allora fossero regolati dalle disposizioni del Codice; ora, si diceva, come i figli naturali possono avere parenti collaterali a' quali poter succedere quando i loro genitori sono vivi, e quando in testa loro soltanto, e come loro rappresentanti potrebbero dirsi parenti de' collaterali, e reclamar soprattutto la loro successibilità? Non si può, aggiugnevasi, reclamare i diritti d'eredi per

rappresentazione di persone viventi, oltre di che erasi ancora obbligato d'aspettare che fosse decretato un Codice civile, e che fissato avesse lo stato e i diritti di questi figli. Si rimettevano dunque a questo Codice civile che restava a farsi, ma non è meno vero che questa era per parte dei tribunali una interpretazione delle disposizioni di tal legge evidentemente contraddittorie.

In seguito si sostenne che la legge non dava diritti se non ai figli, i cui genitori eran morti all'epoca di questa legge, e solamente nelle successioni ch'erano aperte a quest'epoca, e si fondava sull'articolo 10 di questa legge, che voleva che riguardo ai figli i cui genitori eran vivi, e le cui successioni per conseguenza non erano aperte, o che non ne potevano trasmettere in linea collaterale colla loro rappresentazione, poichè vivevano; si sostenne, dissi, che l'esercizio dei loro diritti era sospeso sino a tanto che un Codice civile gli avesse regolati e determinati; che non si poteva argomentare dal Codice civile decretato li 24 agosto, poichè la promulgazione n'era stata sospesa, e di nuovo rimessa all'esame di

una nuova commissione incaricata di rivederlo e di ritoccarlo: il che lo faceva considerare di fatto e di diritto come non esistente.

Nel senso contrario sostenevasi che per conoscere lo spirito di questa legge bisognava porsi nell'epoca precisa delli 12 brumale; che non potevasi certamente negare che in quel giorno era intenzione del legislatore di accordare a questi figli ogni diritto, non solo nelle successioni aperte, ma ancora in quelle da aprirsi per l'avvenire; che se riguardo a queste ultime successioni l'articolo 10 rimetteva al Codice civile, ciò nasceva perchè allora questo Codice era decretato, e perchè il suo difetto di promulgazione non impediva di riconoscere l'intenzione ben manifesta del legislatore.

Nei primi tempi che comparì questa legge, molti tribunali, e quello pure di Cassazione han giudicato conformemente a quest'ultimo sistema; cioè, che i tribunali invadendo il potere legislativo hanno interpretato o spiegato sopra intenzioni soltanto, il che, secondo me, poteva presentare serie difficoltà nei due sistemi,

Ma dopo quattro o cinque anni il tribunale di Cassazione meglio istrutto, o piuttosto se si vuole, libero da quel grande entusiasmo pei figli nati fuori di matrimonio, ha riconosciuto che questi figli avevano diritti nelle successioni aperte all' epoca delli 12 brumale an. 2, ma che non ne avevano alcuno, o piuttosto che ne era sospeso l'esercizio nelle successioni aperte da quel giorno sino a tanto che siano stati determinati e regolati da un Codice civile.

Questo tribunale ha riconosciuto che non bisognava apprezzare una tal legge sopra intenzioni, ma bensì sui termini che conteneva, e che non poteva esservi equivoco sull' articolo 10 che voleva che i diritti di questi figli fossero regolati e subordinati alle disposizioni di un Codice civile; che quello delli 24 agosto non doveva essere consultato, poichè non aveva il carattere di legge, non essendo promulgato, e trovandolo d'altronde nel caso d'essere riveduto e ritoccato secondo il decreto delli 13 brumale.

Finalmente si è sostenuto che v'era un voto evidente in questa legge, che vi si fa-

ceva bensì quistione de' figli esistenti, dei genitori esistenti all' epoca della promulgazione del Codice civile; ma che essa nulla avea stabilito pei figli che nascerebbero, e pei genitori che verrebbero a morire, e le cui successioni s'aprirebbero dopo la legge di brumale e sino alla promulgazione del Codice civile.

Questa legislazione contenendo nelle sue diverse disposizioni contraddizioni e lacune, ed i tribunali avendo interpretato in diverse maniere, è indispensabile il far cessare questo stato di cose.

In oggi il Codice civile è decretato; è legge in quanto che concerne i figli nati fuori di matrimonio. Qual cosa si è promessa loro più chiara della legge di brumale anno 2? Che il loro stato e i loro diritti sarebbero fissati dal Codice civile. Ebbene, bisogna dar loro quanto gli si è promesso: quest' è lo scopo del progetto di legge che vi vien presentato.

D'ora innanzi la legislazione relativa ai figli nati fuori di matrimonio non sarà più incerta. Hanno eglino raccolto o dovuto raccogliere le successioni de' lor genitori

aperte dopo la legge delli 4 giugno 1793 sino a quella delli 12 brumale anno 2.

In quanto a quelle che si sono aperte posteriormente, allorchè saranno stati riconosciuti da un atto autentico (imperocchè dopo quest' epoca la ricerca della paternità è proibita), essi eserciteranno un credito sulle sole successioni de' loro genitori, la cui somma è determinata dal capitolo IV del titolo primo del terzo libro del Codice civile.

Se questi figli hanno dovuto inspirare interessamento al legislatore, il nuovo Codice civile ha renduto loro tutta la giustizia che potevano attendere: l'intera società ancora ha anch'essa i diritti che convien rispettare.

ESTRATTO

Del Discorso pronunciato li 14 fiorile anno XI *dal C.* Grenier, *Oratore del Tribunato, sul progetto di legge relativo allo stato e ai diritti de' figli nati fuori di matrimonio, i cui genitori son morti dopo la legge delli* 12 *brumale anno* 2.

Se le anteriori leggi avevano fatto troppo poco pei figli naturali, la nuova legislazione fece assai troppo. Mettendoli del pari coi figli legittimi si avviliva il matrimonio, e si trascurava uno de' più grandi interessi della società.

Il Codice civile ha preso un giusto mezzo fra l'antica e la nuova legislazione. Ha accordato ad essi i vantaggi che la natura e l'umanità sembrano sollecitare per loro. Ma questi vantaggi sono stati bilanciati con ciò ch'era dovuto alla dignità del matrimonio; di modo che possono consolarsi del loro stato, e dispensarsi dall'invidiare, sotto il rapporto dell'interesse, la sorte de' figli legittimi. Non hanno potuto essere decorati

del titolo d'eredi; ma hanno avuto, a titolo di credito sulle successioni de' loro genitori, un diritto che varia secondo la qualità de' successibili che concorrono con esso loro, e che in difetto di successibili riceve la più grande estensione.

Ma risultava dalla legge delli 12 brumale anno 2 una considerabile difficoltà per la sorte de' figli naturali, i genitori de' quali eran morti dopo la pubblicazione di questa legge sino a quella del Codice civile. Avevano sentito una tale difficoltà non solo gli uomini di legge, ma i tribunali ancora, e l'imbarazzo era tale, che il tribunale medesimo di Cassazione non aveva potuto fare scaturire una luce atta a dissipare l'oscurità, ed a fissare l'opinione dei tribunali che sono assuefatti a riguardar come oracoli le sue decisioni. Un tale stato di cose domandava senza dubbio una legge spiegativa.

Nell' intenzione che ha diretto il progetto si accorda, ai figli naturali che si ritrovano nella circostanza della quale ho parlato, gli stessi diritti che il Codice civile conferisce per l'avvenire ai figli naturali, rigettando nulladimeno l'autorità de' giudizj passati in

cosa giudicata, e la fede delle convenzioni che potrebbero assicurar loro un diritto superiore a quello che accorda ad essi il Codice civile.

Ma siccome questi diritti sono minori di quelli che la legge delli 12 brumale anno 2 aveva stabiliti in favore dei figli naturali, e che s'era vero che questi ultimi diritti fossero stati acquistati, secondo questa medesima legge, dai figli naturali di cui si tratta, in oggi non si potrebbero ad essi rapire senza incorrere nel vizio di retroattività; il legislatore dee riguardare come un sacro diritto di far conoscere al popolo francese, che il progetto di legge in quistione non retroagisce sul passato; o, ciò ch'è lo stesso, che la sorte de' figli naturali, i cui genitori sono morti fra la pubblicazione della legge delli 12 brumale e quella del Codice civile, non è fissata da questa legge, e che contiene riguardo a loro un voto che dev' esser riempito.

La legge delli 12 brumale non ha avuto altr' oggetto fuori di quello di fissare i diritti de' figli naturali esistenti all'epoca della sua pubblicazione, ed i cui genitori eran

già morti. S'essa ha parlato d'altri figli naturali, è stato solamente di quelli, i cui genitori vivessero ancora al tempo della promulgazione del Codice civile. Essa li ha rammentati occasionalmente per rimetterli alle disposizioni di questo Codice, e perchè era evidentissimo che i diritti che si aprirebbero sotto l'impero del Codice non potrebbero essere regolati che dalle sue disposizioni. Da quell'epoca in poi la legge è muta sulle successioni che potrebbero aprirsi tra la sua pubblicazione e quella del Codice civile.

Infatti l'articolo primo è così concepito :

» I figli attualmente esistenti, nati fuori
» di matrimonio, saranno ammessi alle suc-
» cessioni dei loro genitori, aperte dopo li
» 14 luglio 1789 ».

Veramente sta scritto in un secondo paragrafo : » Lo saranno egualmente per quel-
» le che si apriranno in avvenire sotto la
» riserva portata dall' articolo 10 susse-
» guente ».

Si dee necessariamente convenire che questo secondo paragrafo non può applicarsi, come il primo, ai figli i cui genitori erano

morti allora, poichè parlando delle successioni *che si aprirebbero in avvenire*, si supponeva necessariamente che i genitori in allora vivessero; ma è egualmente certo che quello stesso secondo paragrafo non per questo si riferiva ai figli, i genitori de' quali morirebbero fra la legge delli 12 brumale e la pubblicazione del Codice civile, dappoichè la disposizione di questo secondo paragrafo è ristretta da queste parole, *sotto la riserva portata dall' articolo* 10; e, consultando questo articolo, si vede che vi si fa menzione soltanto *de' figli nati fuori di matrimonio, i cui genitori vivessero ancora alla promulgazione del Codice civile*, e vi è detto che *il loro stato e i loro diritti saranno in ogni punto regolati dal Codice civile.*

La sorte de' figli naturali esistenti all'epoca della legge, e i di cui genitori erano morti, è dunque il punto da cui parte l'articolo primo della legge; e, sia che si voglia arrivar solamente all' articolo 10, sia che si voglia oltrepassar questo articolo, in nessuna parte si parla della successibilità de' figli, i genitori de' quali morissero fra la pubblicazione della legge delli 12 brumale e quella del Codice civile.

Sebbene il secondo paragrafo dell'articolo 9 dica, » Ma, a contare da questo giorno, » vi sarà reciproca successibilità fra loro » (figli naturali) e i loro parenti collate- » rali, in mancanza d'eredi diretti », ciò neppure può intendersi che de' figli naturali, i genitori de' quali erano morti all'epoca della legge, poichè questo secondo paragrafo ha in vista gli stessi figli naturali ricordati nel primo paragrafo, e quel primo paragrafo si riferisce interamente all'articolo 8, che non può essere applicato, a detta di tutti, che ai figli naturali, i cui genitori fossero morti. Questo 8 articolo prescrive la maniera con cui il possesso di stato di questi figli verrebbe stabilito.

Non reca sorpresa che non si trovi nella legge delli 12 brumale alcuna disposizione relativa alle successioni dei genitori che morissero tra la pubblicazione di questa legge e quella del Codice, quando si sa che al tempo della legge era pronto un Codice ch' era stato discusso, che poteva essere adottato nel giorno susseguente. Questo intervallo non era nell'intenzione de' legislatori d'allora. Non vedevano che due sorte

di figli, quelli i di cui genitori erano morti, e quelli i cui genitori morirebbero solamente dopo la pubblicazione del Codice. L'inallora inaspettato avvenimento del ritardo della pubblicazione del Codice ha soltanto aperto una lacuna; ma non è però men vero ch' essa esista di fatto; e si è trovato un lungo periodo di tempo in cui non vi è stata legge.

Due riflessioni ancora termineranno di ridurre questa verità sino alla dimostrazione.

In primo luogo, vi sono stati senza dubbio figli naturali nati dopo la promulgazione della legge delli 12 brumale, e i di cui genitori sono pur morti dopo quest' epoca. Ora, potrebbe dirsi che un tal caso fosse stato preveduto da questa legge, e ch' essa abbia regolato la sorte di questi figli? Dal momento che tace la legge in questo proposito, quale conseguenza dee trarsene? Che ha taciuto egualmente sulla sorte dei figli nati prima della pubblicazione della legge, ma i di cui genitori venissero a morire solamente dopo, e prima della pubblicazione del Codice civile.

In secondo luogo, niuno ignora le ine-

stricabili difficoltà che sono insorte sul modo di provare la figliazione de' figli naturali, i cui genitori fossero morti dopo la promulgazione della legge delli 12 brumale anno 2. Dovevano questi avere una ricognizione fatta avanti l' offiziale dello stato civile, o davanti un pubblico uffiziale qualunque; o piuttosto, bastava loro di produrre scritti pubblici e privati del padre, o di provar le cure prestate a titolo di paternità non interrotte, così nel loro mantenimento, che nella loro educazione, conforme è detto nell' articolo 8, che aveva solamente in vista i figli de' quali i genitori eran morti all' epoca della pubblicazione della legge?

Il consiglio dei Cinquecento e quello degli Anziani sono stati discordi sopra siffatta quistione; e, qualunque partito abbia in seguito adottato una giurisprudenza che non poteva formarsi se non in mezzo alle incertezze, concludiamo anche da questo, che la legge non aveva preveduto il caso che alcuni credevano di vedere in essa già deciso. Imperocchè come poter pensare ch'essa avesse voluto regolare lo stato e i diritti dei figli naturali ch' erano nella circostanza

della quale si tratta, dal momento che non ispiegavasi su ciò che doveva principalmente occuparla, cioè sul modo di stabilire la figliazione di questi figli?

Perciò il dubbio che si è formato nei tribunali su questa quistione si è aumentato successivamente al segno che gli organi della giustizia han conosciuto ch' essi erano senza guida, che han dichiarato di non potere applicare una legge che non esisteva, e la giustizia su tal punto è stata come paralizzata.

Il progetto di legge è dunque esente dal rimprovero di retroattività.

FINE DEL VOLUME II.

INDICE.

DI CIO' CHE CONTIENE IL SECONDO VOLUME.

LEGGE VII. Del Divorzio . . . . *Pag.* 1
Motivi esposti del C. di Stato Treilhard. » 26
Estratto del rapporto del Sig Savoye Rollin . . . . » 68
Discorso del Sig. Carrion-Nissas . . . . » 96
—— *del Sig. Gillet (de Seine et Oise).* » 152
Estratto del discorso del Sig. Treilhard, dopo che l'Oratore del Tribunato ebbe presentato il voto di quest' autorità per l'approvazione del progetto sul divorzio. » 179
Legge transitoria al divorzio. . . . . . . » 191
Motivi esposti dal C. di Stato Réal . . » 192
Discorso del Sig. Savoye-Rollin, oratore al Tribunato . . . . » 203
LEGGE VIII. Della Paternità e della Filiazione.» 211
Motivi esposti dal C. di Stato Bigot-Préameneu . . . . » 219
Estratto del rapporto del C. Lahary (de la Gironde) . . . . » 263
—— *del C. Duveyrier* . . . . » 294
LEGGE *relativa allo stato ed ai diritti de' figli nati fuori di matrimonio, i padri de' quali sono morti dopo la legge del 12 brumale anno 2* . . . . » 357
Motivi esposti dal C. Treilhard . . . . » 359
Estratto del rapporto del C. Huguet (de la Seine.) . . . . » 370
—— *del discorso del C. Grenier* . . . » 381

MOTIVI

DELLA LEGGE TRANSITORIA SUL DIVORZIO.

Prima della rivoluzione la legislazione francese non offriva agli sposi, ai quali la vita comune era insopportabile, altra risorsa che la

d'a
in
ch
un
lu
te

è
del
guenz
facile
si,
los
ne
ral

de

le esagerazioni opposte di tutti i partiti; potendo nel silenzio di tutti i pregiudizj apprezzare l'istituzione in se stessa, ciò che la giustizia esige, che la morale consiglia, e che permettono i costumi e le abitudini di questa grande nazione, voi avete nella vo-

messo
rzio;
ente
rme
in-
che

così
oni,
di-
sua
e al

se-
il
ersi
cità
non
nte.
fare